

**Pièce jointe n°5**

**Si le projet n’est pas soumis à évaluation environnementale,  
l’étude d’incidence proportionnée à l’importance du projet et à  
son incidence prévisible sur l’environnement au regard des  
intérêts mentionnés à l’article L. 181-3 du code de  
l’environnement**

*Article R. 181-14 du code de l’environnement*

**Projet d'extension d'une plateforme logistique à Ablaincourt-Pressoir (80)**

**Dossier de demande d'autorisation environnementale**

**Art. L.181-1 et suivants du code de l'environnement**

**PIECE JOINTE 5**

**ETUDE D'INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE**



**I.C.E Conseil**  
Installations Classées & Environnement

Parc d'activité doaren molac  
Centre Polidesk  
56 610 Arradon  
T. 02 57 62 08 60  
contact@ice-conseil.fr

**Rapport n°ICE- R190420a -Version 1 de juin 2020**

Chargés de projet :

O. MONTIEGE, E. ROUSSEAU, S. GROLLEAU, - I.C.E Conseil

Nicolas RAVIER – DE RIJKE Picardie

---

## SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE I. ÉTAT ACTUEL, INCIDENCES DU PROJET ET MESURES .....</b>	<b>6</b>
<b>I. JUSTIFICATION DES CHOIX DU PROJET .....</b>	<b>6</b>
<b>II. FACTEURS HUMAINS .....</b>	<b>8</b>
II.1. ÉTAT ACTUEL DE L’ENVIRONNEMENT HUMAIN ET SOCIO-ECONOMIQUE .....	8
II.1.1 Contexte démographique .....	8
II.1.2 Contexte économique .....	8
II.1.3 Voisinage du projet .....	12
II.1.4 Voies de communication et réseaux .....	13
II.1.5 Environnement lumineux .....	16
II.1.6 Environnement sonore et vibratile .....	16
II.2. ÉMISSIONS ET INCIDENCES DU PROJET .....	19
II.2.1 Incidences démographiques et socio-économiques .....	19
II.2.2 Incidences sur les voies de communication .....	19
II.2.3 Utilisation rationnelle de l’énergie et émissions lumineuses .....	22
II.2.4 Émissions sonores et mesures .....	23
II.2.5 Production et gestion des déchets .....	24
II.3. SYNTHÈSE DES MESURES D’ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D’ACCOMPAGNEMENT .....	26
<b>III. BIODIVERSITÉ .....</b>	<b>28</b>
III.1. ÉTAT ACTUEL DE L’ENVIRONNEMENT NATUREL .....	28
III.1.1 Zones naturelles remarquables .....	28
III.1.2 Continuités écologiques : trame verte et bleue .....	33
III.1.3 Zones humides .....	37
III.1.4 Sensibilité écologique des terrains .....	38
III.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LA BIODIVERSITÉ .....	39
III.2.1 Incidences sur les habitats, la flore et la faune locales .....	39
III.2.2 Incidences sur les sites NATURA 2000 .....	39
III.3. SYNTHÈSE DES MESURES D’ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D’ACCOMPAGNEMENT .....	40
<b>IV. FACTEURS PHYSIQUES : SOLS ET SOUS-SOL, EAUX, AIR ET CLIMAT .....</b>	<b>42</b>
IV.1. ÉTAT ACTUEL DES FACTEURS PHYSIQUES DE L’ENVIRONNEMENT .....	42
IV.1.1 Sols et sous-sol .....	42
IV.1.2 Eaux .....	44
IV.1.3 Air et Odeurs .....	48
IV.1.4 Climat .....	55
IV.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LES FACTEURS PHYSIQUES DE L’ENVIRONNEMENT .....	57
IV.2.1 Incidences sur les sols et le sous-sol .....	57
IV.2.2 Incidences sur les eaux .....	58
IV.2.3 Incidences sur l’air et les odeurs .....	73
IV.2.4 Incidences sur le climat .....	73
IV.3. SYNTHÈSE DES MESURES D’ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D’ACCOMPAGNEMENT .....	74
<b>V. PATRIMOINE CULTUREL ET PAYSAGE .....</b>	<b>76</b>
V.1. ÉTAT ACTUEL DU PATRIMOINE CULTUREL ET DU PAYSAGE .....	76
V.1.1 Patrimoine culturel .....	76
V.1.2 Contexte paysager .....	79
V.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LE PATRIMOINE CULTUREL ET LE PAYSAGE .....	84

V.2.1 Incidences sur le patrimoine culturel.....	84
V.2.2 Incidences sur le paysage.....	84
V.3. SYNTHÈSE DES MESURES D’ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D’ACCOMPAGNEMENT.....	87

## **CHAPITRE II. ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LA SANTÉ.....89**

<b>I. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>89</b>
<b>II. IDENTIFICATION DES SOURCES DE POLLUTION .....</b>	<b>90</b>
II.1. REJETS AQUEUX .....	90
II.2. REJETS ATMOSPHÉRIQUES .....	90
<b>III. IDENTIFICATION DES ENJEUX À PROTÉGER .....</b>	<b>91</b>
III.1. POPULATIONS EXPOSÉES AUX REJETS AQUEUX.....	91
III.2. POPULATIONS EXPOSÉES AUX REJETS ATMOSPHÉRIQUES .....	92
<b>IV. IDENTIFICATION DES VOIES DE TRANSFERT .....</b>	<b>93</b>
IV.1. MILIEU ATMOSPHÉRIQUE .....	93
IV.2. MILIEU AQUEUX .....	93
<b>V. CONCLUSION : SCHEMA CONCEPTUEL .....</b>	<b>93</b>

## **CHAPITRE III. MODALITÉS DE SUIVI PROPOSÉES.....96**

## **CHAPITRE IV. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE APRÈS EXPLOITATION .....97**

## Liste des figures

Figure 1 : Plan de masse du projet .....	6
Figure 2 : Localisation de la zone d’activités industrielle dans l’environnement du projet .....	9
Figure 3 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement dans la zone d’étude (source : georisques.gouv.fr) .....	10
Figure 4 : Extrait du RGP 2017 (source : geoportail.gouv.fr) .....	11
Figure 5 : Occupations du sol aux abords du site .....	12
Figure 6 : Voies routières (source : geoportail.gouv.fr) .....	13
Figure 7 : Réseau ferré local (source : Sncf-réseau) .....	14
Figure 8 : Environnement lumineux de la zone d’étude (source : avex-asso.org) .....	16
Figure 9 : Localisation des points de mesures .....	17
Figure 10 : Voies de desserte du projet .....	20
Figure 11 : Localisation de Tereos et Ajinomoto par rapport au projet .....	21
Figure 12 : Localisation des ZNIEFF et ZICO (source : geoportail.gouv.fr) .....	29
Figure 13 : Localisation des sites NATURA 2000 (source : geoportail.gouv.fr) .....	29
Figure 14 : Réseau NATURA 2000 en Europe (source : CE – 2016) .....	32
Figure 15 : Réseau NATURA 2000 en France (source : MTES / MNHN – Juillet 2018) .....	32
Figure 16 : Extrait du SRCE Picardie (source : www.tvb-picardie.fr) .....	34
Figure 17 : Extrait du SRADDET Hauts-de-France (source : www.registredemat.fr) .....	35
Figure 18 : Extrait du SCot du Pays du Santerre Haute Somme .....	36
Figure 19 : Extrait de la localisation des zones à dominante humide (source : DREAL Hauts-de-France) .....	37
Figure 20 : Vue aérienne du site et ses abords .....	38
Figure 21 : Extrait de la carte géologique du secteur (source : infoterre.brgm.fr) .....	42
Figure 22 : Sites BASOL et BASIAS du secteur (source : georisques.gouv.fr) .....	43
Figure 23 : Localisation des masses d’eau souterraine de la zone d’étude (source : infoterre.brgm.fr) .....	44
Figure 24 : Réseau hydrographique local (source : geoportail.gouv.fr) .....	46
Figure 25 : Localisation des stations faisant l’objet d’un suivi qualitatif .....	47
Figure 26 : Objectifs de qualité de l’air (source : Airparif) .....	50
Figure 27 : Modélisation pour 2017 sur la région (source : Atmo Hauts-de-France) .....	52
Figure 28 : Valeurs réglementaires en 2017 sur la région (source : Atmo Hauts-de-France) .....	52
Figure 29 : Indices de la qualité de l’air à Saint-Quentin en 2018 (source : Atmo Hauts-de-France) .....	54
Figure 30 : Températures à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat.fr) .....	55
Figure 31 : Précipitations à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat.fr) .....	55
Figure 32 : Pressions, vents extrêmes et distribution du vent à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat et windfinder) .....	56
Figure 33 : Localisation des monuments historiques de la zone d’étude (source : atlas.patrimoines.culture.fr) ..	76
Figure 34 : Localisation du site classé de la zone d’étude (source : atlas.patrimoines.culture.fr) .....	77
Figure 35 : Localisation des zones de présomption de prescription archéologique (source : atlas.patrimoines.culture.fr) .....	78
Figure 36 : Topographie de la zone d’étude (source : topographic-map.com) .....	79
Figure 37 : Description de l’unité paysagère locale (source : DREAL Hauts-de-France) .....	80
Figure 38 : Carte des enjeux paysagers de l’unité paysagère locale (source : DREAL Hauts-de-France) .....	81
Figure 39 : Localisation des prises de vue .....	81
Figure 40 : Vues proches .....	82
Figure 41 : Vues éloignées .....	83
Figure 42 : Plan de masse paysager (source : cabinet Nicot Architecte) .....	85
Figure 43 : Vue côté Nord-Ouest du projet depuis la RD164 (source : cabinet Nicot Architecte) .....	86
Figure 44 : Vue côté Nord-Est du projet depuis la RD164 (source : cabinet Nicot Architecte) .....	86
Figure 45 : Synoptique du réseau de distribution du SIEP du Santerre (source : SIEP du Santerre) .....	91

---

## Liste des tableaux

---

Tableau 1 : Évolution de la population (source : INSEE).....	8
Tableau 2 : Taux de chômage et répartition de l’activité sur le territoire (données INSEE 2015).....	8
Tableau 3 : ICPE industrielles de la zone d’étude .....	10
Tableau 4 : Trafic sur les autoroutes A1 et A29 (source : DREAL Hauts de France – Données 2016).....	14
Tableau 5 : Niveaux de bruit mesurés aux points de mesures .....	18
Tableau 6 : Impact du site sur le trafic de la zone d’étude.....	20
Tableau 7 : Émergences admissibles en ZER .....	23
Tableau 8 : Modalités de gestion des déchets .....	25
Tableau 9 : Mesures ERC et A sur les facteurs humains.....	27
Tableau 10 : Liste des milieux naturels remarquables de la zone d’étude (source : geoportail.gouv.fr) .....	28
Tableau 11 : Mesures ERC et A sur la biodiversité .....	41
Tableau 12 : Caractéristiques des masses d’eau souterraine (source : ades.eaufrance.fr).....	44
Tableau 13 : État de la masse d’eau souterraine FRAG013 (source : SDAGE 2016-2021 et SAGE Haute Somme).....	45
Tableau 14 : Objectifs de bon état de la masse d’eau souterraine FRAG013 (source : SDAGE 2016-2021).....	45
Tableau 15 : État de la masse d’eau superficielle FRAR56 (source : Agence de l’eau Artois-Picardie) .....	47
Tableau 16 : Objectifs de bon état de la masse d’eau superficielle FRAR56 (source : SDAGE 2016-2021) .....	47
Tableau 17 : État de la qualité de l’air à Saint-Quentin-Stade en 2018 (source : Atmo Hauts-de-France) .....	54
Tableau 18 : Calcul de la surface active des bassins .....	62
Tableau 19 : Calcul des $\Delta h$ .....	62
Tableau 20 : Compatibilité du projet au SDAGE Artois-Picardie .....	68
Tableau 21 : Compatibilité du projet au SAGE de la Haute Somme .....	72
Tableau 22 : Mesures ERC et A sur les facteurs physiques.....	75
Tableau 23 : Monuments historiques de la zone d’étude (source : Mérimée) .....	76
Tableau 24 : Mesures ERC et A sur le patrimoine culturel et les paysages .....	88
Tableau 25 : Schéma conceptuel d’évaluation des risques sanitaires.....	94

---

## Liste des annexes

---

Annexe 1 : Résumé non technique de l’étude d’incidence.....	5
Annexe 2 : Rapport d’étude acoustique – VENATHEC février 2020.....	17

---

## PREAMBULE

---

Le projet porté par la société DE RIJKE Picardie est visé par les rubriques 1 et 39, 3<sup>ème</sup> colonne, du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement relatif à l'évaluation environnementale. Il a donc fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas réalisée dans les formes prévues à l'article R.122-3 du code de l'environnement et déposée le 17 décembre 2019. Par un arrêté du 27 février 2020, le préfet de la région Hauts-de-France a dispensé le projet d'étude d'impact. Le dossier de demande d'autorisation environnementale comprend par conséquent une étude d'incidence environnementale, conformément au 5° de l'article R.181-13 du code de l'environnement.

Cette étude d'incidence environnementale se substitue à l'étude d'impact. Elle est proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Son contenu est défini à l'article R.181-14 du code de l'environnement. L'étude d'incidence doit ainsi comporter :

- une description de l'état actuel du site et de son environnement,
- l'identification des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement,
- la présentation des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité,
- la proposition des mesures de suivi,
- l'indication des conditions de remise en état du site après exploitation,
- un résumé non-technique.

Afin de simplifier la lecture de cette étude d'incidence, les trois premiers points ont été regroupés par grande famille d'intérêts à préserver. Seront ainsi développés successivement au sein du chapitre suivant :

- les facteurs humains,
- la biodiversité,
- les facteurs physiques : sols et sous-sol, eau, air et climat,
- le patrimoine culturel et le paysage.

L'évaluation des risques sur la santé humaine fait l'objet d'un chapitre spécifique s'appuyant en partie sur les données présentées précédemment.

Les modalités de suivi proposées sont également regroupées au sein d'un chapitre spécifique, de même que l'indication des conditions de remise en état du site après exploitation.

Le résumé non-technique de l'étude d'incidence fait quant à lui l'objet d'un document autoportant annexé à la présente pièce jointe.

*Annexe 1 : Résumé non technique de l'étude d'incidence*

# CHAPITRE I. ÉTAT ACTUEL, INCIDENCES DU PROJET ET MESURES

## I. JUSTIFICATION DES CHOIX DU PROJET

Actuellement, la société DE RIJKE Picardie exploite un entrepôt logistique composé d'une cellule de stockage de 11 835 m<sup>2</sup> (démarrage de l'exploitation) au sein du pôle d'activités Haute-Picardie sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80).

Le développement actuel de la société DE RIJKE Picardie génère un besoin d'accroître de nouveau la surface de stockage dans la région Hauts-de-France. Le positionnement de l'entrepôt d'Ablaincourt-Pressoir au sein du pôle d'activités Haute-Picardie en fait un atout majeur pour porter ce projet d'extension. En effet, celui-ci est localisé au croisement de deux autoroutes : l'autoroute A1 reliant Lille et Paris, et l'autoroute A29 reliant Le Havre à Amiens.

La société DE RIJKE Picardie prévoit ainsi d'étendre sa surface de stockage disponible sur son site d'Ablaincourt-Pressoir via la création d'une extension composée de 2 cellules de stockage. A terme, le bâtiment en configuration projetée sera composé de 3 cellules de stockage de 11 835 m<sup>2</sup>, 11 785 m<sup>2</sup> et 10 770 m<sup>2</sup> intégrant deux blocs bureaux, trois locaux de charge et des locaux techniques (chaufferies, local sprinklage, local SPS, locaux transformateur et TGBT). Ces locaux seront associés à des aménagements extérieurs constitués de voies de circulation, d'aires de stationnement, d'un bassin d'infiltration, d'un bassin étanche ICPE et d'équipements dédiés à l'intervention des services d'incendie et de secours.

Le plan du projet d'établissement est repris ci-dessous.

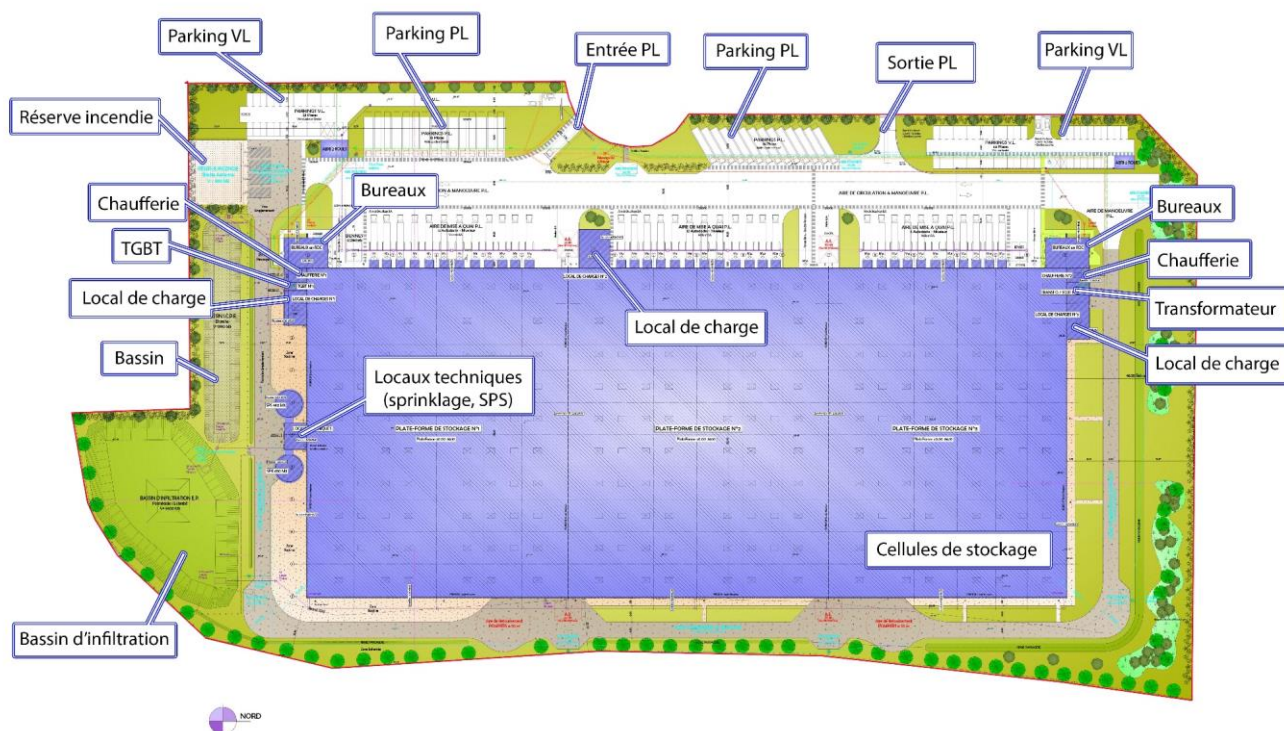


Figure 1 : Plan de masse du projet

L'extension du projet sur des terrains faisant partie d'une zone d'activités permet de s'assurer que les enjeux environnementaux ont d'ores-et-déjà été identifiés et pris en compte dans le cadre de l'autorisation de cette zone. Dans le cas présent, la création du pôle d'activités Haute-Picardie a été autorisée en 2004 au titre de l'application de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques. Il peut être précisé que le pôle d'activités Haute-Picardie fait partie des 12 premiers sites industriels « clé en main » retenus par Bercy et présentés en janvier 2020. Ces sites ont été sélectionnés pour développer des projets industriels sur des zones pour lesquelles les contraintes environnementales ont été levées.

**Ainsi, le projet porté par la société De RIJKE Picardie objet de la présente étude d'incidences a été dimensionné pour répondre au besoin exprimé par ses clients sur le territoire d'Ablaincourt-Pressoir. Le choix d'implantation géographique réalisé permet par ailleurs de répondre au mieux à ce besoin et aux contraintes d'exploitation associées et de s'assurer de la prise en compte des incidences environnementales du foncier mobilisé.**

## II. FACTEURS HUMAINS

### II.1. ÉTAT ACTUEL DE L’ENVIRONNEMENT HUMAIN ET SOCIO-ECONOMIQUE

#### II.1.1 CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Le projet d’extension de la plateforme logistique est envisagé au sein du pôle d’activités Haute-Picardie, sur le territoire de la commune d’Ablaincourt-Pressoir. Cette commune est implantée à environ 38 km à l’Ouest d’Amiens, préfecture du département de la Somme et à environ 14 km au Sud-Ouest de Péronne, sous-préfecture du département de la Somme.

Les dernières données de recensement de la population de la commune d’Ablaincourt-Pressoir et des communes voisines de Soyécourt, d’Estrées-Deniécourt, de Berny-en-Santerre, de Fresnes-Mazancourt et de Vermandovillers sont les suivantes.

Commune	Population 2006	Population 2011	Évolution 2011/2006	Population 2016	Évolution 2016/2011
Ablaincourt-Pressoir	258	269	+ 4,1 %	269	0 %
Soyécourt	192	180	- 6,3 %	175	- 2,8 %
Estrées-Deniécourt	275	336	+22,2 %	325	- 3,3 %
Berny-en-Santerre	143	151	+ 5,6 %	155	+ 2,6 %
Fresnes-Mazancourt	107	125	+ 16,8 %	136	+ 8,8 %
Vermandovillers	112	139	+ 24,1 %	148	+ 6,5 %
France	63 186 117	64 933 400	+ 2,8 %	66 361 658	+ 2,2 %

Tableau 1 : Évolution de la population (source : INSEE)

Ces données montrent majoritairement une augmentation générale de la population exceptée pour la commune de Soyécourt qui observe une constante diminution de sa population ainsi qu’Estrées-Deniécourt entre 2011 et 2016.

Ces données sont inférieures à la moyenne française pour les communes d’Ablaincourt-Pressoir, Soyécourt et Estrées-Deniécourt mais supérieur pour les communes de Berny-en-Santerre, Fresnes-Mazancourt et Vermandovillers.

#### II.1.2 CONTEXTE ECONOMIQUE

##### II.1.2.1 Économie générale

Le taux de chômage ainsi que la répartition des emplois des actifs de la zone d’étude entre les principaux secteurs d’activités est décrite dans le tableau suivant.

Commune	Taux de chômage des 15-64 ans (%)	Répartition des établissements actifs (%)			
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire
Ablaincourt-Pressoir	20	12	0	8	80
Soyécourt	4,5	38,5	0	11,5	50
Estrées-Deniécourt	15,5	11,9	7,1	9,5	71,4
Berny-en-Santerre	15,4	16,7	8,3	8,3	67,1
Fresnes-Mazancourt	18,9	14,3	0	0	85,7
Vermandovillers	19,7	25	16,7	16,7	41,6
France	14,1	1,1	13,9	6	79

Tableau 2 : Taux de chômage et répartition de l’activité sur le territoire (données INSEE 2015)

L'activité de la zone d'étude est donc principalement tertiaire comme pour la moyenne nationale. On constate néanmoins une plus forte activité agricole pour les communes de Soyécourt et Vermandovillers comparativement aux autres communes de la zone d'étude et à la France.

Les communes de la zone d'étude ont une faible activité industrielle (voire nulle pour les communes d'Ablaincourt-Pressoir, Soyécourt et Fresnes-Mazancourt) comparativement à la moyenne nationale excepté pour Vermandovillers.

Par ailleurs, le taux de chômage de ces communes est globalement plus élevé que le taux national.

### II.1.2.2 Activités industrielles

L'activité industrielle de la zone d'étude est située au croisement de l'Autoroute A1 (Paris-Lille) et de l'Autoroute A29 (Le Havre, Amiens, St-Quentin), face à la gare TGV Haute-Picardie à proximité immédiate des grandes villes et des sites stratégiques tels que Lille, Bruxelles, Londres, Paris... Elle représente une superficie totale de 110 ha.

La localisation de la zone d'activités est représentée sur la figure suivante.

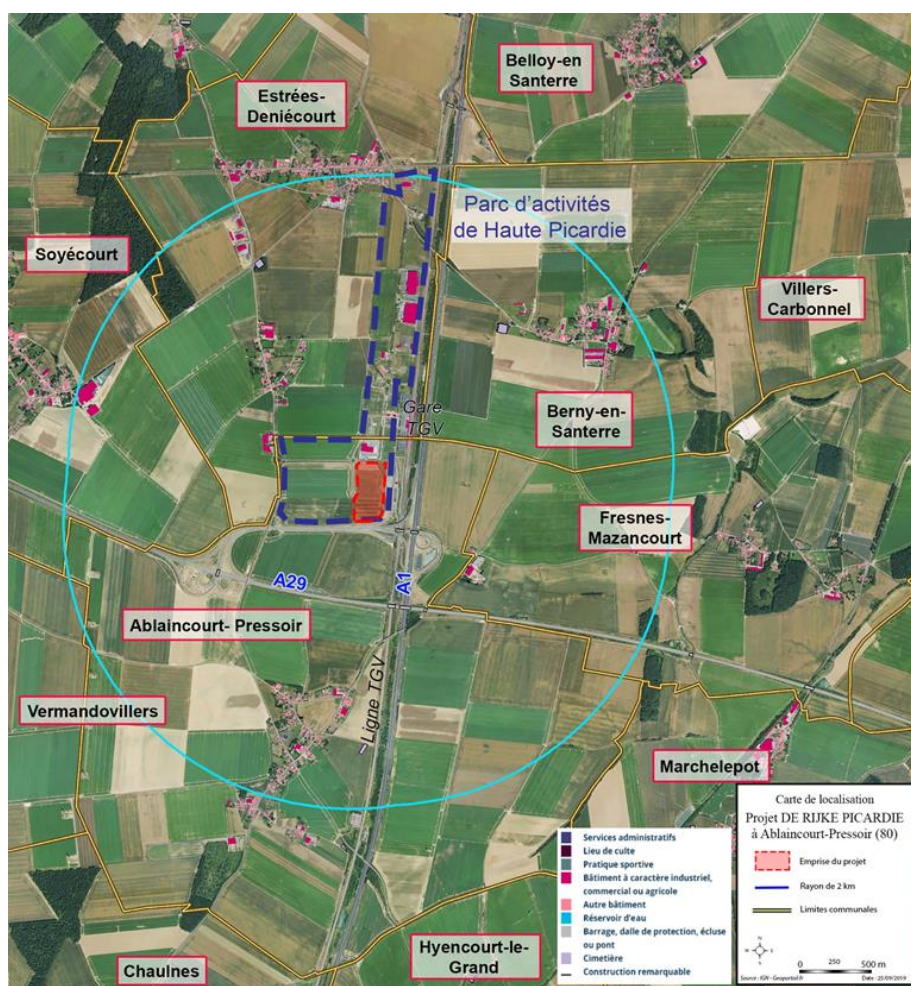


Figure 2 : Localisation de la zone d'activités industrielle dans l'environnement du projet

Parmi les activités industrielles implantées sur la zone d'étude, certaines sont soumises au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Elles sont recensées dans le tableau suivant, prenant en compte un périmètre de deux kilomètres autour de l'établissement.

Commune	Établissement	Activité	Régime	Distance du projet
Ablaincourt-Pressoir	Ablaincourt Énergies	Parc éolien	Autorisation	1 km au Sud
	DE RIJKE Picardie	Entrepôts couverts de stockage	Enregistrement	Site actuel
	Parc Éolien MSE Sole du Moulin Vieux	Parc éolien	Autorisation	2 km au Sud-Ouest
Estrées-Deniécourt	EARL DEBAISIEUX	Exploitation agricole (volaille)	Autorisation	1,7 km au Nord
	VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	Autorisation	1,7 km au Nord
Berny-en-Santerre	LEROY Francis	Elevage de porc	Enregistrement	1,6 km à l'Est
	SYMBIOSE COSMETIQUE LABORATOIRE	Fabrication de produits cosmétiques	Déclaration suite à la modification de la nomenclature ICPE	1,6 km à l'Est

Tableau 3 : ICPE industrielles de la zone d'étude

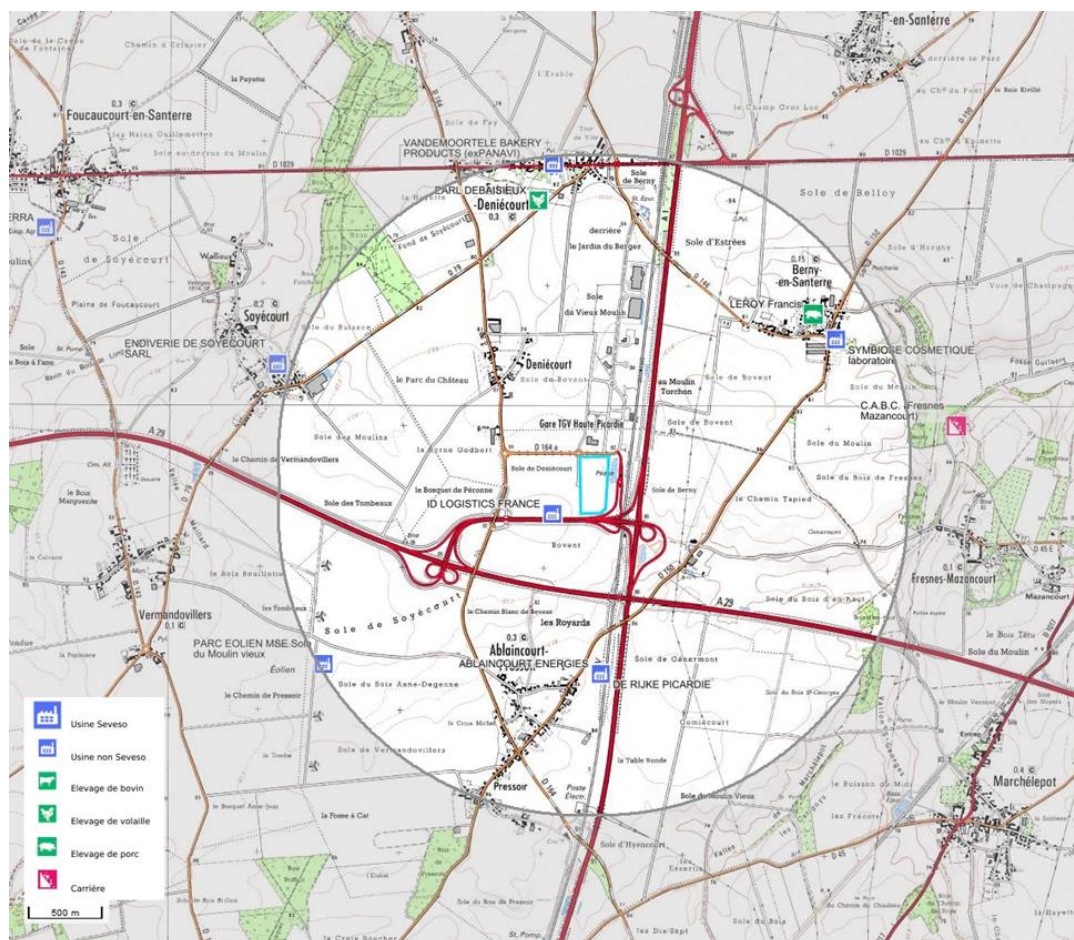


Figure 3 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans la zone d'étude (source : georisques.gouv.fr)

Notons que :

- la société ID Logistic France apparaissant sur la cartographie précédente, extraite du site Géorisques, ne s'est pas implantée sur les terrains. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 10 décembre 2013 pour l'implantation d'un bâtiment logistique, cependant, ce projet n'a pas été construit,
- le site de l'établissement DE RIJKE Picardie n'apparaît pas au bon emplacement sur la cartographie précédente.

### II.1.2.3 Activités agricoles

L'extrait du Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2017 présenté ci-dessous permet d'identifier que la zone d'étude est pour la grande majorité exploitée par des parcelles agricoles.

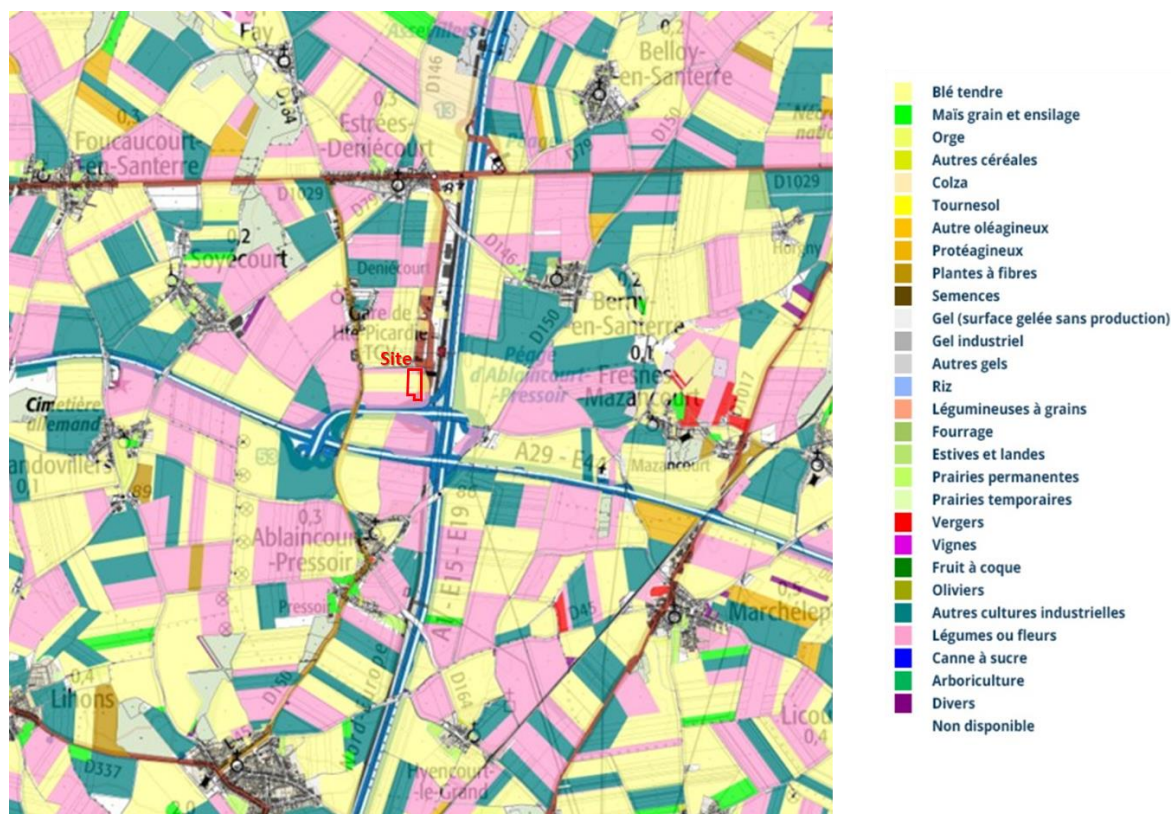


Figure 4 : Extrait du RPG 2017 (source : geoportail.gouv.fr)

Les données du recensement agricole disponibles auprès du Ministère en charge de l'agriculture indiquent que la surface agricole utilisée (SAU) a régressé entre 2000 et 2010 pour quatre communes situées dans la zone d'étude à savoir, Ablaincourt-Pressoir (SAU de 174 ha en 2010, - 51,1%), Berny-en-Santerre (SAU de 325 ha en 2010, - 16,5%), Fresnes-Mazancourt (SAU de 151 ha en 2010, - 48%) et Vermandovillers (SAU de 158 ha en 2010, - 39%). En revanche, elle a augmenté sur les communes d'Estrées-Deniécourt (SAU de 687 ha en 2010, + 6%) et Soyécourt (SAU de 997 ha en 2010, + 12,7%).

Le nombre d'unités de travail annuel (équivalents temps plein) sur la même période a quant à lui baissé pour l'ensemble des communes, il a augmenté pour la commune de Soyécourt et est resté stable pour Estrées-Deniécourt. Sur ces territoires, la variation observée est de + 5,6%, cette valeur est inférieure à la moyenne nationale (- 22%).

Parmi les exploitations agricoles implantées sur la zone d'étude, 2 sont soumises au régime d'enregistrement et 1 à un régime d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées.

L'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) ne recense aucun produit sur la zone d'étude qui sont soit des Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) et Protégée (AOP) ou des Indications Géographiques Protégées (IGP).

### II.1.3 VOISINAGE DU PROJET

L'extension de la plateforme logistique sera implantée au Sud de la zone d'activités de Haute-Picardie. Les terrains du projet d'extension sont ainsi bordés :

- au Nord-Est, par un bassin de gestion des eaux pluviales du pôle d'activités (parcelle de la zone d'activités),
- à l'Est, par des bassins de gestion des eaux pluviales du parc puis par une gare de péage, la ligne LGV Nord Europe, l'Autoroute A1 (Paris-Lille) et enfin par des terrains en culture,
- au Nord, par la société Irisbus,
- à l'Ouest, par des terrains en culture dans l'attente de leur urbanisation (parcelles de la zone d'activités),
- au Sud, par la plateforme logistique existante puis par la liaison A1-A29 et enfin par des terrains cultivés.

Ces occupations sont visibles sur la figure suivante.

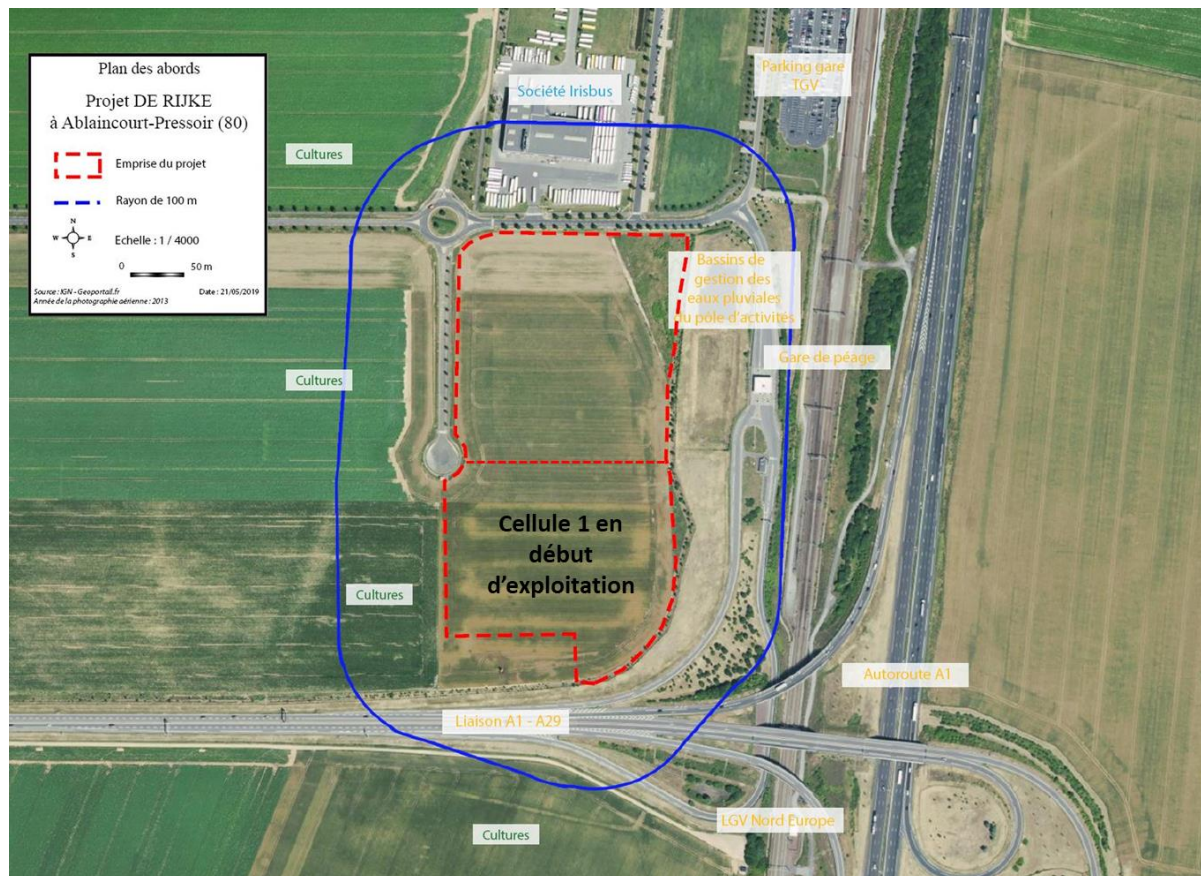


Figure 5 : Occupations du sol aux abords du site

Il peut être noté que :

- les habitations les plus proches de l'emprise du site sont localisées sur la commune d'Estrées-Deniécourt au lieu-dit la Borne Godbert au point de coordonnées Lambert 93 (X = 686,955 km, Y = 6 973,274 km) à environ 670 m à l'Ouest du projet, ainsi qu'au lieu-dit Deniécourt au point de coordonnées Lambert 93 (X= 687,007 km, Y= 6973,533 km) à environ 800 m au Nord-Ouest du site,
- l'Établissement Recevant du Public (ERP) le plus proche est localisé à environ 275 m au Nord du site, il s'agit de la gare de TGV Haute-Picardie.

## II.1.4 VOIES DE COMMUNICATION ET RESEAUX

### II.1.4.1 Voies routières

Les principales voies de circulation routières au sein de la zone d'étude sont constituées par :

- l'autoroute A1, axe principale reliant Paris au Sud-Ouest à Lille au Nord-Est,
- l'autoroute A29, axe principale reliant Le Havre au Sud-Ouest, Amiens à l'Ouest et St Quentin à l'Est,

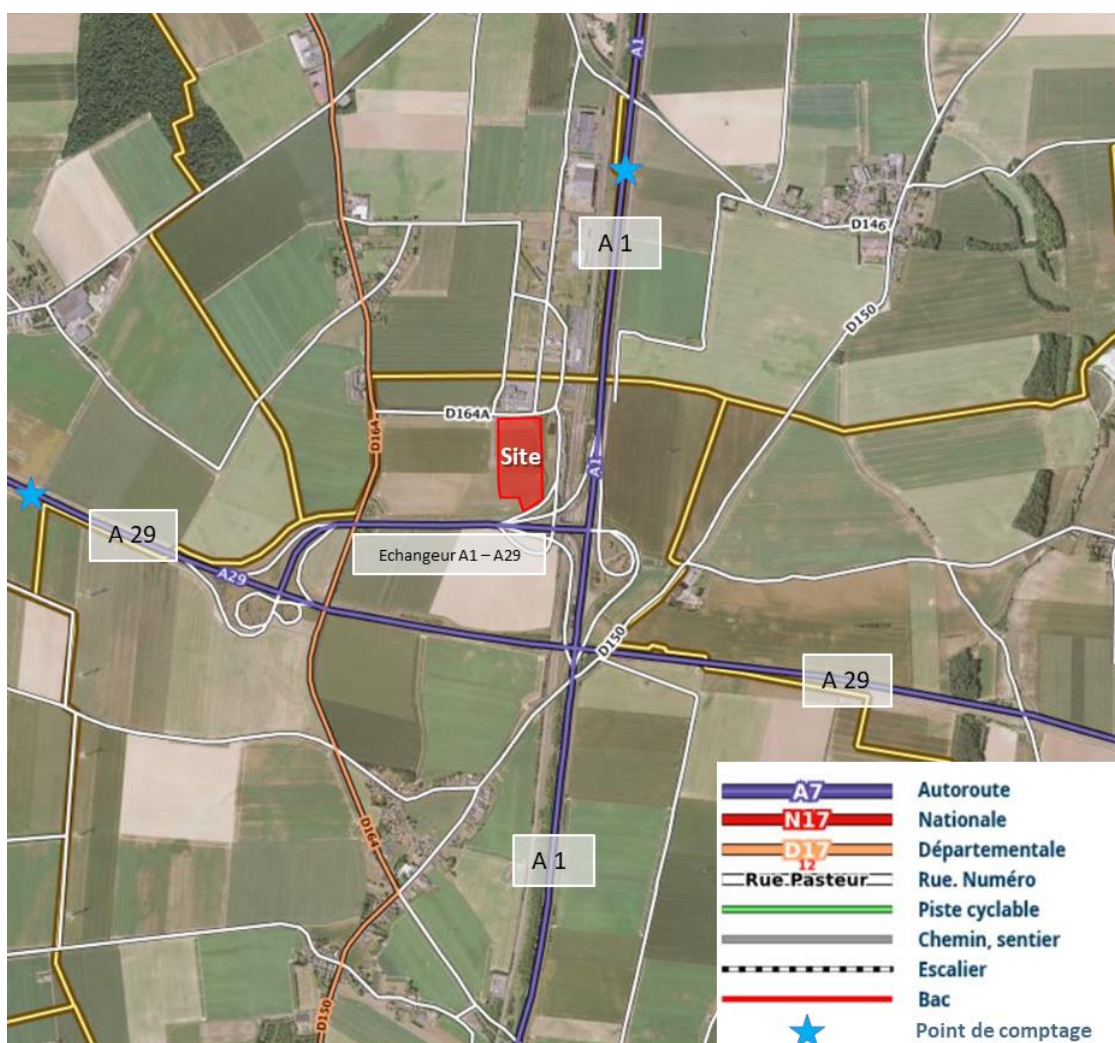


Figure 6 : Voies routières (source : geoportail.gouv.fr)

L'accès au site se fera principalement soit par l'A1, soit par l'A29, en empruntant ensuite l'avenue de la gare puis la rue de Marseille.

Les dernières données disponibles sur le trafic comptabilisé au niveau des autoroutes A1 et A29 datent de 2016 et sont reprises dans le tableau suivant.

Voie routière	Trafic moyen journalier annuel tous véhicules (2 sens cumulés)	Trafic moyen journalier annuel poids lourds (2 sens cumulés)	Proportion poids lourds / trafic total
Autoroute A1	48 089	13 088	27,22 %
Autoroute A29	20 600	2 700	13,11 %

Tableau 4 : Trafic sur les autoroutes A1 et A29 (source : DREAL Hauts de France – Données 2016)

#### II.1.4.2 Voies ferrées

Les voies ferrées les plus proches de la zone d'étude sont desservies par :

- la gare TGV Haute-Picardie, ligne à grande vitesse reliant l'agglomération de Calais à Paris via Lille permettant uniquement le trafic de voyageurs. La gare est implantée parallèlement à l'autoroute A1 et située à environ 300 m à l'Est du site. Les gares desservies les plus proches sont les gares de Lille Europe Nord et de l'aéroport Charles de Gaulle 2 respectivement localisées à environ 96 km et 108 km du site par les voies routières,
- une ligne mixte reliant Laon à Amiens et permettant le trafic de voyageurs et le fret ferroviaire. Elle est implantée parallèlement à l'autoroute A29. La gare desservie la plus proche est celle de Chaulnes située à 5,6 km au Sud du projet.

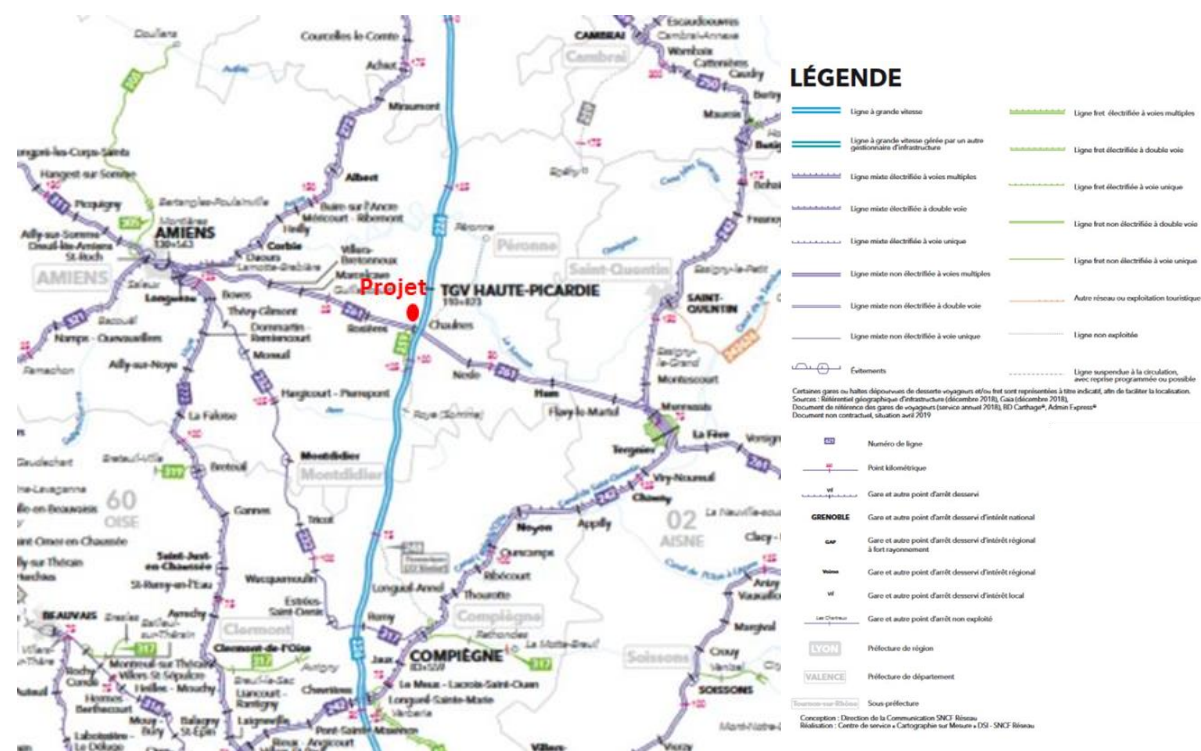


Figure 7 : Réseau ferré local (source : SnCF-réseau)

### II.1.4.3 Voies aériennes

Les deux aéroports les plus proches de la zone d'étude sont localisés à une distance respective de 15 km et 13,5 km du site. L'aéroport Albert-Picardie est localisé au Nord-Ouest sur la commune de Méaulte. Il accueille notamment l'avion-cargo, le Beluga de la société Airbus, il est également ouvert à la circulation aérienne publique ainsi qu'aux activités de fret qui sont séparées. Il accueille également des activités de loisirs. L'Aéroport de Péronne Saint-Quentin est quant à lui localisé à l'Est du site sur la commune de Monchy-Lagache et accueille uniquement des activités de loisirs.

### II.1.4.4 Voies fluviales et maritimes

La voie navigable intérieure pour le transport de marchandises la plus proche de la zone d'étude est constituée du Canal du Nord situé à environ 10 km au Nord-Est de la zone d'étude et catégorisée en classe II permettant la navigation de bateaux jusqu'à 650 tonnes. Ce Canal rejoint par le Nord, le Canal de Dunkerque à Valenciennes catégorisé en classe V et permettant la navigation de convois allant jusqu'à 6 000 tonnes. Il rejoint par le Sud l'Oise puis la Seine, dont une partie est catégorisée en classe III navigable pour des bateaux allant jusqu'à 1 000 tonnes puis en classe V, autorisée pour des convois jusqu'à 6 000 tonnes. Les ports les plus proches du projet sont localisés aux ports de Nogent-sur-Oise à environ 70 km au Sud-Ouest et celui de Valenciennes situé à environ 80 km au Nord-Est du site.

Le canal de la Somme est quant à lui réservé uniquement aux plaisanciers.

A proximité du pôle d'activités, un projet de canal est prévu à l'horizon 2027. Le futur canal Seine-Nord Europe doit relier le bassin parisien au réseau fluvial du Nord et du Benelux par une voie à grand gabarit permettant le passage de convois de 4 400 tonnes. Il passera à Villers Carbonnel, à 4 km du pôle d'activités avec la création d'une plateforme portuaire, une autre plateforme étant prévue à Nesle (20 km). Quatre ports fluviaux doivent être construits près de Péronne, Cambrai, Noyon et Nesle.

### II.1.4.5 Réseaux

Le pôle d'activités Haute-Picardie est alimenté par le réseau public d'adduction d'eau potable géré par le Syndicat Intercommunal d'Eau Potable (SIEP) du Santerre. Une canalisation est notamment présente le long de la rue de Marseille, à laquelle est déjà raccordée le site actuel.

Les eaux usées actuellement produites au sein de la zone d'activités rejoignent le réseau public de traitement d'Estrées-Deniécourt (900 EH) pour y être traitées.

Les rejets d'eaux pluviales dans le réseau public sont interdits. Elles doivent par conséquent être infiltrées à la parcelle. Les eaux pluviales issues des voiries internes et zones de stationnement doivent être prétraitées avant d'être infiltrées ou stockées.

Les réseaux de télécommunications (fibre optique) sont placés, sous fourreau, en bordure des voies.

Les réseaux d'électricité et de gaz sont implantés le long de la voie de desserte interne du site, rue de Marseille.

## II.1.5 ENVIRONNEMENT LUMINEUX

L'environnement lumineux souvent synonyme de pollution lumineuse qui a pour origine l'éclairage artificiel est une préoccupation récente.

Les données disponibles auprès de l'association AVEX permettent d'identifier que l'environnement lumineux de la zone d'étude est impacté principalement par la commune de Péronne situé à environ 13 km au Nord-Est du site, l'autoroute A1, la voie de chemin de fer de la LGV Nord ainsi que les bourgs communaux voisins comme le présente la figure suivante.

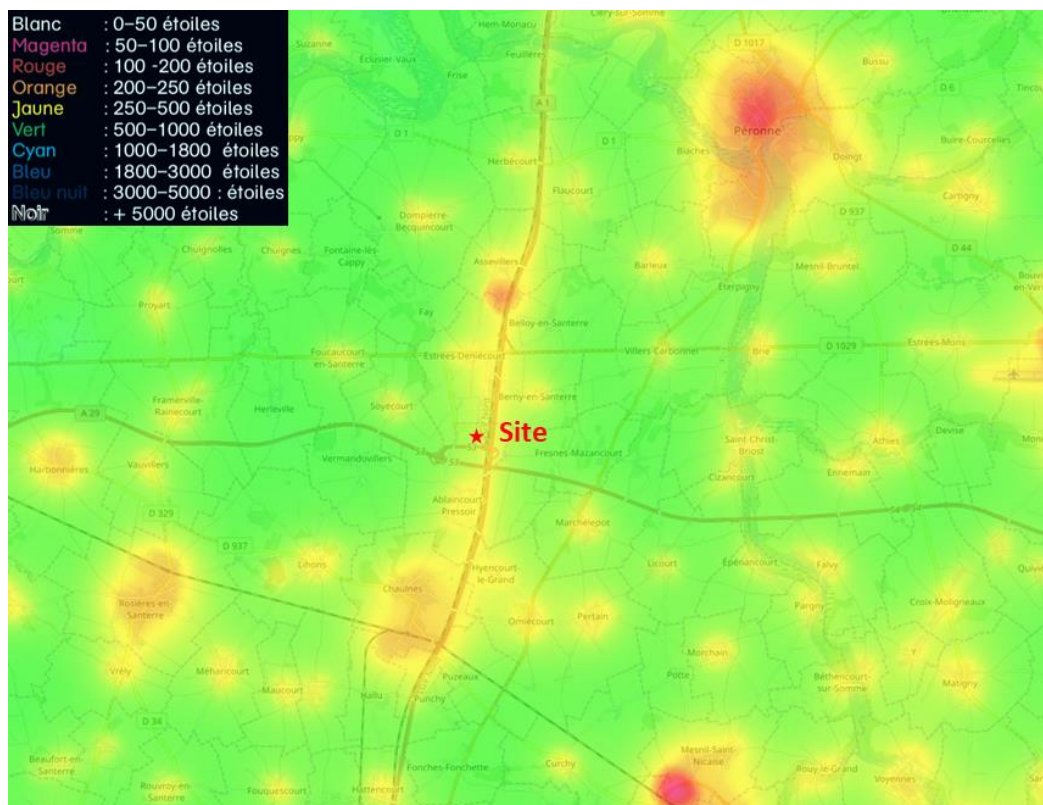


Figure 8 : Environnement lumineux de la zone d'étude (source : avex-asso.org)



Figure 9 : Localisation des points de mesures

Les sources d'émissions sonores existantes dans l'environnement du projet sont liées :

- au trafic routier notamment de l'autoroute A1 et de la départementale D164,
- aux travaux sur le site pour l'implantation de la cellule 1 du présent projet,
- aux activités des entreprises implantées dans le pôle d'activités Haute-Picardie.

Afin de caractériser l'état initial acoustique sur et autour du site, une campagne de mesures acoustiques a été confiée à la société spécialisée VENATHEC. Cette campagne de mesures a été réalisée en trois points, deux points en limite de propriété et un point en zone à émergence réglementée durant les périodes diurnes (7h-22h) et nocturnes (22h-7h) du 22 au 24 janvier 2020. Ces mesures ont été réalisées conformément à la norme NF S31-010 et à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Le rapport correspondant est annexé au présent document.

*Annexe 2 : Rapport d'étude acoustique – VENATHEC février 2020*

Précisons que ces mesures ont été réalisées durant la période de finalisation des travaux. Les périodes de mesures durant lesquelles les travaux ont eu lieu n'ont pas été retenues dans la caractérisation de l'environnement sonore. Il peut être également précisé que les niveaux sonores présentés ci-après n'intègrent pas l'activité actuelle du bâtiment logistique (démarrage de l'activité réalisée après la campagne de mesures).

Les résultats obtenus sont détaillés dans le tableau suivant.

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{Aeq}$ )	Période nocturne ( $L_{Aeq}$ )
LP 1	54,5	42,5
LP 2	58,5	51,0

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{A50}$ )	Période nocturne ( $L_{A50}$ )
ZER	48,5	38,0

*Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près*

*Tableau 5 : Niveaux de bruit mesurés aux points de mesures*

Ces résultats caractérisent un environnement sonore relativement calme, principalement influencé par le bruit du trafic routier provenant de l'A1 et de la D164.

Il n'est par ailleurs pas recensé de source particulière de vibrations dans l'environnement du projet.

## II.2. ÉMISSIONS ET INCIDENCES DU PROJET

### II.2.1 INCIDENCES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES

En configuration future, prenant en compte le bâtiment projeté avec les trois cellules de stockage, le projet de la plateforme logistique, porté par DE RIJKE Picardie permettra la création d'une soixantaine d'emplois directs. L'effectif correspondant se répartira principalement entre les fonctions logistiques (responsable logistique, caristes, préparateurs de commandes) et les fonctions administratives et commerciales. La création ou la pérennisation d'emplois indirects sera également induite par l'arrivée ou le maintien de ces nouveaux salariés sur le territoire ainsi que par les missions confiées aux sous-traitants et aux prestataires pour le transport des marchandises, le contrôle des installations...

Cette implantation viendra ainsi renforcer et pérenniser le tissu économique local. L'extension du projet représente par conséquent une incidence positive permanente sur son environnement démographique et socio-économique.

De plus, la phase temporaire de construction de l'extension de la plateforme permettra, elle aussi, la création ou la pérennisation d'emplois locaux sur différents corps de métiers.

Enfin, le projet d'extension s'implantera sur des terrains d'ores-et-déjà voués à recevoir une activité industrielle ou logistique par leur inclusion au sein d'une zone d'activités. En effet, le règlement graphique du PLU en vigueur, permet de localiser le projet au sein de la zone UE2, destinée à accueillir des activités de bureaux, d'industries, d'artisanat, de logistique, d'hébergement hôtelier et d'équipements publics. L'impact du projet en tant que tel sur l'activité agricole locale sera donc nulle. A titre d'information, l'emprise du projet représente moins de 5% de la surface agricole utilisée de la commune d'Ablaincourt-Pressoir.

### II.2.2 INCIDENCES SUR LES VOIES DE COMMUNICATION

A l'instar de la cellule 1 qui vient d'être mise en service, les cellules 2 et 3 seront exploitées par la société DE RIJKE Picardie essentiellement pour l'entreposage de produits de type alimentaires fabriqués au sein des usines clientes AJINOMOTO et TEREOS localisées sur la commune du Mesnil-Saint-Nicaise.

L'utilisation du fret ferroviaire sera difficile à mettre en œuvre de par la proximité des sites de production situés à environ 15,2 km de l'entrepôt de stockage et l'absence d'embranchement possible à proximité du site destinée au fret.

La mise en place de solutions alternatives au transport routier pour les opérations de réception et d'expédition de marchandises au sein de l'établissement est difficile. A cette complexité d'exploitation s'ajoute l'éloignement des axes fluviaux et maritimes de la zone d'implantation du projet et l'absence de terrain disponible directement raccordable à la voie ferrée autorisant le fret la plus proche.

Ainsi, l'ensemble des marchandises entreposées au sein de l'établissement sera reçu et expédié par la voie routière. Les solutions multimodales de type ferroutage pourront être étudiées au cas par cas par la société DE RIJKE Picardie avec ses clients.

#### II.2.2.1 Trafic généré par l'activité

Le trafic envisagé au sein de l'établissement est estimé à 100 poids lourds par jour au maximum soit 200 mouvements sur les axes de desserte de l'établissement. Ce trafic sera réparti sur l'ensemble de la journée soit de 6h à 20h du lundi au vendredi avec la possibilité de travailler le samedi exceptionnellement.

L'activité de l'établissement entraînera également du trafic de véhicules légers pour le personnel et les visiteurs. Ce trafic est estimé à 60 véhicules par jour maximum, principalement concentré sur les heures d'embauche et de débauche du personnel.

Les véhicules rejoindront le site soit par le Nord ou le Sud via l'A1 ou l'avenue de Haute-Picardie (voie de desserte de la zone d'activités) ou via la RD164 ou via l'A29 et emprunteront ensuite la rue de Marseille. Ces cheminements sont visibles sur la figure suivante.

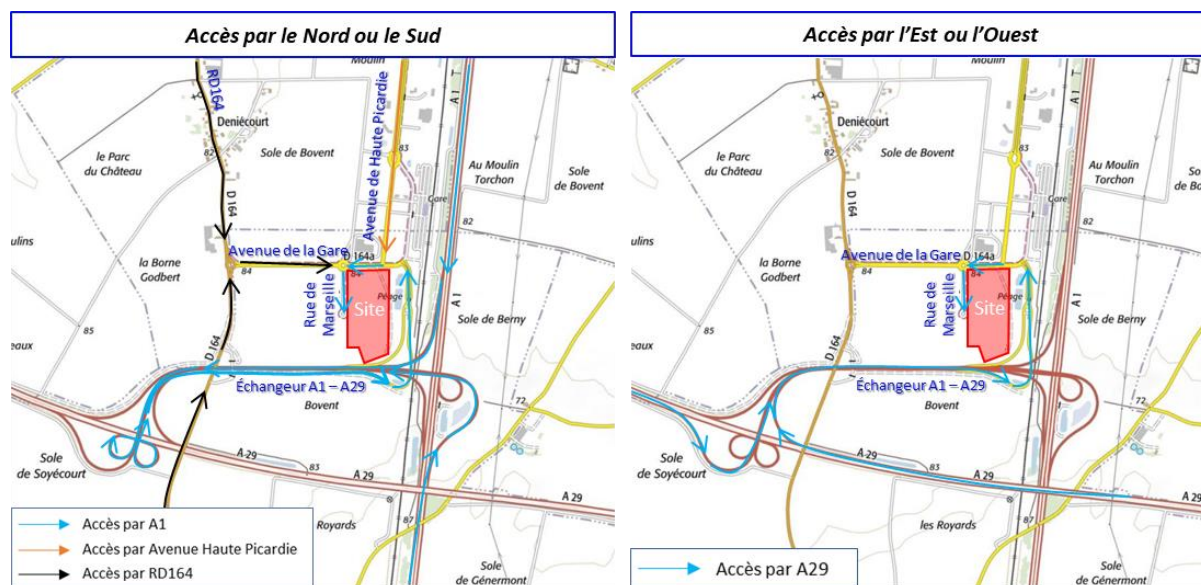


Figure 10 : Voies de desserte du projet

Précisons que les poids lourds emprunteront principalement les autoroutes et les véhicules légers seront susceptibles d'accéder au site via l'ensemble des voies.

Le tableau suivant présente l'impact du site sur le trafic existant de la zone d'étude.

Axe routier	Trafic actuel (véhicules / jour)		Trafic futur (véhicules / jour)		Impact du projet	
	Total	Dont PL	Total	Dont PL	Trafic total	Dont PL
A1	48 089	13 088	48 409	13 288	0,67 %	1,53 %
A29	20 600	2 700	20 920	2 900	1,55 %	7,40 %

Tableau 6 : Impact du site sur le trafic de la zone d'étude

L'impact du projet peut ainsi être qualifié de faible au niveau des principaux axes du secteur constitués par les autoroutes A1 et A29. L'augmentation maximale estimée ci-dessus du trafic de poids lourds sur ces axes est surévaluée puisque qu'il prend en compte le trafic engendré par l'exploitation actuel de la cellule 1. De plus, le trafic associé au projet s'exercera en partie en substitution d'un trafic déjà existant lié à la production des usines d'AJINOMOTO et de TEREOS implantées sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise et localisées sur la figure suivante.

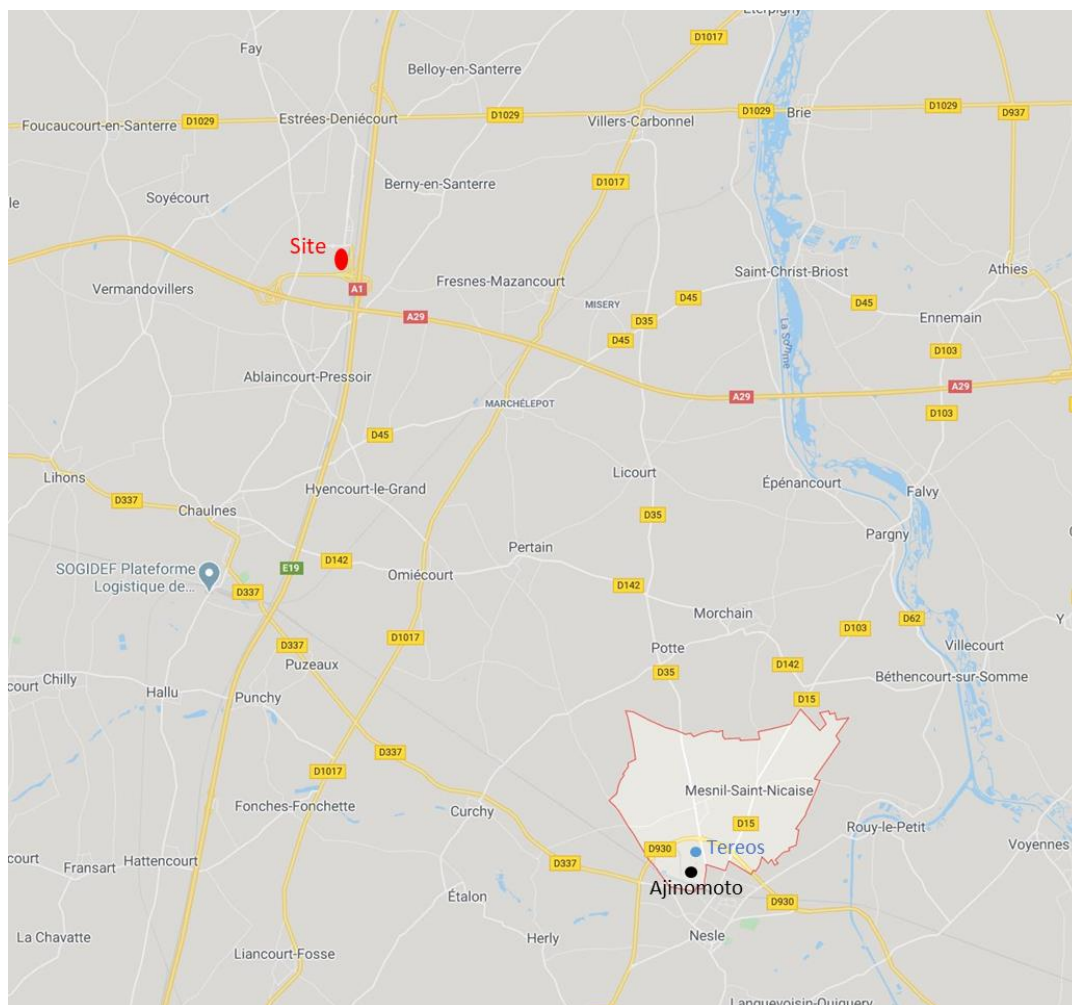


Figure 11 : Localisation de Tereos et Ajinomoto par rapport au projet

Le trafic évoluera de manière plus importante sur les routes internes au pôle d'activités Haute-Picardie, éloignées des zones résidentielles.

#### II.2.2.2 Mesures

La principale mesure d'évitement a consisté dans le choix de la localisation du projet au sein d'une zone d'activités et à proximité immédiate de principaux axes routiers de la zone d'étude. L'accès au site s'effectue par des voies d'envergure (A1 et A29) desservant la zone d'activités. Ces mesures permettent ainsi d'emprunter des axes routiers suffisamment dimensionnés pour le trafic généré par le projet et d'éviter la traversée de zones résidentielles.

Afin d'éviter tout risque de perturbation de la circulation sur les axes de desserte du site, un parking pour 15 poids lourds est aménagé à l'entrée du site. Il sera complété par un second parking 14 places pour les poids lourds. L'établissement dispose également de 28 places de stationnement pour les véhicules légers. Un second parking de 50 places pour les véhicules légers sera aménagé dans le cadre de ce projet.

Afin de faciliter la circulation des poids lourds au sein de l'établissement, l'entrée et la sortie se feront par des accès différents. Les parkings pour les véhicules légers conserveront leur entrée / sortie dédiée depuis la voie de desserte de la zone d'activités.

### II.2.3 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE ET ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'activité logistique de l'établissement sera faiblement consommatrice d'énergie. La principale énergie consommée restera l'électricité pour l'éclairage, la recharge des batteries des engins de manutention et l'alimentation des équipements informatiques.

Afin de limiter la consommation d'électricité, l'éclairage intérieur de l'extension s'effectuera par des dispositifs LED avec détection de présence dans la continuité de la technologie utilisée pour le bâtiment existant. L'éclairage des zones extérieures sera par ailleurs limité au minimum requis pour la sécurité de la circulation des véhicules et en périodes nocturnes et de faible ensoleillement. Cette mesure permettra également de réduire les émissions lumineuses du site vis-à-vis de son environnement.

Enfin, l'énergie utilisée sur le site sera également destinée au chauffage des locaux. A l'instar de la cellule existante, les cellules de l'extension seront essentiellement chauffées pour maintenir hors gel les équipements de sécurité. Ce maintien sera assuré par 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel et d'une puissance de 480 kW (chaudière en place) et de 1 MW. Ces installations feront notamment l'objet de contrôle d'efficacité énergétique périodique pour s'assurer de leur bon fonctionnement en application du R.224-21 du Code de l'Environnement.

Les locaux sociaux et les bureaux seront quant à eux isolés selon la RT 2012 et disposeront d'équipements individuels de chauffage. Cette isolation permettra de limiter les pertes thermiques et par conséquent la consommation énergétique du bâtiment.

## II.2.4 ÉMISSIONS SONORES ET MESURES

### II.2.4.1 Contexte réglementaire

L’exploitation de l’établissement devra respecter les prescriptions de l’arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l’environnement par les installations classées pour la protection de l’environnement. Ce texte impose que les émissions sonores de l’établissement n’engendrent pas d’émergence supérieure aux valeurs limites fixées dans le tableau ci-dessous, au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) :

Niveau de bruit ambiant dans les ZER (incluant le bruit de l’établissement)	Émergence admissible	
	Période 7h – 22h sauf dimanches et jours fériés	Période 22h – 7h + dimanches et jours fériés
>35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Tableau 7 : Émergences admissibles en ZER

L’émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l’absence du bruit généré par l’établissement, mais mesuré sur la période de fonctionnement de l’établissement).

De plus, les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l’établissement ne peuvent pas excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

### II.2.4.2 Impacts estimés

Les sources d’émissions sonores de l’ensemble du futur établissement seront essentiellement liées à la circulation des véhicules et à la manutention des produits. Cependant, cette manutention s’exercera uniquement à l’intérieur du bâtiment. Les poids lourds seront chargés et déchargés à quai, les produits entreposés dans les racks à l’intérieur des cellules. L’unique source d’émissions sonores susceptible d’être audible à l’extérieur de l’établissement est constituée par la circulation des véhicules.

Pour rappel, les horaires envisagés de fonctionnement de l’établissement et donc de circulation des poids lourds sur site sont de 6h à 20h du lundi au vendredi avec la possibilité de travailler le samedi exceptionnellement.

### II.2.4.3 Mesures

La principale mesure pour réduire l’impact du site sur son environnement est le choix retenu pour l’implantation géographique de ce projet d’extension et plus globalement de ce bâtiment logistique.

En effet, la plateforme s’insère sur des terrains appartenant au pôle d’activités Haute-Picardie. Les terrains de ce pôle sont principalement destinés à recevoir une activité économique et notamment industrielle et logistique. Les premières habitations sont ainsi très éloignées du bâtiment logistique de la société DE RIJKE (environ 670 m pour le lieu-dit « La Borne Godbert »). Cet éloignement permet ainsi de limiter les émissions sonores du site perceptibles au droit des habitations.

De plus, l’implantation du bâtiment à proximité immédiate des grands axes de circulation permet à la fois de s’insérer dans un milieu d’ores et déjà marqué par les émissions sonores liées au trafic mais également de limiter les émissions sonores induites par le trafic de l’établissement au niveau des zones résidentielles du secteur.

A cette mesure de réduction principale, des mesures complémentaires sont prévues par la société DE RIJKE Picardie pour réduire et limiter les émissions sonores générées par le fonctionnement du bâtiment logistique :

- vitesse de circulation sur le site limitée à 20 km/h,
- chargement et déchargement des poids lourds moteurs à l'arrêt,
- engins de manutention circulant uniquement à l'intérieur de l'entrepôt,
- installations annexes localisées dans des locaux fermés,
- conformité à la réglementation en vigueur des engins de chantier pendant la construction et des engins de manutention pour l'exploitation,
- usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs) réservé aux besoins de sécurité (pendant la phase chantier et l'exploitation).

L'efficacité de ces mesures sera vérifiée lors de la campagne de mesure qui sera réalisée dans les 3 mois suivants la mise en service des extensions.

Enfin, il peut être précisée l'activité exercée ne sera pas susceptible d'émettre des vibrations dans l'environnement.

## II.2.5 PRODUCTION ET GESTION DES DECHETS

### II.2.5.1 Déchets produits

Compte tenu de son activité d'entreposage de produits manufacturés dans leurs emballages d'origine, l'exploitation de la plateforme ne conduira pas à la production d'une grande quantité de déchets. Ceux-ci seront essentiellement des déchets d'emballages liés à l'activité logistique (cartons, films plastiques, palettes usagées...), des déchets liés à la présence du personnel (déchets de repas, déchets de bureau...) et des déchets produits lors de l'entretien du site et des équipements de production (déchets verts, batteries et piles usagées, déchets d'équipements électriques et électroniques...)

La grande majorité de ces déchets aura le statut de déchets non dangereux.

### II.2.5.2 Modalités de gestion

A l'instar de la cellule 1 qui vient d'être mise en service, des mesures seront prises pour limiter la production de déchets à la source. C'est notamment le cas avec le choix d'un éclairage LED dont la durée de vie est largement supérieure à un éclairage traditionnel de type tubes fluorescents.

Des modalités de tri seront par ailleurs mises en œuvre afin d'orienter les déchets produits vers les filières les mieux adaptées en favorisant la valorisation. Ainsi, en application du décret n°2016-288 du 10 mars 2016 (dit « décret 5 flux »), l'entreprise séparera la collecte des déchets de papier/carton, métal, plastique, verre et bois des autres déchets produits sur le site. Des contenants adaptés seront ainsi disposés au sein des différents lieux de production : boîtes, poubelles de tri sélectif au niveau des bureaux, bacs et poubelles au niveau des cellules, bennes à l'extérieur.

Des contrats seront passés avec des entreprises spécialisées qui procéderont à l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets dans des filières autorisées. Les déchets dangereux produits par l'activité feront l'objet de l'émission d'un bordereau de suivi de déchets attestant de leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le choix des filières de traitement des déchets s'effectuera dans le respect de la hiérarchie suivante :

- préparation en vue de la réutilisation,
- valorisation matière : recyclage, régénération, compostage...
- valorisation énergétique,
- élimination.

Conformément à l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 (NOR DEVP0540288A), la société DE RIJKE Picardie tiendra à jour un registre de gestion de ses déchets dangereux et non dangereux.

### II.2.5.3 Synthèse

Le tableau ci-dessous permet de synthétiser les modalités de gestion des déchets envisagées au sein de l'établissement et les quantités estimées correspondantes. Le code déchet mentionné correspond à l'application de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission Européenne, visée par l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les codes suivis d'une \* correspondent aux déchets dangereux.







Déchet	Code	Mode d'entreposage	Quantité annuelle estimée	Mode de traitement envisagé
Emballages en papier / carton	15 01 01	Bacs au niveau des cellules et bureaux	Quelques centaines de tonnes	Valorisation matière
Emballages en matières plastiques	15 01 02			
Emballages en bois	15 01 03			
Emballages en mélange (5 flux)	15 01 06			
Déchets ménagers	20 03 01	Containers d'ordures ménagères	Quelques dizaines de tonnes	Élimination
Déchets biodégradables (entretien espaces verts)	20 02 01	(ramassage par l'entreprise en charge de l'entretien)	Quelques dizaines de tonnes	Valorisation matière / énergétique
Déchets d'équipements électriques et électroniques	20 01 35	Containers / bacs	Quelques m <sup>3</sup>	Préparation en vue de la réutilisation / valorisation matière
	20 01 36*			
Batteries usagées	16 06 01*	(récupération par l'entreprise en charge de la maintenance)	Quelques kilos	Valorisation matière
Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	13 05 02*	(récupération par l'entreprise en charge de l'entretien)	Quelques m <sup>3</sup>	Valorisation énergétique / élimination
Huiles d'entretien et de maintenance	13 01 13*	(récupération par l'entreprise en charge de la maintenance)	Quelques kilos	Valorisation matière

Tableau 8 : Modalités de gestion des déchets

### II.3. SYNTHÈSE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur les facteurs humains de son environnement et l'état résiduel de ces incidences.

Les incidences résiduelles sont cotées avec un code couleur permettant de traduire leur importance :

-  : incidence positive du projet sur son environnement,
-  : incidence nulle,
-  : incidence très faible,
-  : incidence faible,
-  : incidence modérée,
-  : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>1</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Population	Création d'une soixantaine d'emplois sur le site et création ou pérennisation d'emplois indirects au sein de la zone d'étude pendant la phase de chantier et d'exploitation de l'extension	-	X	X	X	X
Activité agricole	Choix d'extension de l'établissement au sein d'une zone d'activités autorisée dont les terrains sont voués à l'urbanisation : impact nul sur la surface agricole utilisée	E	X			X
Voies de communication	Implantation du projet à proximité immédiate des autoroutes A1 et A29 principaux axes routiers de la zone d'étude	R	X			X
	Places de stationnement en nombre suffisant au sein du site permettant d'éviter tout risque de perturbation sur les axes de desserte	E	X			X
Utilisation rationnelle de l'énergie	Choix d'un éclairage LED avec détection de présence permettant de limiter la consommation énergétique du site	R	X			X
	Les cellules de stockage seront chauffées pour un usage essentiellement réservé au maintien hors gel nécessaire au fonctionnement des équipements de sécurité	E	X			X
Émissions sonores	Choix d'implantation du projet à l'écart des premières habitations : réduction de l'impact sonore tant en phase chantier qu'en exploitation	R	X		X	X
	Respect de consignes strictes de circulation pendant la phase chantier et l'exploitation du site	R	X		X	X
Déchets	Limitation de la production de déchets à la source : éclairage LED	E	X			X
	Tri des déchets selon leur nature et leurs filières de traitement	R	X	X		X
	Respect de la réglementation dans le suivi des opérations de traitement : hiérarchie de traitement, sociétés autorisées, bordereaux et registres de suivi	R	X	X		X

Tableau 9 : Mesures ERC et A sur les facteurs humains

<sup>1</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

### III. BIODIVERSITE

#### III.1. ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

La description de l'état initial de l'environnement naturel du projet suit un déroulement logique consistant à identifier dans un premier temps les enjeux de la zone d'étude à une échelle élargie puis en se focalisant sur la sensibilité écologique du terrain du projet d'extension et de ses abords immédiats.

Compte tenu de la nature du projet porté par DE RIJKE Picardie, la zone d'étude élargie retenue pouvant être en interaction avec l'aire d'étude immédiate est de 10 km.

##### III.1.1 ZONES NATURELLES REMARQUABLES

Les zones naturelles remarquables localisées au sein de l'aire d'étude élargie sont listées dans le tableau suivant.

Type de zone	Libellé	Identifiant	Distance du projet
ZNIEFF de type 1	Marais de la Haute Vallée de la Somme entre Voyennes et Cléry-sur-Somme	220005026	7 km à l'Est
ZNIEFF de type 1	Méandres et cours de la Somme entre Cléry-sur-Somme et Bray-sur-Somme	220005008	8,8 km au Nord
ZNIEFF de type 2	Haute et moyenne vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville	220320034	7 km à l'Est
ZICO	Étangs et marais du bassin de la Somme	PE02	7 km à l'Est et 8,8 au Nord

Tableau 10 : Liste des milieux naturels remarquables de la zone d'étude (source : geoportail.gouv.fr)

Aucune autre zone naturelle remarquable de type réserve naturelle, arrêté de protection de biotope etc. n'est recensée au sein de la zone d'étude.

Deux sites NATURA 2000 sont localisés au sein de la zone d'étude du projet d'extension :

- le site de la Moyenne vallée de la Somme, référencé FR2200357 au titre de la Directive Habitats, situé à environ 8 km au Nord du projet d'extension,
- le site Étangs et marais du bassin de la Somme, référencé FR2212007 au titre de la Directive Oiseaux, situé à environ 7 km à l'Est du site.

La localisation de ces zones est présentée ci-après.

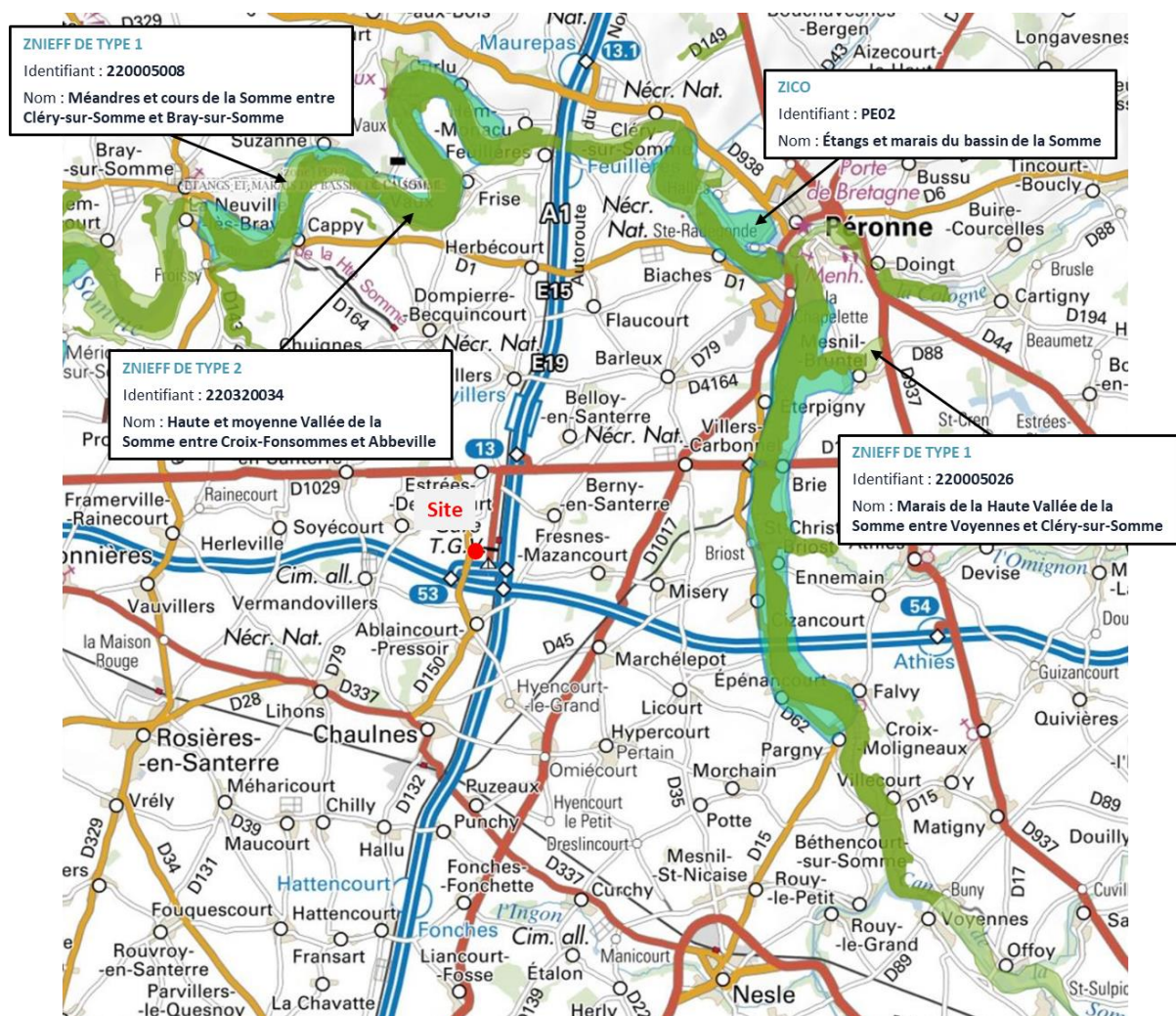


Figure 12 : Localisation des ZNIEFF et ZICO (source : geoportail.gouv.fr)



Figure 13 : Localisation des sites NATURA 2000 (source : geoportail.gouv.fr)

Ces zones sont succinctement décrites ci-dessous.

### III.1.1.1 ZNIEFF

L'inventaire des Zones naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 et recense aujourd'hui près de 20 000 zones réparties sur le territoire métropolitain et Outre-mer. Cet inventaire a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type 1 : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique,
- les ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

#### ZNIEFF de type 1 - Marais de la Haute Vallée de la Somme entre Voyennes et Cléry-sur-Somme

Cette ZNIEFF s'étend sur 1 342,38 ha répartie sur 18 communes le long de la Somme. Ce tronçon appartenant à la grande vallée tourbeuse alcaline de la Somme est unique en France. La diversité des milieux aquatiques, souvent développés sur des sols tourbeux, confère au site un intérêt national à international. Elle constitue un important corridor fluvial, parsemé de nombreux étangs tourbeux, favorable aux flux migratoires de multiples espèces végétales et animales. Ses critères d'intérêt sont :

- patrimoniaux : écologique, faunistique (poissons, oiseaux, insectes) et floristique (bryophytes, ptéridophytes et phanérogames),
- fonctionnels : habitat pour les populations animales ou végétales, régulation hydraulique.

#### ZNIEFF de type 1 - Méandres et cours de la Somme entre Cléry-sur-Somme et Bray-sur-Somme

Cette ZNIEFF s'étend sur 1 166,99 ha répartie 12 communes le long de la Somme. Cette zone présente également un très fort intérêt écologique avec les mêmes caractéristiques que la ZNIEFF « Marais de la Haute Vallée de la Somme entre Voyennes et Cléry-sur-Somme ». Ses critères d'intérêt sont :

- patrimoniaux : écologique, faunistique (poissons, oiseaux, insectes) et floristique (bryophytes, ptéridophytes et phanérogames),
- fonctionnels : habitat pour les populations animales ou végétales, régulation hydraulique.

#### ZNIEFF de type 2 - Haute et moyenne vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville

Cette ZNIEFF s'étend sur 16 280,87 ha étendue sur cent vingt-cinq communes le long de la Somme. Cette zone correspond à la grande vallée tourbeuse alcaline de la Somme, unique en Europe. L'éventail des habitats aquatiques, amphibiens, hygrophiles à mésohygrophiles, est particulièrement développé dans le fond de vallée. L'ensemble de la vallée joue un rôle évident de corridor fluvial, favorable aux flux migratoires de multiples espèces végétales et animales. Dans la zone de méandres, les versants offrent un ensemble diversifié et original d'éboulis, de pelouses, d'ourlets et de fourrés calcicoles. La vallée de la Somme présente un intérêt exceptionnel pour l'accueil d'oiseaux nicheurs rares et forme un couloir de passage apprécié des espèces migratrices. Ses critères d'intérêt sont :

- patrimoniaux : écologique, faunistique (poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux, mammifères, insectes), floristique (bryophytes, ptéridophytes, phanérogames),

- fonctionnels : autoépuration des eaux, expansion naturelle des crues, ralentissement du ruissellement, soutien naturel d'étiage, protection naturelle contre l'érosion des sols, corridor écologique, zone de passages et d'échanges, étapes migratoires, zones de stationnement, dorts, zone particulière d'alimentation, zone particulière liée à la reproduction.

### ZICO – Étangs et marais du bassin de la Somme

Cette zone s'étend sur 6 900 ha répartie à différents endroits sur une soixantaine de communes le long de la Somme. Elle correspond à la grande vallée tourbeuse alcaline de la Somme, unique en Europe. L'ensemble de la vallée joue un rôle évident de corridor fluvial, favorable aux flux migratoires de multiples espèces végétales et animales. Deux principales zones s'individualisent : les marais d'Isle et d'Harly et les marais de Saint-Simon, qui représentent deux vastes zones marécageuses d'intérêt patrimonial élevé. La vallée de la Somme est constituée de tremblants, de roselières et de forêts alluviales (bois tourbeux à saules, aulnes et bouleaux). Le site est utilisé comme halte migratoire, site d'hivernage et site de nidification pour de nombreuses espèces avifaunistiques. Les marais se caractérisent par un vieillissement quasi-généralisé, avec accélération de la dynamique à la fois arbustive et préforestière. Les espèces remarquables, inféodées aux milieux ouverts, tendent à disparaître.

#### III.1.1.2 Sites NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La mise en place de ce réseau se base sur deux directives européennes :

- la directive « Oiseaux » : directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ; elle est venue remplacer la précédente directive datant de 1979,
- la directive « Habitats » : directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

La désignation et la gestion des sites NATURA 2000 en France ont été traduites au sein des articles L.414.1 à L.414.7 et R.414-1 à R.414-9 du code de l'environnement.

L'étendue actuelle du réseau NATURA 2000 en Europe et en France est décrite sur les figures suivantes.



Figure 14 : Réseau NATURA 2000 en Europe (source : CE – 2016)

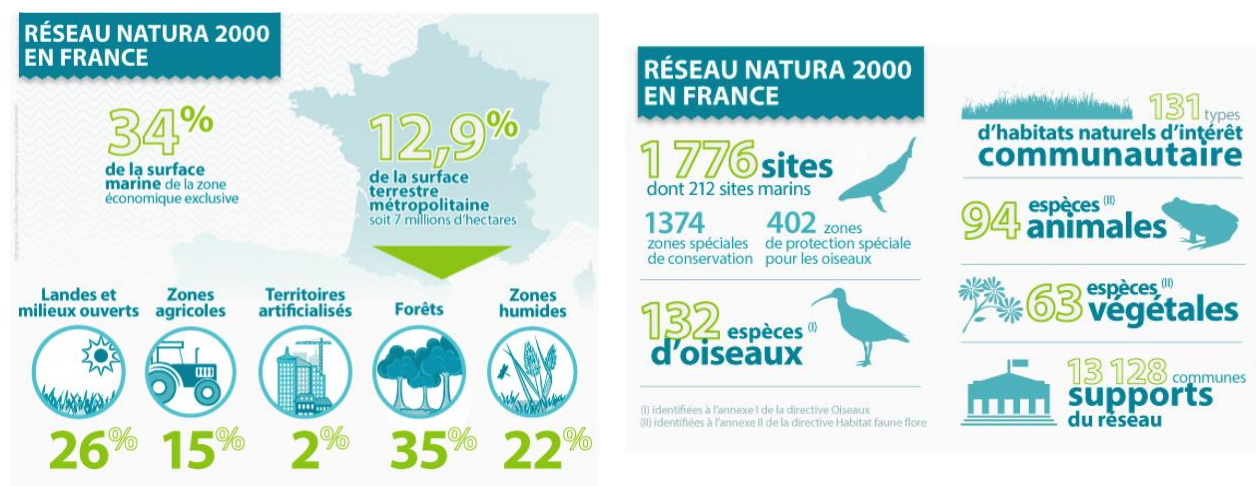


Figure 15 : Réseau NATURA 2000 en France (source : MTES / MNHN – Juillet 2018)

### Site NATURA 2000 – Moyenne vallée de la Somme

Ce site s'étend sur 1 825 ha répartie sur vingt-cinq communes au titre de la Directive Habitats. Il s'agit majoritairement de marais, bas-marais et tourbières ainsi que de forêts caducifoliées.

Actuellement on constate dans la vallée de la Somme des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles dus notamment à une régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage. L'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Ces processus ont également été gravement accélérés par la pollution du cours de la Somme et les envasements qui l'accompagnent. Il s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive des intérêts biologiques. Les intérêts spécifiques du site, nombreux et élevés sont surtout floristiques (présence de 16 espèces protégées et de nombreuses plantes rares et menacées). On observe également un intérêt faunistique notamment ornithologique (présence de plusieurs oiseaux menacés au niveau national), entomologique (plusieurs insectes menacés), herpétologique (importantes populations de Vipère péliade) et malacologique (3 espèces de mollusques).

### Site Natura 2000 – Étangs et marais du bassin de la Somme

Ce site s'étend sur 5 243 ha répartie sur une soixantaine de communes au titre de la Directive Oiseaux. Il s'agit majoritairement de Marais, d'eaux douces intérieures et de forêts caducifoliées. L'ensemble du site, au rôle évident de corridor fluvial migratoire, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux aquatiques et terrestres. L'expression du système tourbeux alcalin est marquée par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs de tourbage, de marais fauchés et pâturés, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les différents habitats ouverts). Différents phénomènes évolutifs ou ponctuels engendrent une perte importante de diversité et une régression progressive de l'intérêt biologique du site Natura 2000 (disparition des pratiques de fauchage, pâturage ..., les inondations de 2001 qui ont déposé des limons et altéré les roselières et habitats tourbeux accélérant ainsi l'envasement de nombreux étangs, la prolifération de la Jussie, espèce invasive).

Néanmoins, ce site constitue un ensemble exceptionnel avec de nombreux intérêts spécifiques, notamment ornithologiques composé d'une avifaune paludicole nicheuse et plusieurs autres espèces d'oiseaux menacés au niveau national.

### III.1.2 CONTINUITES ECOLOGIQUES : TRAME VERTE ET BLEUE

La trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques visant à intégrer les enjeux de maintien et de renforcement de la fonctionnalité des milieux naturels dans les outils de planification et les projets d'aménagement. Elle a été introduite au sein du code de l'environnement (articles L.371-1 et suivants) à l'issue du Grenelle de l'Environnement (loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010).

Le code de l'environnement assigne à la trame verte et bleue les objectifs suivants :

1. Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
2. Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
3. Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
4. Mettre en œuvre les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
5. Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
6. Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
7. Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

La trame verte et bleue doit également contribuer à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau et l'identification et la délimitation des continuités écologiques de la trame verte et bleue doivent notamment permettre aux espèces animales et végétales dont la préservation ou la remise en bon état constitue un enjeu national ou régional de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

La trame verte et bleue est définie à l'échelle régionale au sein des Schémas Régionaux de Cohérence Écologiques (SRCE) et est ensuite précisée à l'échelle des territoires au sein des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

### III.1.2.1 SRCE Picardie futur SRADDET Hauts-de-France

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Picardie a été achevé avant la fusion des deux régions. S'il n'est pas en vigueur du fait de sa non-approbation, il contient néanmoins l'ensemble des éléments de diagnostic, de cartographie et d'objectifs constitutifs des schémas régionaux de cohérence écologique.

La figure suivante permet de visualiser les continuités écologiques identifiées au sein du SRCE sur la zone d'étude du projet.

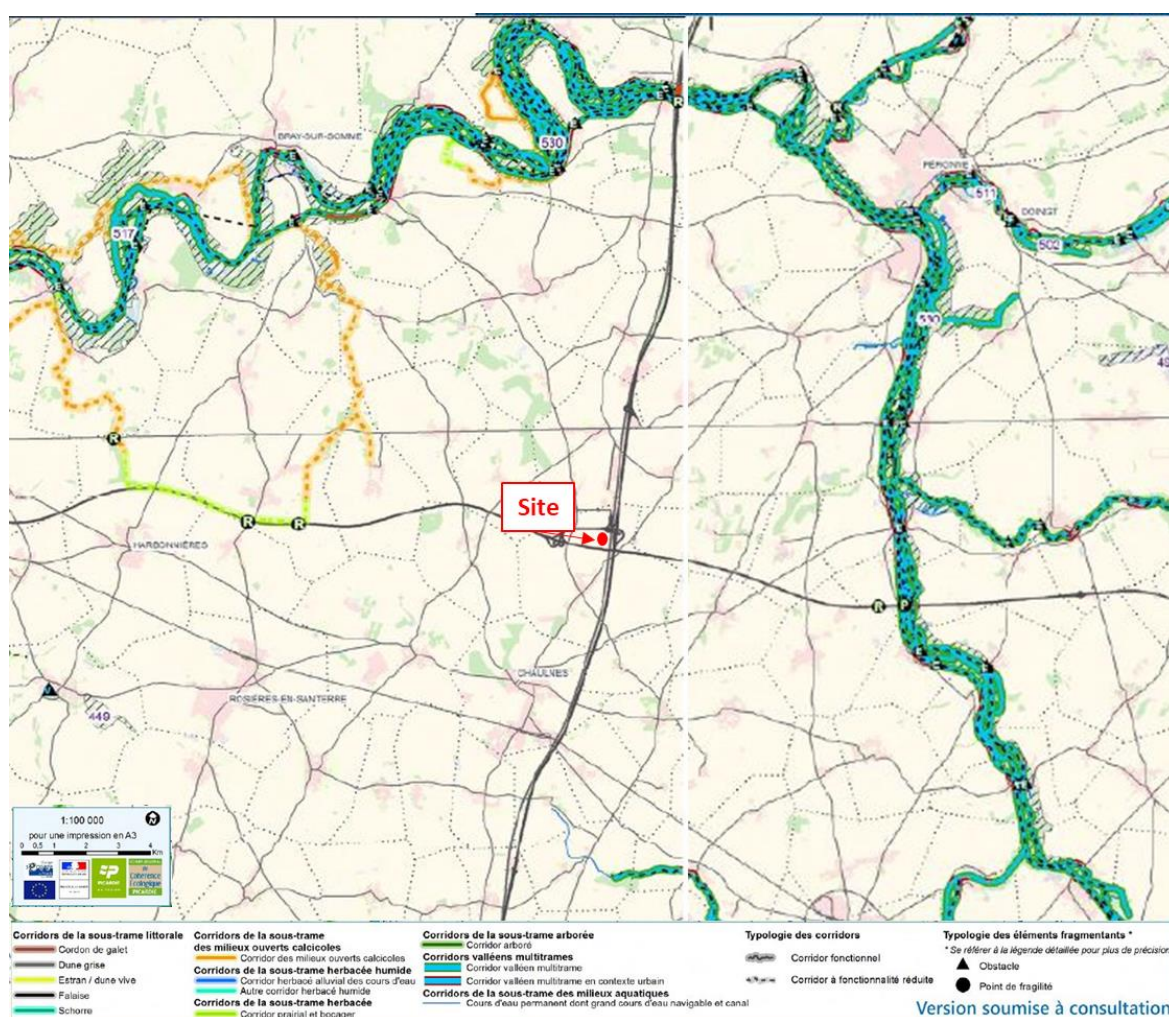


Figure 16 : Extrait du SRCE Picardie (source : www.tvb-picardie.fr)

Le site est ainsi localisé en dehors de tout réservoir de biodiversité ou corridor écologique potentiel.

Il est à noter qu'en matière d'aménagement du territoire, les SRCE seront remplacés par les Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) selon la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république. L'objectif est de confier aux régions la responsabilité exclusive de l'élaboration d'un document intégrateur et prescriptif d'aménagement du territoire. Ce document stratégique, adopté par le conseil régional, doit être approuvé par le Préfet de

région. Le SRADDET fixe des objectifs de développement du territoire de la région à moyen et long terme ainsi que des règles générales pour contribuer à atteindre les objectifs retenus. Le SRADDET absorbe des documents existants, dont la compétence d'élaboration revient en conséquence à la région, auxquels viennent se greffer des thématiques supplémentaires. Le SRADDET n'est donc pas une juxtaposition des schémas sectoriels existants et implique une vision intégrée des politiques d'aménagement.

Le SRADDET Hauts-de-France lancé en 2016 dessine l'avenir de la région à l'horizon 2040 et fixe un cap pour les territoires. Il a fait l'objet d'une enquête publique du 16 septembre au 16 octobre 2019 et doit être approuvé ou non, par le préfet durant le 1<sup>er</sup> semestre 2020.

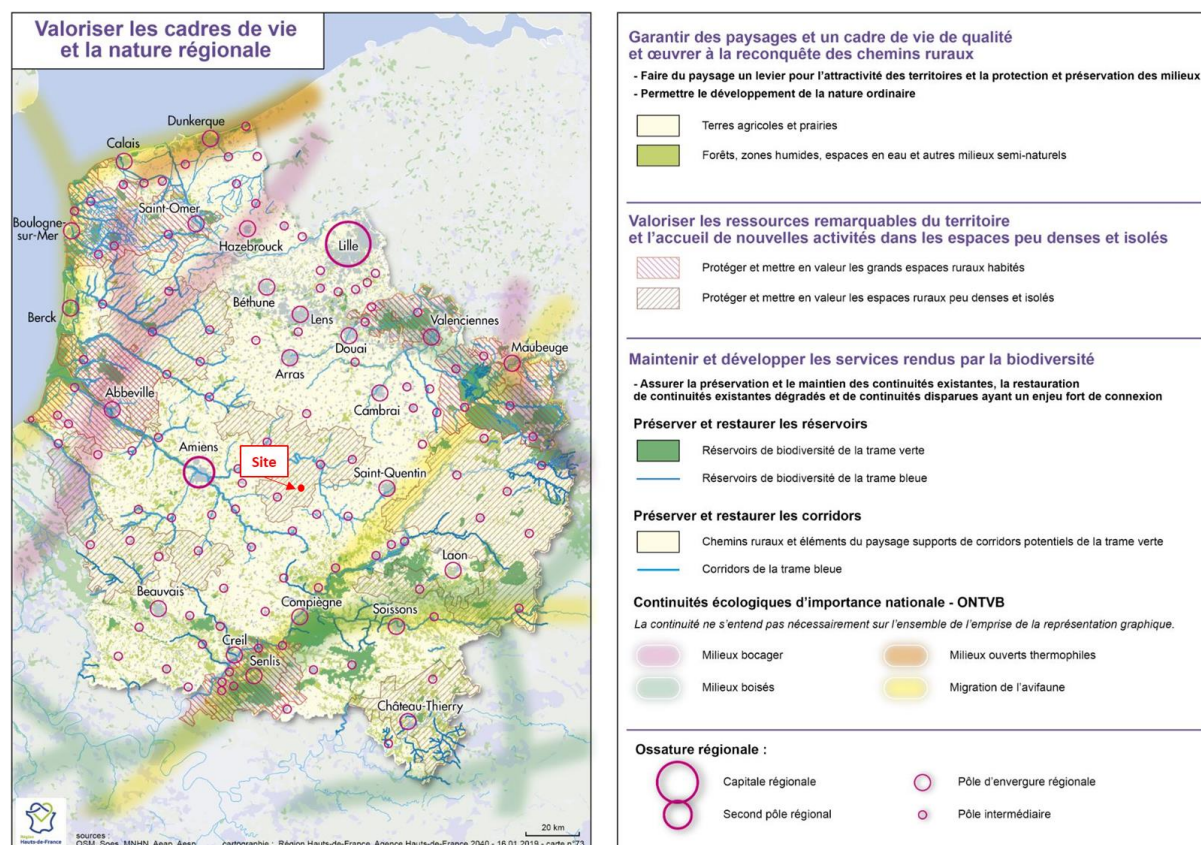


Figure 17 : Extrait du SRADDET Hauts-de-France (source : [www.registredemat.fr](http://www.registredemat.fr))

Même si le site n'est pas localisé au sein d'un réservoir de biodiversité ou corridor écologique potentiel, il est présent au sein d'une zone répertoriée à « protéger et mettre en valeur les espaces ruraux peu denses et isolés » signifiant que ces territoires ruraux, propices à la création de nouvelles activités valorisant les ressources et savoir-faire locaux (énergies renouvelables, numérique, services, artisanat...), doivent se faire dans le respect de ces territoires (trames vertes et bleues, forêts, diversité des pays physico-agricoles et des paysages).

### III.1.2.2 SCoT du Pays du Santerre Haute Somme

La commune d'Ablaincourt-Pressoir fait partie de la communauté de communes Terre de Picardie qui forme, avec les communautés de commune de Haute Somme et de l'Est de la Somme, le SCoT du Pays du Santerre Haute Somme. Ce territoire compte 127 communes pour près de 60 000 habitants. Il s'est doté d'un Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 18 décembre 2017 par le Syndicat Mixte du Pays de Santerre Haute Somme et le 16 avril 2018 par le Comité Syndical du PETR Cœur des Hauts de France suite aux observations émises par le préfet.

La trame verte et bleue a été élaborée à l'échelle du territoire et fait l'objet d'une cartographie spécifique au sein des documents du SCoT. La figure suivante permet de localiser le projet vis-à-vis de cette cartographie.

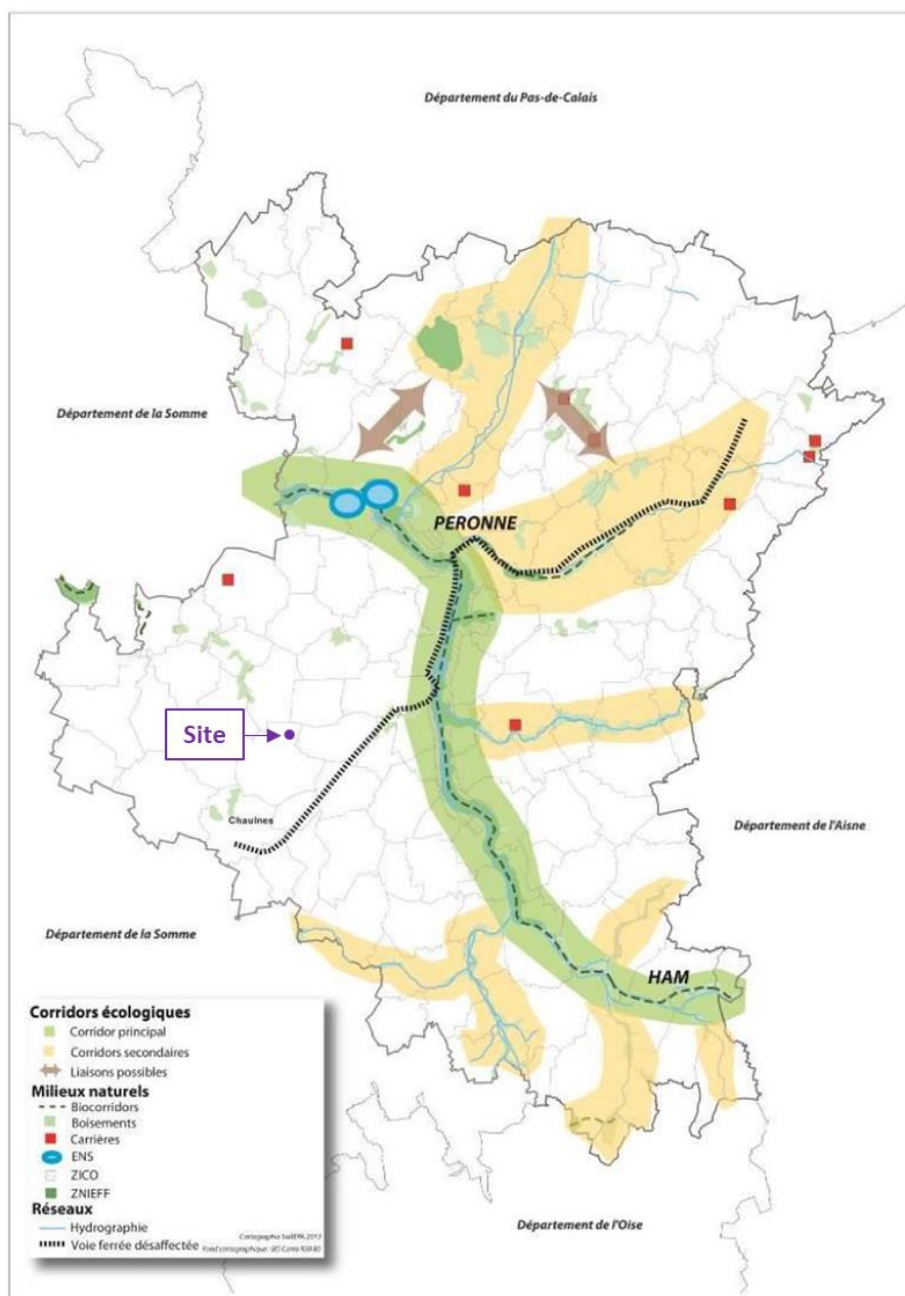


Figure 18 : Extrait du SCoT du Pays du Santerre Haute Somme

Le projet est ainsi localisé en dehors des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité identifiés à l'échelle du territoire.

### III.1.2.3 PLU d'Ablaincourt-Pressoir

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ablaincourt-Pressoir a été approuvé le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et modifié pour la dernière fois le 23 mars 2016. Le projet est intégré au sein d'une zone UE2, zone destinée à être urbanisée afin d'accueillir des activités de bureaux, d'industries, d'artisanat, de logistique, d'hébergement hôtelier et d'équipements publics.

Il n'y est pas identifié de trame verte et bleue.

### III.1.3 ZONES HUMIDES

Les zones humides sont définies à l'article L.211-1 du code de l'environnement comme des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Les milieux humides fournissent des biens précieux et rendent de nombreux services : épuration de l'eau, atténuation des crues, soutien d'étiage... Trois fonctions majeures sont ainsi identifiées :

- fonctions hydrologiques : les milieux humides sont des « éponges naturelles » qui reçoivent de l'eau, la stockent et la restituent,
- fonctions physiques et biogéochimiques : elles sont aussi des « filtres naturels », les "reins" des bassins versants qui reçoivent des matières minérales et organiques, les emmagasinent, les transforment et/ou les retournent à l'environnement.
- fonctions écologiques : les conditions hydrologiques et chimiques permettent un développement extraordinaire de la vie dans les milieux humides.

La préservation et la gestion durable des zones humides présente ainsi un intérêt majeur qualifié d'intérêt général au sein du code de l'environnement (art.L.211-1-1). Il y est ainsi souligné que les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux doivent prendre en compte l'importance de la conservation, l'exploitation et la gestion durable des zones humides qui sont au cœur des politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations.

La DREAL Hauts-de-France a réalisé en juin 2017 une cartographie répertoriant les zones à dominante humide de la région. Cette analyse s'est appuyée des données des Bassins de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie.

La figure suivante permet de positionner le projet vis-à-vis de ces zones à dominante humide.



Figure 19 : Extrait de la localisation des zones à dominante humide (source : DREAL Hauts-de-France)

D'après la cartographie réalisée, les terrains du projet d'extension ne sont ainsi pas situés au sein d'une zone humide.

### III.1.4 SENSIBILITE ECOLOGIQUE DES TERRAINS

Les terrains sont localisés au sein du pôle d'activités Haute-Picardie et sont constitués de parcelles cultivées dans l'attente de leur urbanisation.

Les abords du site sont également constitués de parcelles cultivées qui en général ne présentent pas un grand intérêt écologique ni pour la faune, ni pour la flore. On peut également observer des entreprises déjà implantées ainsi que des axes routiers majeurs (autoroutes et départementales) et une gare TGV présentant généralement des ruptures de continuités écologiques pour de potentiels corridors écologiques.

La figure suivante montre la vue aérienne des terrains du projet et son environnement proche.

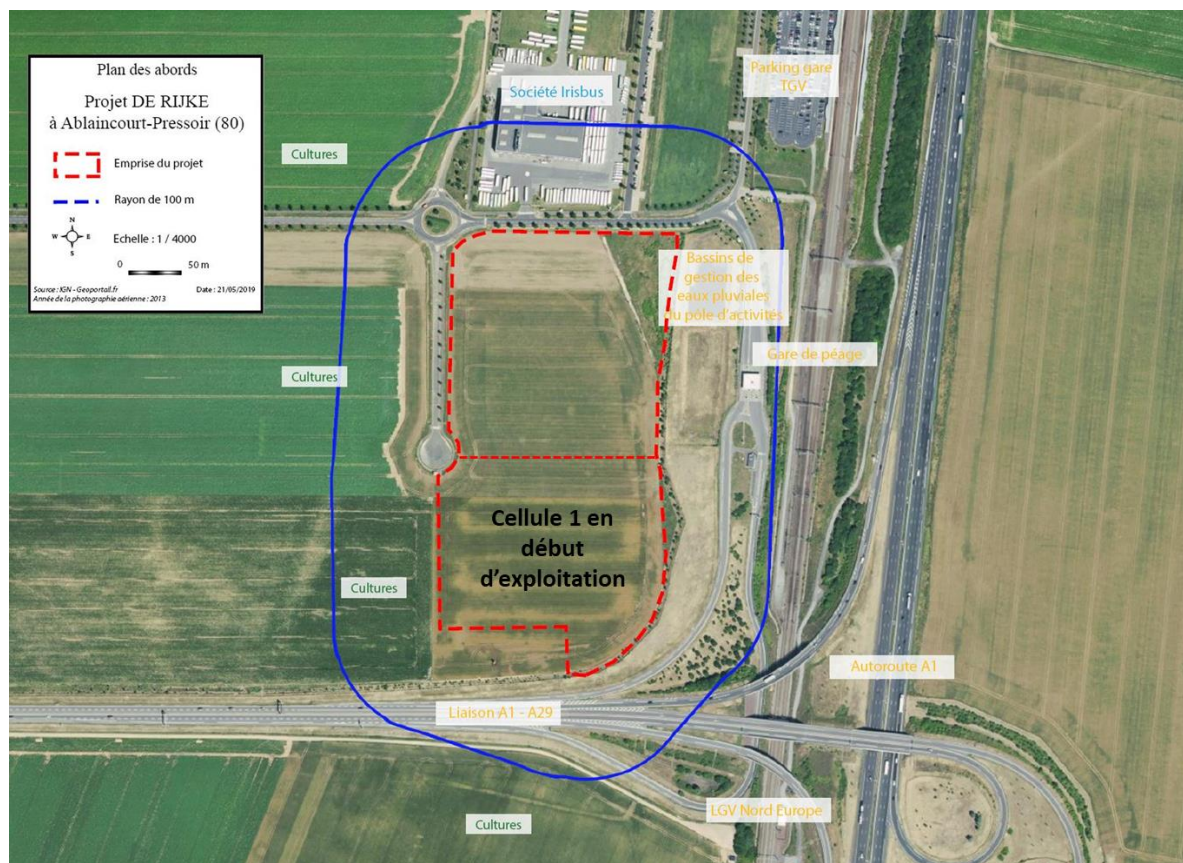


Figure 20 : Vue aérienne du site et ses abords

On constate que les terrains du projet et les terrains aux alentours ne présentent pas d'arbres, de haies ou de points d'eau susceptibles d'apporter un intérêt écologique au secteur et ne présentent par conséquent pas d'enjeu de conservation fort.

**La conservation des terrains à l'état actuel ne constitue donc pas un enjeu fort vis-à-vis de son environnement.**

## III.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LA BIODIVERSITE

### III.2.1 INCIDENCES SUR LES HABITATS, LA FLORE ET LA FAUNE LOCALES

Les terrains du projet d'extension sont actuellement constitués de parcelles cultivées dans l'attente de leur urbanisation. Ils sont situés en dehors des milieux naturels remarquables recensés sur la zone d'étude et n'accueillent pas de réservoir de biodiversité ou de corridor écologique.

Par ailleurs, étant essentiellement constitués de parcelles cultivées sans arbres, ni haies et points d'eau, les terrains ne sont pas propices au développement d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire ou protégé.

Aucune zone humide n'a été identifiée sur les terrains du projet d'extension dans les documents locaux. En effet, aucun réseau hydrographique ni aucune nappe superficielle ne sont recensés à proximité du pôle d'activités.

**L'incidence du projet d'extension de la plateforme logistique sur ces terrains est par conséquent nulle vis-à-vis de ces aspects.**

### III.2.2 INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le projet étant soumis à autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement (IOTA), il doit faire l'objet d'une évaluation des incidences sur les sites NATURA 2000 en application de l'article R.414-19 du même code.







Les deux sites NATURA 2000 les plus proches sont celui de la Moyenne Vallée de la Somme ainsi que celui de l'Etangs et Marais du bassin de la Somme, classés respectivement au titre de la directive Habitats et de la directive Oiseaux. Ces sites sont localisés à environ 9 km au Nord et à 7,50 km à l'Est du terrain du projet d'extension.

Compte tenu de cette distance d'éloignement, de l'absence d'émissions significatives du bâtiment logistique et de l'implantation au sein d'une zone d'activités et en dehors d'un milieu favorable au développement d'une flore et faune d'intérêt, le projet ne pourra pas avoir d'incidence directes ou indirectes sur les habitats et les espèces ayant justifié la désignation du site NATURA 2000.

### III.3. SYNTHÈSE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur la biodiversité et l'état résiduel de ces incidences.

Les incidences résiduelles sont cotées avec un code couleur permettant de traduire leur importance :

-  : incidence positive du projet sur son environnement,
-  : incidence nulle,
-  : incidence très faible,
-  : incidence faible,
-  : incidence modérée,
-  : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>2</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Habitats, flore et faune locales	Implantation du projet au sein de terrains cultivés ne montrant pas la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire ou protégés pouvant être impactés pendant la phase chantier ou l'exploitation	E	X	X	X	X
Zones humides	Aucune zone humide identifiée au sein des terrains du projet	E	X	X	X	X
Zones naturelles remarquables	Implantation du site en dehors de zones naturelles de type ZNIEFF, ZICO etc. et éloigné des sites NATURA 2000 les plus proches	E	X	X	X	X

Tableau 11 : Mesures ERC et A sur la biodiversité

---

<sup>2</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

## IV. FACTEURS PHYSIQUES : SOLS ET SOUS-SOL, EAUX, AIR ET CLIMAT

### IV.1. ÉTAT ACTUEL DES FACTEURS PHYSIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

#### IV.1.1 SOLS ET SOUS-SOL

##### IV.1.1.1 Contexte géologique et pédologique

L'extrait de la carte géologique au 1/50 000 de Roye n°63 (éditions BRGM) permet d'indiquer que les terrains du projet d'extension sont constitués de limons des plateaux. Il s'agit d'une formation loessoïde beige épaisse de 5 à 10 m, qui couronne le sommet des plateaux. Il est probable qu'elle s'est épandue sur la surface du pédiplan couverte d'une pellicule de limons à silex. La partie supérieure serait wurmienne et la partie inférieure (la plus importante) relèverait d'un Quaternaire plus ancien.

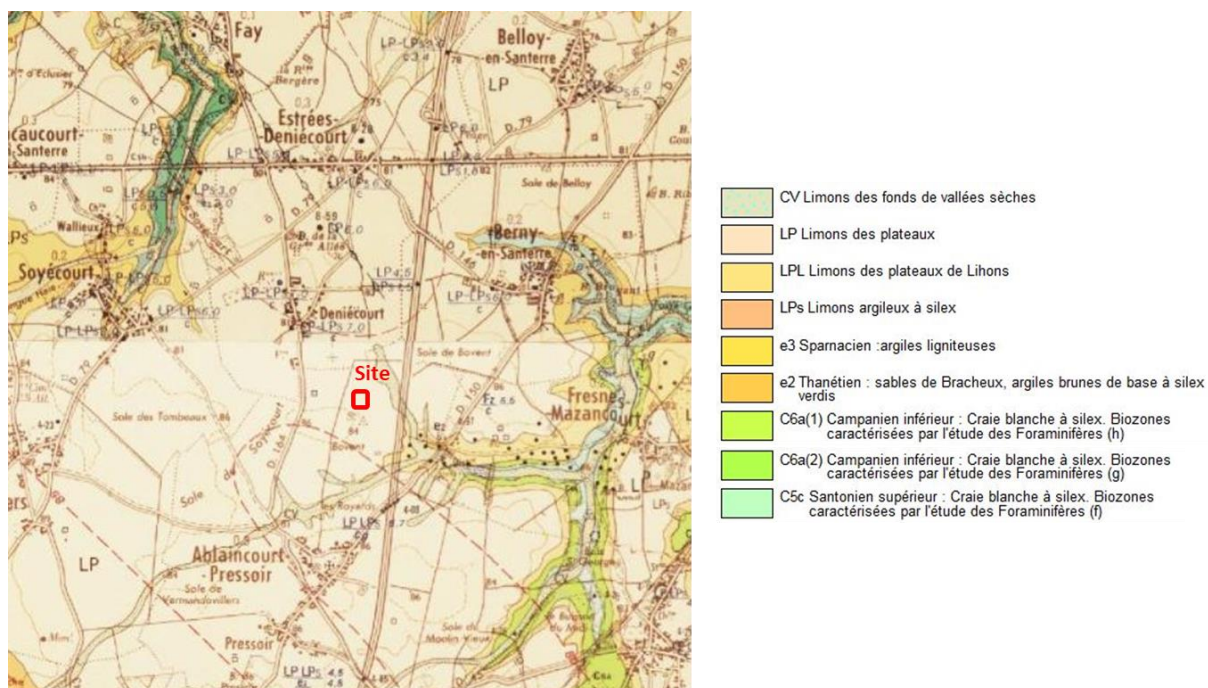


Figure 21 : Extrait de la carte géologique du secteur (source : infoterre.brgm.fr)

Plusieurs sondages géologiques ont été réalisés en décembre 2018 sur le site dans le cadre d'une étude géotechnique de conception. Les deux premiers sondages quasi-similaires indiquent la présence de terre végétale jusqu'à 0,10 m, de limons jusqu'à 7,70 m (argileux jusqu'à 1,60 m, sablonneux jusqu'à 6 m et argileux jusqu'à 7,70 m) et de craie blanche jusqu'à 14 m. Le troisième sondage indique de la terre végétale jusqu'à 0,10 m, des limons jusqu'à 9,50 m (sablonneux jusqu'à 3,50 m et argileux jusqu'à 9,50 m) et de la craie blanche jusqu'à 14 m.

Aucune arrivée d'eau n'a été observée dans les sondages lors des investigations.

#### IV.1.1.2 Qualité des sols

La consultation de la base de données nationale BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, permet d'indiquer qu'aucun site industriel n'est répertorié au sein de la zone d'étude. Les sites recensés les plus proches sont localisés à environ 5 km autour du projet d'extension.

La consultation de la base de données nationale BASIAS, inventoriant les anciens sites industriels et activités de services, montre l'absence de tel site au droit des terrains du projet et plus largement des terrains concernés par la zone d'activités Haute-Picardie. Les sites recensés les plus proches sont localisés :

- à environ 2 km au Nord du projet d'extension, le site Euronet n°PIC8001013,
- à 2,40 km au Nord-Ouest, les anciens sites Garage Mini n°PIC8002713 ainsi que GRAP n°PIC8001800,
- à 1,60 km au Nord-Est, l'ancien site Boinet n°PIC8000640,
- à 1,90 km au Nord-Est, le site Symbiose SA n°PIC8003409,
- à 1 km au Sud-Est, le site Jamart SA n°PIC8001627,
- à 1,70 km au Sud, l'ancien site Boilet Henri n°PIC8001772.



Figure 22 : Sites BASOL et BASIAS du secteur (source : georisques.gouv.fr)

Compte tenu des éléments ci-dessus et de l'occupation actuelle et passée des terrains du projet pour une activité agricole, il n'est pas suspecté de pollution du sous-sol du site. Aucun diagnostic n'a par conséquent été réalisé au droit de ces terrains.

## IV.1.2 EAUX

### IV.1.2.1 Eaux souterraines

#### IV.1.2.1.1 Contexte hydrogéologique

D’après les informations disponibles au sein de la base de données Infoterre, trois masses d’eau souterraine sont recensées au droit de la zone d’étude. Leur localisation et leurs principales caractéristiques sont présentées ci-dessous.



Figure 23 : Localisation des masses d’eau souterraine de la zone d’étude (source : infoterre.brgm.fr)

Référence	Masse d’eau	Type	Écoulement	Surface affleurante	Surface sous couverture
FRHG218	Albien-néocomien captif	Dominante sédimentaire	Captif	-	61 010 km <sup>2</sup>
FRAG013	Craie de la vallée de la Somme amont	Dominante sédimentaire	Libre	1 463 km <sup>2</sup>	-
FRAG012	Craie de la moyenne vallée de la Somme	Dominante sédimentaire	Libre	3 075 km <sup>2</sup>	-

Tableau 12 : Caractéristiques des masses d’eau souterraine (source : ades.eaufrance.fr)

Au droit des terrains du projet et globalement sur l’ensemble de la zone d’étude, les masses d’eau souterraine se développent dans des formations à dominante sédimentaire.

La nappe de la craie est la nappe principale utilisée pour l’alimentation en eau potable. La nappe de la craie est une nappe libre à écoulements par filets parallèles dans les fissures de la craie. Elle n’offre des débits intéressants qu’à l’aplomb des vallées où les fissures ont été élargies.

## IV.1.2.1.2 Qualité des eaux souterraines

La masse d'eau souterraine « Craie de la Vallée de la Somme amont » présente au droit du site fait l'objet d'un suivi qualitatif de sa nappe d'eau souterraine. Les dernières données de synthèse de l'état de cette masse d'eau sont les suivantes.

Masse d'eau	Évaluation de l'état		
	État chimique	Paramètre Nitrates	Paramètre Pesticides
Craie de la Vallée de la Somme amont	Mauvais (2014)	Médiocre (2013)	Moyenne (2013)

Tableau 13 : État de la masse d'eau souterraine FRAG013 (source : SDAGE 2016-2021 et SAGE Haute Somme)

Les objectifs de qualité définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie sont les suivants.

Masse d'eau	Objectifs de bon état chimique	Paramètre(s) faisant l'objet d'un report objectif chimique	Motivation du choix de l'objectif chimique
Craie de la Vallée de la Somme amont	2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie

Tableau 14 : Objectifs de bon état de la masse d'eau souterraine FRAG013 (source : SDAGE 2016-2021)

Les objectifs de bon état chimique ne sont actuellement pas atteints de par les conditions naturelles qui renvoie aux délais de transfert des pollutions dans les nappes et les cours d'eau ou au temps de réaction long des milieux.

## IV.1.2.1.3 Usages des eaux souterraines

Les eaux souterraines peuvent être captées pour un usage domestique, agricole, industriel ou d'alimentation en eau potable.

Au sein de la zone d'étude, les eaux souterraines ont un usage uniquement agricole pour l'irrigation des cultures. La consultation de la banque de données du sous-sol permet d'identifier la présence de trois forages recensés comme points d'eau implantés à environ 600 m à l'Ouest, 1,20 km au Nord-Ouest et 1 km au Sud-Est des terrains du projet d'extension. Ces forages sont recensés comme des points de prélèvement d'eau au sein de la banque nationale des prélèvement quantitatifs en eau (BNPE – source : [www.bnpe.eaufrance.fr](http://www.bnpe.eaufrance.fr)).

Les premières arrivées d'eau ont été recensé à une profondeur d'environ 20 m.

Le site n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'eau souterraine.

#### IV.1.2.2 Eaux superficielles

##### IV.1.2.2.1 Contexte hydrographique

Les terrains du projet d'extension sont localisés sur le bassin versant de la Somme dont l'embouchure se situe à environ 90 km à l'Ouest sur les communes de Saint-Valery-sur-Somme et Abbeville. Le Canal de la Somme est situé à environ 7 km à l'Est et 9 km au Nord du projet.

Localement, les terrains sont drainés vers le Sud vers un bassin de stockage et d'infiltration réalisés sur la parcelle.

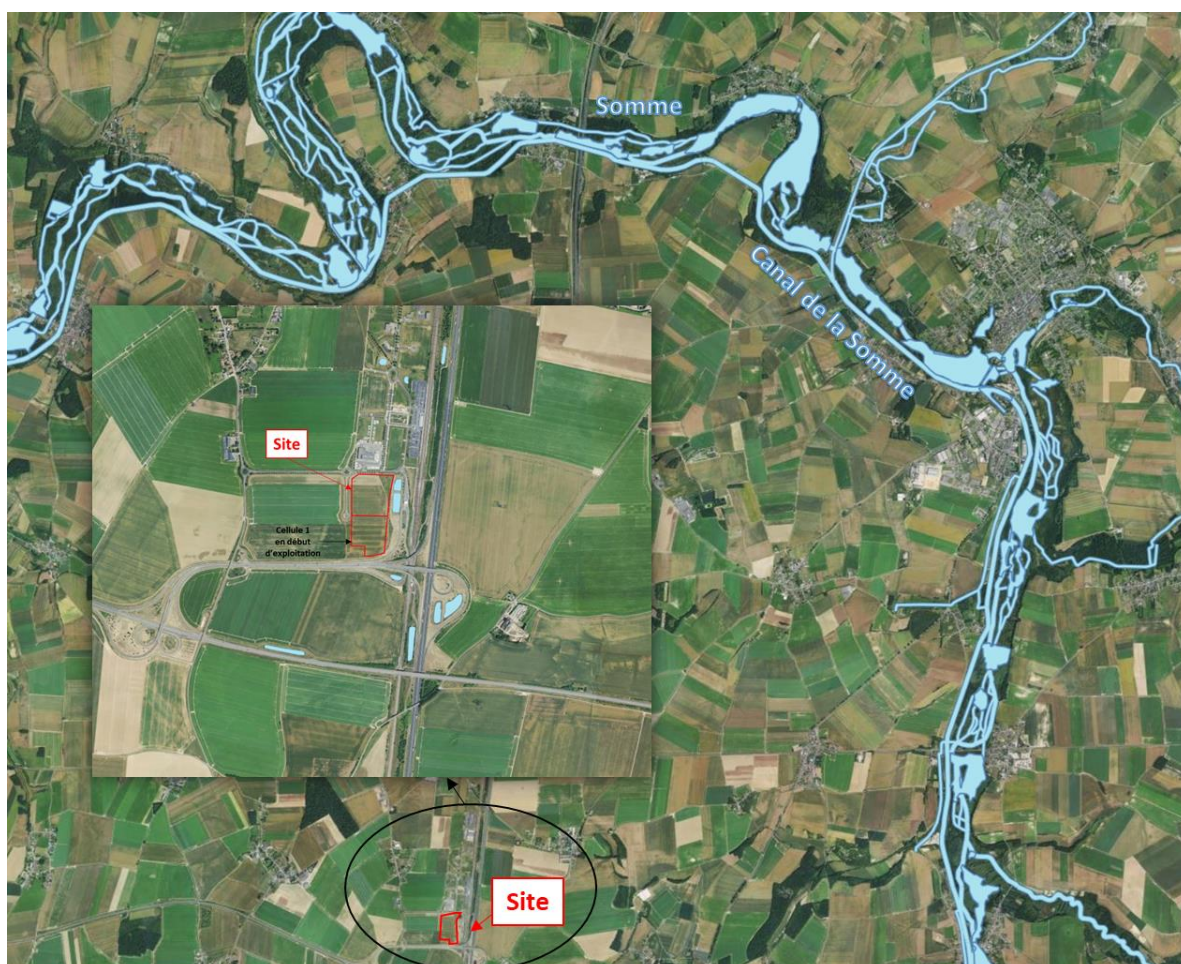


Figure 24 : Réseau hydrographique local (source : geoportail.gouv.fr)

##### IV.1.2.2.2 Qualité des eaux superficielles

La Somme fait partie du réseau de la masse d'eau « Somme Canalisée de l'Écluse n°18 Lesdins aval à la Confluence avec le canal du Nord » référencée FRAR56. Cette masse d'eau fait l'objet d'un suivi qualitatif au niveau de deux stations localisées sur la commune de Villers-Carbonnel à chaque extrémité du Pont du Bordelais sur la départementale n°1029. Ces stations sont situées en aval du projet, à environ 7 km au Nord-Ouest et présentées dans la figure suivante.



Figure 25 : Localisation des stations faisant l’objet d’un suivi qualitatif

Les dernières données disponibles de synthèse de l’état de cette masse d’eau sont les suivantes.

Masse d’eau et Station	Année	État écologique	État biologique			Etat Physico-chimique	
			Microalgues	Bilan de l’oxygène	T°	Nitrates, Phosphates	Acidité
FRAR56 – Somme Canalisée de l’Écluse n°18 Lesdins aval à la Confluence avec le canal du Nord La Somme canalisée à Villers-Carbonnel	2015	Moyen	Moyen	Moyen	Très bon	Bon	Bon
FRAR56 – Somme Canalisée de l’Écluse n°18 Lesdins aval à la Confluence avec le canal du Nord La Somme rivière à Villers-Carbonnel	2015	Moyen	Moyen	Bon	Très bon	Bon	Bon

Tableau 15 : État de la masse d’eau superficielle FRAR56 (source : Agence de l’eau Artois-Picardie)

L’état écologique et biologique de la masse d’eau au niveau des deux stations est moyen tandis que l’état physico-chimique est bon.

Les objectifs de qualité définis par le SDAGE Artois-Picardie pour la période 2016-2021 sont les suivants.

Masse d’eau	Ecologique		Chimique	
	Objectif	Motif de dérogation	Objectif	Motif de dérogation
FRAR56 – Somme Canalisée de l’Écluse n°18 Lesdins aval à la Confluence avec le canal du Nord	Bon potentiel 2027	Faisabilité technique Coûts disproportionnés	Bon état 2027	Faisabilité technique

Tableau 16 : Objectifs de bon état de la masse d’eau superficielle FRAR56 (source : SDAGE 2016-2021)

Les objectifs de bon état écologique ainsi que chimique identifiés au sein du SDAGE 2016-2021 ne sont actuellement pas atteints de part une faisabilité technique compliquée due à la pollution issue de nombreuses sources diffuses ainsi qu'un coût disproportionné et une durée importante de réalisation des actions programmées.

#### IV.1.2.2.3 Usages des eaux superficielles

La consultation de la banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE – source : [www.bnpe.eaufrance.fr](http://www.bnpe.eaufrance.fr)) ne permet pas d'identifier de prélèvements d'eau superficielle au sein de la zone d'étude.

Compte tenu de la localisation des terrains, aucune rivière ou cours d'eau ne se situe dans la zone d'étude (rayon de 2 km autour du site), seuls quelques bassins d'eaux artificiels ont été créés non loin du site. Le site n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'eau potable.

#### IV.1.2.3 Zones inondables

La commune d'Ablaincourt-Pressoir n'est concernée par aucun plan de prévention des risques naturels d'inondation.

### IV.1.3 AIR ET ODEURS

L'article L.220-1 du code de l'environnement fixe comme principe le droit de chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées doivent concourir à mettre en place une politique visant à la mise en œuvre de ce droit. Cette action consiste à prévenir, surveiller, réduire ou supprimer les pollutions atmosphériques et à préserver la qualité de l'air.

Afin de vérifier le respect de cet objectif, des normes de qualité de l'air ont été établies par polluant et figurent au sein de l'article R.221-1 du code de l'environnement. Ces valeurs sont reprises sur la figure suivante.

Polluants	Valeurs limites	Objectifs de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuils d'alerte	Niveau critique
<b>Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>)</b>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : depuis le 01/01/10 : 40 µg/m<sup>3</sup>.</p> <p><b>En moyenne horaire</b> : depuis le 01/01/10 : 200 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 18 heures par an.</p>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : 40 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne horaire</b> : 200 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne horaire</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► 400 µg/m<sup>3</sup> dépassé sur 3 heures consécutives.</li> <li>► 200 µg/m<sup>3</sup> si dépassement de ce seuil la veille, et risque de dépassement de ce seuil le lendemain.</li> </ul>	
<b>Oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>)</b>					<p><b>En moyenne annuelle</b> (équivalent NO<sub>2</sub>) : 30 µg/m<sup>3</sup> (protection de la végétation).</p>
<b>Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)</b>	<p><b>En moyenne journalière</b> : 125 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 3 jours par an.</p> <p><b>En moyenne horaire</b> : depuis le 01/01/05 : 350 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 24 heures par an.</p>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : 50 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne horaire</b> : 300 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne horaire</b> sur 3 heures consécutives : 500 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne annuelle et hivernale</b> (pour la protection de la végétation) : 20 µg/m<sup>3</sup>.</p>
<b>Plomb (Pb)</b>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : depuis le 01/01/02 : 0,5 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : 0,25 µg/m<sup>3</sup>.</p>			
<b>Particules fines de diamètre inférieur ou égal à 10 micromètres (PM<sub>10</sub>)</b>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : depuis le 01/01/05 : 40 µg/m<sup>3</sup>.</p> <p><b>En moyenne journalière</b> : depuis le 01/01/2005 : 50 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 35 jours par an.</p>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : 30 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne journalière</b> : 50 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne journalière</b> : 80 µg/m<sup>3</sup>.</p>	
<b>Monoxyde de carbone (CO)</b>	<p><b>Maximum journalier de la moyenne sur 8 heures</b> : 10 000 µg/m<sup>3</sup>.</p>				
<b>Benzène (C<sub>6</sub>H<sub>6</sub>)</b>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : depuis le 01/01/10 : 5 µg/m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>En moyenne annuelle</b> : 2 µg/m<sup>3</sup>.</p>			

Polluants	Valeurs cibles* qui devraient être respectées le 31 décembre 2012
<b>Arsenic</b>	6 ng/m <sup>3</sup>
<b>Cadmium</b>	5 ng/m <sup>3</sup>
<b>Nickel</b>	20 ng/m <sup>3</sup>
<b>Benzo(a)pyrène</b> (utilisé comme traceur du risque cancérigène lié aux Hydrocarbures aromatiques polycycliques - HAP)	1 ng/m <sup>3</sup>

\* Moyenne calculée sur l'année civile du contenu total de la fraction PM<sub>10</sub>.

Polluant	Valeurs limites	Objectifs de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuils d'alerte	Valeurs cibles
<b>Ozone (O<sub>3</sub>)</b>		<p><b>Seuil de protection de la santé</b>, pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures : 120 µg/m<sup>3</sup> pendant une année civile.</p> <p><b>Seuil de protection de la végétation</b>, AOT 40* de mai à juillet de 8h à 20h : 6 000 µg/m<sup>3</sup>.h</p>	En moyenne horaire : 180 µg/m <sup>3</sup> .	<p><b>Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population</b>, en moyenne horaire : 240 µg/m<sup>3</sup> sur 1 heure</p> <p><b>Seuils d'alerte pour la mise en oeuvre progressive de mesures d'urgence</b>, en moyenne horaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► 1er seuil : 240 µg/m<sup>3</sup> dépassé pendant trois heures consécutives.</li> <li>► 2e seuil : 300 µg/m<sup>3</sup> dépassé pendant trois heures consécutives.</li> <li>► 3e seuil : 360 µg/m<sup>3</sup>.</li> </ul>	<p><b>Seuil de protection de la santé</b> : 120 µg/m<sup>3</sup> pour le max journalier de la moyenne sur 8h à ne pas dépasser plus de 25 jours par année civile en moyenne calculée sur 3 ans. Cette valeur cible est appliquée depuis 2010.</p> <p><b>Seuil de protection de la végétation</b> : AOT 40* de mai à juillet de 8h à 20h : 18 000 µg/m<sup>3</sup>.h en moyenne calculée sur 5 ans. Cette valeur cible est appliquée depuis 2010.</p>

\* AOT 40 (exprimé en µg/m<sup>3</sup>.heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m<sup>3</sup> et le seuil de 80 µg/m<sup>3</sup> durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur 1 heure mesurées quotidiennement entre 8 heures et 20 heures. (40 ppb ou partie par milliard=80 µg/m<sup>3</sup>)

Polluant	Valeurs limites	Objectif de qualité	Valeur cible	Objectif de réduction de l'exposition par rapport à l'IEM 2011*, qui devrait être atteint en 2020		Obligation en matière de concentration relative à l'exposition qui doit être respectée en 2015
Particules fines de diamètre inférieur ou égal à 2,5 micromètres (PM2,5)	En moyenne annuelle : 25 µg/m³ depuis le 01/01/15.	En moyenne annuelle : 10 µg/m³.	En moyenne annuelle : 20 µg/m³.	Concentration initiale	Objectif de réduction	20 µg/m³ pour l'IEM 2015**.
				<= à 8,5 µg/m³	0%	
				>8,5 et <13 µg/m³	10%	
				>=13 et <18 µg/m³	15%	
				>=18 et <22 µg/m³	20%	
				>= à 22 µg/m³	Toute mesure appropriée pour atteindre 18 µg/m³	

\* IEM 2011 : Indicateur d'exposition moyenne de référence, correspondant à la concentration moyenne annuelle en µg/m³ sur les années 2009, 2010 et 2011.

\*\* IEM 2015 : Indicateur d'exposition moyenne de référence, correspondant à la concentration moyenne annuelle en µg/m³ sur les années 2013, 2014 et 2015.

Figure 26 : Objectifs de qualité de l'air (source : Airparif)

La qualité de l'air au niveau de la zone d'étude est suivie par l'association agréée Atmo Hauts-de-France.

Le bilan régional de la qualité de l'air 2017, présenté ci-après, comprend les mesures de 53 stations de mesures de la qualité de l'air dans les Hauts-de-France. 2017 est la 1<sup>ère</sup> année du nouveau programme de surveillance de la qualité de l'air 2017/2021.

Les principaux polluants atmosphériques de la région Hauts-de-France sont les :

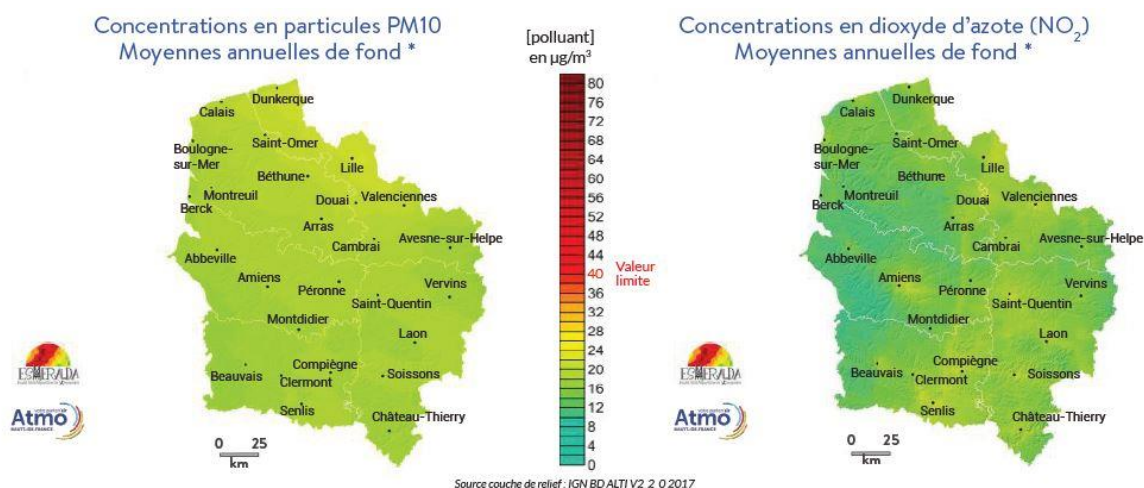
- oxydes d'azote (NOx),
- particules fines en suspension (PM<sub>2,5</sub>),
- particules en suspension (PM<sub>10</sub>),
- dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

Ces polluants proviennent de différents secteurs : transports, industries, déchets, énergie et construction (IDEC), résidentiel-tertiaire et de l'agriculture.

Les données de 2012 sur la région Hauts-de-France, indiquent que le secteur de l'IDEC est le premier émetteur de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et de particule PM<sub>10</sub>. Les transports sont à l'origine de 47% des émissions de NOx et de 22% des émissions de particules fines PM<sub>2,5</sub>. Ce dernier polluant est dominé par le secteur résidentiel-tertiaire (chauffage) avec une part de 35%. Enfin, le secteur agricole est le second émetteur de particules PM<sub>10</sub> sur le territoire avec une part de 27%. Les émissions de gaz à effet de serre sont issues en majorité du secteur IDEC (64,6%). Il est suivi par le secteur des transports avec une part de 14,8%, puis du résidentiel-tertiaire (14%) et de l'agriculture (6,6%).

En 2017, le nombre d'épisodes de pollution de la région Hauts-de-France enregistre un net recul avec 10 épisodes contre 15 en 2016. Le nombre de jours est également en baisse : au total 25 contre 34 jours en 2016. Les épisodes de pollution concernent surtout les particules en suspension : 9 épisodes sur les 10 recensés, pour une durée de 23 jours. L'ozone concerne un épisode de 2 journées. Aucun épisode n'a été déclenché pour le dioxyde de soufre et le dioxyde d'azote.

Pour 2017, les cartes de concentrations ci-dessous ont été réalisées à l'aide d'un outil numérique de modélisation interrégional Esmeralda (résolution 3 km x 3km), ajustées avec les mesures des stations fixes.



\* de fond : conditions urbaines, périurbaines ou rurales (par opposition aux conditions de proximité automobile ou industrielle par exemple).

Figure 27 : Modélisation pour 2017 sur la région (source : Atmo Hauts-de-France)

La répartition des concentrations en particules PM<sub>10</sub> en moyenne annuelle est homogène sur les 5 départements de la région (17 à 22 µg/m<sup>3</sup>). L'influence du trafic automobile est marquée pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) au niveau des principaux axes autoroutiers traversant la région (entre autres sur l'A1 de Lille à Senlis, et l'A29 entre St-Quentin et Amiens), et ressort de façon distincte sans atteindre des niveaux élevés. Ces concentrations de fond en dioxyde d'azote et en particules PM<sub>10</sub> restent inférieures aux valeurs limites en moyennes annuelles (40 µg/m<sup>3</sup> pour les deux polluants).

En 2017, les valeurs réglementaires sont respectées par toutes les stations de mesures de la région Hauts-de-France, sauf les objectifs à long terme pour la protection de la santé humaine et de la végétation pour l'ozone, l'objectif de qualité pour les particules fines PM<sub>2.5</sub>, ainsi que la valeur cible pour le nickel et la valeur limite en benzo(a)pyrène, respectivement sur un et deux points de mesures de proximité industrielle. En dépit du respect des valeurs réglementaires, des épisodes de pollution ont néanmoins été ponctuellement recensés, en région Hauts-de-France, pour les particules PM<sub>10</sub> ainsi que pour l'ozone comme le montre la figure suivante.

Polluants	Respect des valeurs réglementaires annuelles sur la région	Episodes de pollution
Dioxyde d'azote	●	non
Particules PM10	●	oui
Particules PM2.5	● OQ	nc
Ozone	● OLT	oui
Dioxyde de soufre	●	non
Monoxyde de carbone	●	nc
Benzène	●	nc
Benzo(a)pyrène	●	nc
Métaux lourds	● VC nickel	nc

● valeurs réglementaires respectées      ● valeurs réglementaires non respectées  
 VC : valeurs cibles  
 OQ : objectifs de qualité      OLT : objectifs à long terme  
 nc : polluant non concerné par la procédure d'information et d'alerte du public

Figure 28 : Valeurs réglementaires en 2017 sur la région (source : Atmo Hauts-de-France)

Plus localement, quatre stations de mesures sont installées au sein du département de la Somme et gérées par Atmo Hauts-de-France. La plus proche de la zone d'étude est localisée sur la commune de Roye, à environ 12 km au Sud du site. Cependant, elle ne mesure que le polluant d'ozone (O<sub>3</sub>). Ainsi, par la suite, les résultats de la station de Saint-Quentin-Stade, localisée à environ 32 km à l'Est du site, sont utilisés comme référence de qualité de l'air de l'environnement du projet.

Les polluants qui y sont mesurés sont les suivants :

- dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>),
- ozone (O<sub>3</sub>),
- monoxyde d'azote (NO),
- particules fines (PM10),
- particule en suspension (PM2,5).

Les résultats des mesures réalisés sur l'année 2018, comparés aux objectifs de qualité, sont présentés ci-dessous.

Paramètre		Valeur 2018	Valeur limite	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuils d'alerte
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	Moyenne annuelle (µg/m <sup>3</sup> )	19	40	-	-	-
	Moyenne horaire (µg/m <sup>3</sup> )	19	200	-	200	400 (3 heures consécutives) ou 200
	Percentile 99,8 (µg/m <sup>3</sup> )	83	-	-	-	-
Monoxyde d'azote (NO)	Moyenne annuelle (µg/m <sup>3</sup> )	6	-	-	-	-
Particules en suspension (PM <sub>10</sub> )	Moyenne annuelle (µg/m <sup>3</sup> )	17	40	30	-	-
	Moyenne journalière (µg/m <sup>3</sup> )	-	50	-	50	80
	Percentile 90,4 (µg/m <sup>3</sup> )	31	-	-	-	-
	Nombre de dépassements de la valeur limite journalière éq. P90,4 (jours)	4	-	-	-	-
Particule en suspension (PM <sub>2,5</sub> )	Moyenne annuelle (µg/m <sup>3</sup> )	13 (en 2013)	25	10	-	-
Ozone (O <sub>3</sub> )	Moyenne annuelle (µg/m <sup>3</sup> )	53	-	-	-	-
	Moyenne horaire (µg/m <sup>3</sup> )	-	-	-	180	240 (3h consécutives) 300 (3h consécutives) 360

Paramètre		Valeur 2018	Valeur limite	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuils d'alerte
	Nombre de dépassements de la valeur cible - moyenne sur 3 ans (jours)	14	-	-	-	-
	AOT40 végétation ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ).h	17 204	-	6 000	-	-
	AOT40 végétation moyen sur 5 ans ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ).h	10 205	-	18 000	-	-

Tableau 17 : État de la qualité de l'air à Saint-Quentin-Stade en 2018 (source : Atmo Hauts-de-France)

L'indice de qualité de l'air au cours de l'année 2018 à Saint-Quentin est bon à très bon durant 267 jours comme le montre la figure ci-dessous. Il a été mauvais à très mauvais pendant 6 jours : l'indice le plus élevé (indice 8 relevé 6 fois) est attribué pour 4 jours aux particules PM10 et 2 jours à l'ozone.

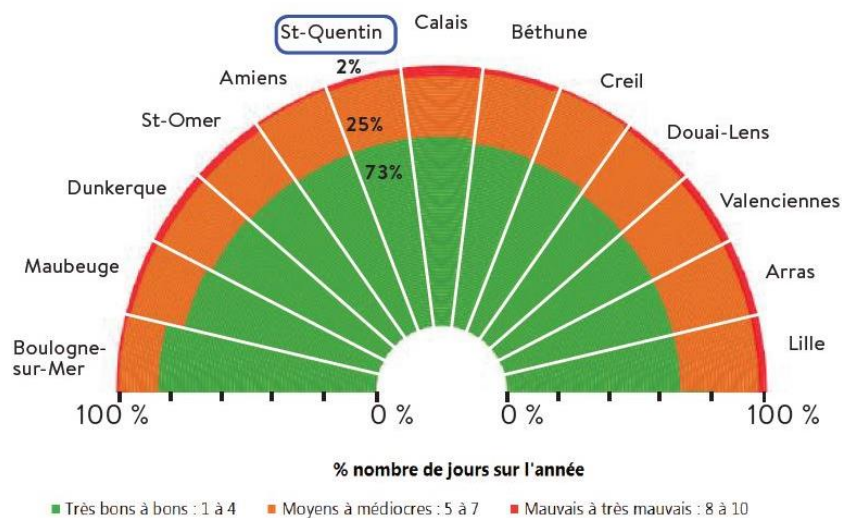


Figure 29 : Indices de la qualité de l'air à Saint-Quentin en 2018 (source : Atmo Hauts-de-France)

Aux abords des terrains du projet d'extension, les sources de pollution atmosphérique sont essentiellement liées à la circulation routière, à l'agriculture et dans une moindre mesure au chauffage des bâtiments aux alentours.

Il n'est pas relevé de source d'odeur particulière dans l'environnement proche du site.

#### IV.1.4 CLIMAT

La zone d'étude bénéficie d'un climat tempéré océanique se caractérisant par des saisons peu contrastées, des précipitations peu abondantes mais fréquentes. Les températures y sont modérées.

La station météorologique de référence la plus proche et la plus représentative du climat de la zone est la station de Saint-Quentin – Roupy. Les données présentées ci-dessous sont issues de cette station, sur la période 1981-2010.

La température moyenne annuelle est de 10,3°C. L'amplitude de variation des températures est relativement faible, typique d'un climat océanique. Les valeurs moyennes mensuelles minimales sont de 0,6°C pour des valeurs maximales de 23,4°C.

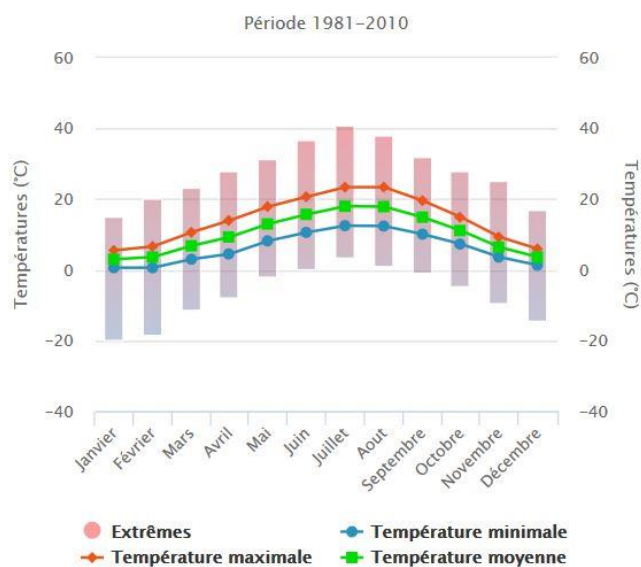


Figure 30 : Températures à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat.fr)

La hauteur moyenne de précipitations annuelle est de 702,6 mm. Les pluies sont régulièrement réparties sur l'année avec une hauteur de précipitations moyenne mensuelle variant de 48 mm au mois de février à 67,9 mm au mois d'août.

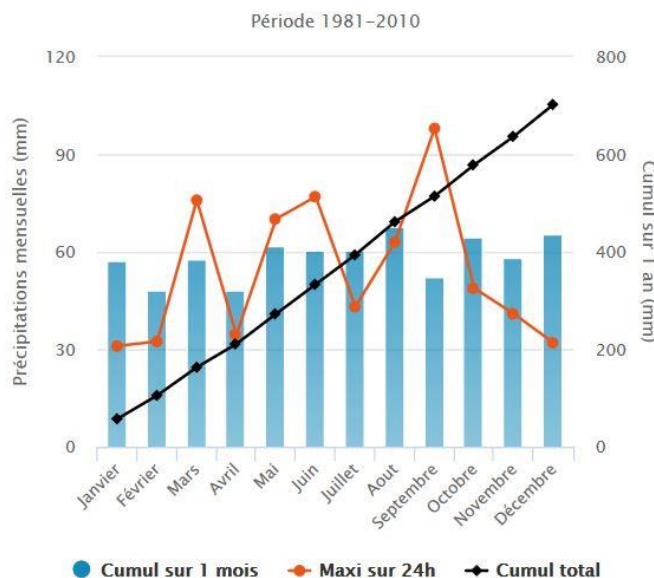


Figure 31 : Précipitations à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat.fr)

Les vents dominants proviennent du secteur Sud-Ouest ; la vitesse moyenne du vent s'établit à 4,12 m/s soit 14,83 km/h. Les rafales maximales observées sur la période 1981-2010 ont atteint la vitesse de 133,2 km/h un mois de février.

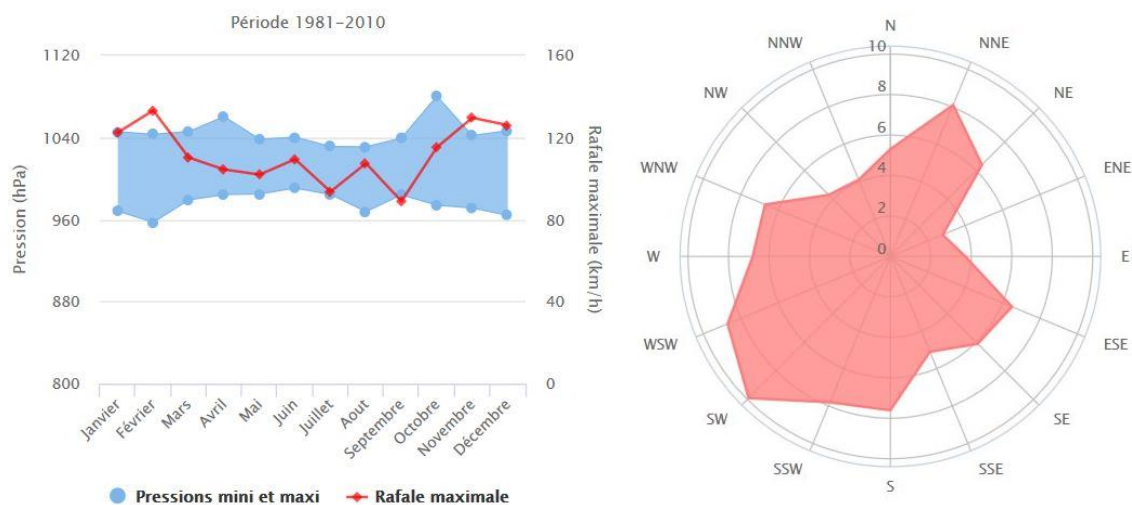


Figure 32 : Pressions, vents extrêmes et distribution du vent à Saint-Quentin – Roupy (source : infoclimat et windfinder)

L'activité orageuse d'une région est représentée par la densité des points de contact de la foudre au sol (Nsg), c'est-à-dire le nombre moyen d'impacts de foudre au sol par km<sup>2</sup> et par an. La densité moyenne française de points de contacts de la foudre au sol est de 1,12 nsg/km<sup>2</sup>/an. Dans la Somme, cette valeur est de 0,90 nsg/km<sup>2</sup>/an, ce qui en fait le 62<sup>ème</sup> département sur 96 – source : Météorage. La commune d'Ablaincourt-Pressoir est quant à elle classée 22051<sup>ème</sup> sur 36611.

## IV.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LES FACTEURS PHYSIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

### IV.2.1 INCIDENCES SUR LES SOLS ET LE SOUS-SOL

#### IV.2.1.1 En phase travaux

Le chantier de construction de la plateforme logistique nécessitera l'intervention de divers engins de terrassement, l'approvisionnement en matériaux et pièces pour la construction...

Ces opérations seront essentiellement à l'origine d'un risque de pollution des sols et du sous-sol en cas de fuite de fluide (carburant, huile de transmission...) sur un engin ou un véhicule utilisé.

Afin de réduire ce risque, des mesures de prévention et d'intervention seront imposées aux entreprises de travaux telles que l'obligation de stocker tout produit polluant dans des contenants et sur des rétentions adaptées, de ravitailler les engins à l'extérieur du site ou sur des aires étanches spécialement aménagées, de disposer de kits d'intervention en cas de fuite (absorbants, sable) etc. La bonne application de ces mesures sera vérifiée régulièrement tout au long du chantier par la société De RIJKE Picardie et/ou son maître d'œuvre.

#### IV.2.1.2 En phase d'exploitation

L'activité du site consistera en la réception, l'entreposage puis l'expédition de produits finis dans leurs emballages d'origine. Cette activité, dans son fonctionnement normal, n'est pas de nature à présenter des incidences sur la qualité des sols et du sous-sol du site.

Le risque de pollution résulte donc uniquement de l'occurrence d'événements incidentels ou accidentels tels que :

- une fuite de produits liquides entreposés au sein du bâtiment (chute, percement d'un contenant),
- une fuite de fluide sur un véhicule de transport,
- la production d'eaux d'extinction lors d'une intervention sur un incendie.

Pour le premier cas évoqué ci-dessus, il convient tout d'abord de rappeler qu'il y aura potentiellement du stockage de produits présentant un caractère dangereux pour l'environnement aquatique de risque chronique. Néanmoins, ces produits seront présents en faibles quantités. Ils représenteront au maximum 150 tonnes. Dans le cas où ces matières seraient sous forme liquides, elles seraient entreposées dans leurs contenants d'origine variant de quelques litres à 1 m<sup>3</sup> au maximum au sein de cuves IBC sans aucune opération de déconditionnement ou reconditionnement. Ainsi, en cas de déversement accidentel, fuite (...) la nappe resterait localisée. Dans le cas où des quantités plus importantes de ces produits devaient être déversés, les effluents seraient dirigés vers le bassin de confinement.

De plus, le sol des cellules de stockage en béton permettra de récupérer tout épandage accidentel de liquide et des kits d'intervention seront disposés dans le bâtiment à cet effet. Le personnel de l'entreprise sera formé à leur utilisation.

Concernant le risque de fuite de fluide sur les véhicules circulant au sein de l'établissement, l'ensemble des voies de circulation sera étanche et relié à un réseau de collecte des eaux pluviales qui seront dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures pour être traitées avant d'arriver dans la bassin étanche puis renvoyées dans le bassin d'infiltration. Il n'y aura par conséquent pas de possibilité de pollution des sols et du sous-sol du site par cette voie. Les eaux pluviales de la voie pompiers et service qui sera empierrée et stabilisée, rejoindront directement les noues paysagères puis le bassin d'infiltration. Cette voie sera empruntée

uniquement par les pompiers en cas d'incendie et par les véhicules de service de l'établissement. L'impact sur la pollution des sols et du sous-sol sera donc très limité.

Enfin, en cas de survenue d'un incendie, les eaux extinction produites seront également collectées au niveau des quais de déchargement et sur les voies de circulation étanches sans possibilité de s'infiltrer dans les sols et le sous-sol du site.

La gestion des eaux pluviales et des éventuelles eaux d'extinction est détaillée dans le chapitre suivant.

**Ainsi, l'exploitation de l'établissement ne présentera pas d'incidence vis-à-vis du sol et du sous-sol du site.**

## IV.2.2 INCIDENCES SUR LES EAUX

### IV.2.2.1 Usages et consommation

L'eau utilisée au sein de l'établissement restera uniquement prélevée sur le réseau public d'alimentation en eau potable. Il n'est pas envisagé de forage pour le prélèvement d'eaux souterraines.

Le raccordement du site au réseau est équipé d'un compteur et d'un clapet anti-retour permettant d'éviter tout retour d'eau vers le réseau public. L'extension ne nécessitera pas de nouveau point de raccordement au réseau.

L'eau restera essentiellement utilisée pour les besoins domestiques du personnel dans une moindre mesure pour le nettoyage des installations et pour le contrôle des équipements de défense contre l'incendie.

Sur la base de 60 employés présents en moyenne 230 jours par an et en considérant une consommation moyenne journalière de 50 litres par jour par personne, la consommation d'eau de l'établissement pour les usages domestiques peut être estimée à environ 690 m<sup>3</sup> par an, en configuration future.

L'entrepôt sera nettoyé au moyen de machines de type autolaveuses faiblement consommatrices d'eau. La consommation correspondante peut être estimée à quelques dizaines de m<sup>3</sup> par an.

Le contrôle des équipements de défense incendie (sprinklage notamment) est à l'origine d'une consommation d'eau estimée à quelques centaines de m<sup>3</sup> annuelle.

Ainsi, la consommation totale du site peut être estimée à environ 1 000 m<sup>3</sup> par an. Cette consommation est faible et représente à titre de comparaison l'équivalent de près de 8 ménages de 2,5 personnes (donnée INSEE – 120 m<sup>3</sup>/an pour un ménage de 2,5 personnes).

**Cette consommation n'est par conséquent pas susceptible de présenter un impact sur la disponibilité de la ressource au sein de la zone d'étude.**

#### IV.2.2.2 Rejets

L'exploitation en fonctionnement normal de l'établissement restera à l'origine de quatre types d'effluents aqueux :

- les eaux usées domestiques et eaux de lavage,
- les eaux pluviales de voiries imperméabilisées, susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de la voirie pompiers et service, non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de toitures.

En cas de survenue d'un incendie, l'utilisation des moyens d'intervention (RIA, sprinklage, poteaux et réserves incendie) pourra également être à l'origine d'un rejet d'eaux d'extinction.

Les modalités de gestion de ces différents effluents prévues au sein de l'établissement sont détaillées dans les chapitres suivants.

##### IV.2.2.2.1 Eaux usées domestiques et eaux de lavage

Les eaux usées domestiques resteront liées aux usages des installations sanitaires, des douches et des lavabos par le personnel. Les eaux de lavage des sols collectées au sein des machines auto-nettoyeuses rejoindront également ce réseau interne. Les eaux usées collectées au niveau des bureaux de l'extension rejoindront le réseau interne. L'ensemble des eaux usées du site sera raccordé en un seul point de rejet au réseau d'eaux usées du pôle d'activités afin d'y être traitées.

L'ensemble des eaux usées générées sur le site en configuration future rejoindra ainsi la station de traitement existante de la zone d'activités de Haute-Picardie dont la capacité nominale est de 900 équivalents habitants représentant une capacité de traitement journalière de 150 m<sup>3</sup> soit 54 750 m<sup>3</sup>/an. En termes de flux, la station d'épuration traite actuellement 38 m<sup>3</sup>/j soit 13 870 m<sup>3</sup>/an et peut encore admettre environ 35 000 m<sup>3</sup>/an avant d'atteindre sa capacité maximale. La consommation totale du site en configuration future est estimée à environ 1 000 m<sup>3</sup>/an, représentant moins de 3% de la capacité encore disponible de la station de traitement.

##### IV.2.2.2.2 Eaux pluviales

L'extension de la plateforme logistique entraînera une modification conséquente de la nature du sol avec son imperméabilisation sur une grande surface correspondant à l'emprise des bâtiments et des zones extérieures de circulation. Les eaux de pluie qui s'infiltrèrent actuellement dans les sols ruisselleront à l'issue de la construction du site à la surface des zones imperméabilisées ainsi créées. Ce ruissellement présente deux niveaux d'incidences simultanés qu'il convient de prévenir par des aménagements adaptés :

- l'augmentation notable du volume d'eaux pluviales drainées vers le milieu récepteur superficiel au détriment du milieu souterrain,
- l'entraînement de substances polluantes de type hydrocarbures et matières en suspension par les eaux pluviales ruisselant sur les voies de circulation et leur entraînement vers le milieu récepteur.

Ainsi, il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures visant à supprimer, réduire voire compenser ces incidences potentielles tant sur leur aspect quantitatif que qualitatif.

### **Régulation des eaux pluviales**

La suppression de l'impact quantitatif du projet vis-à-vis des eaux pluviales consisterait à conserver une infiltration de ces eaux dans le sous-sol à un niveau équivalent à la situation actuelle. Si cette solution ne pouvait être retenue pour des raisons de perméabilité du sous-sol et de dimensionnement des ouvrages correspondants, les mesures de réduction des incidences à mettre en place consisteraient à rejeter au milieu naturel superficiel les eaux pluviales collectées à un débit similaire à l'état actuel, moyennant l'implantation d'ouvrages de régulation dimensionnés à cet effet.

Dans le cas présent, les modalités de gestion quantitative des eaux pluviales ont d'ores et déjà été définies à l'échelle de l'ensemble du pôle d'activités Haute-Picardie. Ces modalités ont été détaillées au sein du dossier de demande d'autorisation IOTA réalisé en 2004. Ces modalités sont rappelées ci-dessous.

*« Conformément au Zonage d'Assainissement Pluvial qui considère la gestion des eaux pluviales à la parcelle comme « solution prioritaire », les eaux pluviales issues des espaces privés seront gérées au niveau de chaque parcelle par infiltration, et cela, à la charge de chaque propriétaire.*

*Ainsi, un réseau de collecte indépendant du réseau sous voirie publique sera mis en place au droit de chaque parcelle afin de collecter les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées avant infiltration.*

*Après aménagement, la totalité des eaux de pluie sera collectée et infiltrée sur place ce qui permettra une meilleure recharge de la nappe souterraine.*

*De plus, un traitement des eaux pluviales sera mis en place pour les eaux susceptibles d'être polluées (eaux pluviales issues des voiries et des parkings...). »*

Ces règles de gestion des eaux ont été respectées lors l'aménagement du site existant. En effet, la gestion des eaux pluviales en place est la suivante :

- les eaux pluviales ruisselant sur les toitures rejoignent directement le bassin d'infiltration de l'établissement,
- les eaux pluviales ruisselant sur la voie empierrée servant à l'intervention des services d'incendie et de secours ainsi que sur les espaces verts, sont collectées dans des noues paysagères puis rejoignent le bassin d'infiltration,
- les eaux pluviales de voiries imperméabilisées, correspondant aux voies de circulation des poids lourds et des véhicules légers, aux aires de stationnement et aux quais, sont dirigées vers un séparateur hydrocarbures puis vers le bassin étanche de l'établissement. Ces eaux pluviales sont ensuite orientées vers le bassin d'infiltration.

Afin d'intégrer le projet d'extension, les réseaux existants seront étendus pour maintenir la même gestion des eaux sur le site.

Compte tenu de la surface supplémentaire créée par le projet et drainée vers le bassin d'infiltration, un nouveau calcul de dimensionnement des besoins de régulation et infiltration a été réalisé par la suite. Ce calcul a pour objectif de déterminer les besoins complémentaires à mettre en œuvre pour s'assurer de la bonne régulation et infiltration sur le site en configuration projetée.

- Calcul du débit d'infiltration

Le sous-sol du site est constitué de limons surplombant le substratum crayeux. Le toit de la craie est localisé entre 6 et 8 m de profondeur. D'après les essais d'infiltration réalisés sur site, la perméabilité des limons est de l'ordre de  $3,46 \cdot 10^{-6}$  m/s à la hauteur du bassin, tandis que la perméabilité de la craie est plus importante, généralement comprise entre  $1$  et  $5 \cdot 10^{-5}$  m/s.

Afin d'assurer une infiltration suffisante à la gestion d'une pluie de fréquence de retour décennale, le choix a été fait d'aménager un bassin dont une partie du fond atteint un niveau de 1 m dans la craie, soit une profondeur d'environ 8 m par rapport au niveau du terrain naturel. Le fond en contact avec la craie représente une surface d'environ  $64 \text{ m}^2$  (8 m x 8 m) et les flancs présentant une pente de  $45^\circ$  (1 m en largeur pour 1 m en profondeur) représente une surface cumulée d'environ  $100 \text{ m}^2$ . La surface ainsi en contact avec la craie est d'environ  $100 \text{ m}^2$ . Pour le calcul ci-après, une perméabilité de  $1 \cdot 10^{-5}$  m/s a été retenue de manière dimensionnante, correspondant à un débit d'infiltration de 1 l/s.

Les noues de collecte et le reste de la surface du bassin d'infiltration représente actuellement une surface d'environ  $3\,641 \text{ m}^2$  en contact avec les limons ( $3\,061 \text{ m}^2$  de bassin et  $580 \text{ m}^2$  de noues – données constructeurs). Une perméabilité de  $3,46 \cdot 10^{-6}$  m/s a été retenue correspondant à un débit d'infiltration d'environ 12,25 l/s.

Le débit d'infiltration total cumulé pour l'aménagement prévu peut ainsi être évalué de manière dimensionnante à environ 13,25 l/s.

- Calcul du volume de tamponnement nécessaire

La méthode utilisée est la méthode dite « des pluies », méthode issue de l'instruction technique de 1977.

La méthode consiste à déterminer la différence de hauteur d'eau  $\Delta h$  entre la hauteur d'eau précipitée pour l'événement pluvieux de référence et la hauteur d'eau évacuée par le bassin au débit de fuite retenu.

#### Hauteur d'eau précipitée

La hauteur d'eau précipitée est déterminée à partir de la formule de Montana :

$$I = a * t^b$$

Avec :

*I : intensité de la pluie (en mm/min)*

*t : durée de la pluie (en min)*

*a = 479 et b = 0,741 pour une fréquence de retour décennal et une durée de l'épisode t compris entre 6 min et 192 h (valeurs à la station de St Quentin, statistiques sur la période 1982-2016)*

#### Débit spécifique de vidange

Le débit spécifique de vidange du bassin  $q_s$  (en mm/min) est déterminé à partir de la formule :

$$q_s = 60 * Q_s / S_a$$

Avec :

*Q<sub>s</sub> : débit de fuite en l/s*

*S<sub>a</sub> : surface active du bassin versant collecté en m<sup>2</sup>*

Dans le cas présent,  $Q_s$  est égal à 13,25 l/s.

Les surfaces futures se répartiront entre le bâtiment, les voiries lourdes et légères, l'aire bétonnée, les espaces verts... La surface active d'apport d'eaux pluviales prise en compte pour le dimensionnement du bassin est fonction de ces surfaces et de leurs coefficients d'apport respectifs. Ces éléments sont décrits dans le tableau suivant.

Occupation	Bâtiments	Voiries lourdes et légères	Ouvrage béton	Voies empierrées	Stabilisé	Bassin étanche	Bassin d'infiltration	Espaces verts	TOTAL
Surface (m <sup>2</sup> )	36140	9345	5029	5700	3003	1095	3970	15630	79912
Coeff. d'apport	1	0,9	1	0,9	0,9	1	1	0,15	0,81116
Surface d'apport (m <sup>2</sup> )	36140	8410,5	5029	5130	2702,7	1095	3970	2344,5	<b>64821,7</b>

Tableau 18 : Calcul de la surface active des bassins

La surface active  $S_a$  ainsi calculée est d'environ 64 822 m<sup>2</sup>.

### Calcul de $\Delta h$

La différence de hauteur d'eau est déterminée pour chaque durée d'épisode pluvieux d'occurrence décennale. La valeur la plus élevée sera retenue pour déterminer le volume minimal du bassin de régulation.

Durée de la pluie t (en min)	Intensité de la pluie I (en mm/h)	Hauteur d'eau précipitée en mm $h_{\text{pluie}} = I * t$	Hauteur d'eau évacuée $h_{\text{fuite}} = q_s * t$	Hauteur d'eau à stocker $\Delta h = h_{\text{pluie}} - h_{\text{fuite}}$
6	126,977	12,70	0,07	12,62
10	86,963	14,49	0,12	14,37
15	64,395	16,10	0,18	15,91
20,6	50,905	17,48	0,25	17,22
30	38,529	19,26	0,37	18,90
60	23,053	23,05	0,74	22,32
90	17,070	25,61	1,10	24,50
120	13,793	27,59	1,47	26,11
180	10,214	30,64	2,21	28,43
240	8,253	33,01	2,94	30,07
300	6,995	34,98	3,68	31,30
360	6,111	36,67	4,42	32,25
480	4,938	39,50	5,89	33,61
1010	2,845	47,90	12,39	<b>35,51</b>
1080	2,708	48,74	13,25	35,49
1440	2,188	52,50	17,66	34,84
2160	1,620	58,32	26,49	31,82
2880	1,309	62,83	35,33	27,50
3000	1,270	63,50	36,80	26,70
4000	1,026	68,41	49,06	19,35

Tableau 19 : Calcul des  $\Delta h$

La hauteur maximale à stocker est obtenue pour un épisode pluvieux d'une durée d'environ 1 010 minutes soit environ 17 heures :  $\Delta h_{\text{max}} = 35,51$  mm.

### Calcul du volume de tamponnement

Le volume de tamponnement minimal nécessaire est obtenu à partir de la formule suivante :

$$V = 10 * \Delta h_{\max} * Sa$$
$$V = 10 \times 35,51 \times 6,4832$$
$$V = 2\,302 \text{ m}^3$$

Avec :

$\Delta h_{\max}$  : hauteur d'eau maximale à stocker en mm

Sa : surface active du bassin versant collecté en ha

**Ainsi le besoin en volume de tamponnement est d'environ 2 302 m<sup>3</sup>. Le bassin actuellement en place a une capacité d'environ 1 960 m<sup>3</sup> pour une altitude de remplissage de 80,165 m, correspondant au fil d'eau du rejet du bassin de confinement de l'établissement.**

**En vue de réguler l'ensemble des eaux pluviales au sein du bassin existant, il est prévu de recréer une sur-profondeur entraînant une augmentation de la capacité de 1 500 m<sup>3</sup> portant à environ 3 400 m<sup>3</sup> la capacité future du bassin.**

**Il peut être noté que cette sur-profondeur servira aussi d'apport de terre pour la phase d'extension (équilibre déficitaire en remblai) mais permettra également d'infiltrer au plus près de la craie, facilitant l'infiltration dans les sols.**

Les emplacements des réseaux d'eaux pluviales envisagés au sein de l'établissement ainsi que du bassin de régulation et des équipements associés sont visibles sur le plan de masse du projet figurant en pièce jointe n°48.

### Dimensionnement du séparateur hydrocarbures

Les eaux pluviales ruisselant sur les aires de circulation sont actuellement traitées au sein d'un séparateur d'hydrocarbures de classe I, permettant d'assurer une teneur maximale en hydrocarbures résiduels de 5 mg/l. Cet ouvrage est implanté en amont du bassin de rétention. Afin d'intégrer les nouvelles surfaces à traiter, le séparateur d'hydrocarbures actuel sera remplacé par un nouveau séparateur permettant de traiter l'ensemble des eaux pluviales ruisselant sur les voiries.

Le dimensionnement de cet ouvrage sera réalisé conformément à la norme française NF EN 858 :

- NF EN 858-1 : principes pour la conception, les performances et les essais, le marquage et la maîtrise de la qualité,
- NF EN 858-2 : installations de séparation de liquides légers (par exemple hydrocarbures) – Partie 2. Choix des tailles nominales, installation, service et entretien.

Dans le cas présent, le nouveau séparateur d'hydrocarbures sera positionné en amont du bassin étanche de confinement et par conséquent du bassin d'infiltration. Il devra par conséquent être en mesure de traiter 20 % du débit décennal, correspondant à une pluie équivalente de retour 2 mois, soit un débit nominal de 100 l/s (20% du débit décennal maximal observé, soit celui correspondant à une pluie d'occurrence décennale d'une durée de 6 minutes).

La norme NF EN 858-1 ne définit pas de volume minimum de la chambre de séparation des hydrocarbures. Cependant, il est recommandé de retenir un temps de passage minimal de 90 s au sein de l'ouvrage afin d'obtenir un traitement optimal (source : charte de qualité ISGH). Le volume minimal de la chambre de séparation d'hydrocarbures sera par conséquent de 9 000l.

#### IV.2.2.3 Compatibilité au SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie pour la période 2016-2021 a été arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015. Il succède au SDAGE 2010-2015. En plus de la gestion quantitative, qualitative et des milieux dans le prolongement du précédent SDAGE, il s'ouvre à de nouveaux enjeux et notamment celui du changement climatique.

Ce schéma directeur a identifié 5 enjeux déclinés en 34 orientations elles-mêmes déclinées en 79 dispositions à mettre en œuvre. Le tableau suivant présente, s'il y a lieu, les mesures retenues dans le cadre du projet porté par DE RIJKE Picardie vis-à-vis de chacune de ces dispositions.

Enjeux, orientations et dispositions du SDAGE	Mesures retenues
Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques	
<b><u>Orientation A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux</u></b>	
Disposition A-1.1 Adapter les rejets à l'objectif de bon état	Les rejets d'eaux pluviales par infiltration respecteront les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017
Disposition A-1.2 Améliorer l'assainissement non collectif	Les eaux usées rejoindront le réseau public d'assainissement
Disposition A-1.3 Améliorer les réseaux de collecte	Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées seront distincts
<b><u>Orientation A-2 Maitriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)</u></b>	
Disposition A-2.1 Gérer les eaux pluviales	Les eaux pluviales seront tamponnées puis infiltrées sur site, après traitement pour les eaux pluviales de voiries imperméabilisées
Disposition A-2.2 Réaliser les zonages pluviaux	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire</u></b>	
Disposition A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Pas d'activité agricole envisagée
Disposition A-3.2 Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-3.3 Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation A-4 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer</u></b>	
Disposition A-4.1 Limiter l'impact des réseaux de drainage	Pas d'activité agricole envisagée
Disposition A-4.2 Gérer les fossés	
Disposition A-4.3 Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	
<b><u>Orientation A-5 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée</u></b>	
Disposition A-5.1 Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques	Pas de pompage d'eau
Disposition A-5.2 Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif	Pas de prélèvement au milieu naturel

Enjeux, orientations et dispositions du SDAGE	Mesures retenues
Disposition A-5.3 Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques	Absence de cours d'eau et de milieu aquatique sur site
Disposition A-5.4 Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-5.5 Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux	Absence de cours d'eau et de milieu aquatique sur site
Disposition A-5.6 Définir les caractéristiques des cours d'eau	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-5.7 Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation A-6 Assurer la continuité écologique et sédimentaire</u></b>	
Disposition A-6.1 Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-6.2 Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau	
Disposition A-6.3 Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs	
Disposition A-6.4 Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles	
<b><u>Orientation A-7 Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité</u></b>	
Disposition A-7.1 Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-7.2 Limiter la prolifération d'espèces invasives	
Disposition A-7.3 Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau	
<b><u>Orientation A-8 Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière</u></b>	
Disposition A-8.1 Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Pas de carrière
Disposition A-8.2 Remettre les carrières en état après exploitation	
Disposition A-8.3 Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance	
<b><u>Orientation A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité</u></b>	
Disposition A-9.1 Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau	Pas de zone humide sur le terrain
Disposition A-9.2 Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme	
Disposition A-9.3 Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	Pas de zone humide sur le terrain
Disposition A-9.4 Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition A-9.5 Gérer les zones humides	Pas de zone humide sur le terrain
<b><u>Orientation A-10 Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles</u></b>	
Disposition A-10.1 Améliorer la connaissance des micropolluants	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation A-11 Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants</u></b>	
Disposition A-11.1 Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel	Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées seront traitées avant infiltration

Enjeux, orientations et dispositions du SDAGE	Mesures retenues
Disposition A-11.2 Maitriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations	Seules des eaux usées sanitaires seront envoyées vers le réseau public d'assainissement
Disposition A-11.3 Eviter d'utiliser des produits toxiques	L'activité de l'établissement ne nécessitera pas l'emploi de produits toxiques
Disposition A-11.4 Réduire à la source les rejets de substances dangereuses	L'activité ne sera pas à l'origine d'un rejet de substances dangereuses
Disposition A-11.5 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO	Aucun produit phytosanitaire ne sera employé pour l'entretien des espaces verts
Disposition A-11.6 Se prémunir contre les pollutions accidentelles	Les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie seront confinées au sein d'un bassin étanche et au niveau des quais et réseau d'eaux pluviales de voirie.
Disposition A-11.7 Caractériser les sédiments avant tout curage	Lors du nettoyage du bassin étanche, les sédiments feront l'objet d'une analyse avant évacuation vers une filière adaptée
Disposition A-11.8 Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides dans le cadre de la concertation avec les SAGE	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation A-12 Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués</u></b>	
<b>Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</b>	
<b><u>Orientation B-1 Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE</u></b>	
Disposition B-1.1 Préserver les aires d'alimentation des captages	Terrain en dehors d'un périmètre de protection de captage
Disposition B-1.2 Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires	
Disposition B-1.3 Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	
Disposition B-1.4 Etablir des contrats de ressources	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition B-1.5 Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages	
Disposition B-1.6 En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée	
Disposition B-1.7 Maitriser l'exploitation du gaz de couche	
<b><u>Orientation B-2 Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau</u></b>	
Disposition B-2.1 Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition B-2.2 Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	
<b><u>Orientation B-3 Inciter aux économies d'eau</u></b>	
Disposition B-3.1 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Une autolaveuse sera utilisée afin de réduire la quantité d'eau utilisée
<b><u>Orientation B-4 Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères</u></b>	
Disposition B-4.1 Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation B-5 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable</u></b>	
Disposition B-5.1 Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation B-6 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères</u></b>	

Enjeux, orientations et dispositions du SDAGE	Mesures retenues
Disposition B-6.1 Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition B-6.2 Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse	
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations	
Orientation C-1 Limiter les dommages liés aux inondations	
Disposition C-1.1 Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition C-1.2 Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues	
Orientation C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	
Disposition C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les eaux pluviales feront l'objet d'un tamponnement, dimensionné sur une pluie d'occurrence décennale, avant infiltration
Orientation C-3 Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	
Disposition C-3.1 Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Pas du ressort du porteur de projet
Orientation C-4 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	
Disposition C-4.1 Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	Pas du ressort du porteur de projet
Enjeu D : Protéger le milieu marin	
Orientation D-1 Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées (document d'accompagnement numéro 1)	
Disposition D-1.1 Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition D-1.2 Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles	
Orientation D-2 Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture	
Orientation D-3 Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	
Disposition D-3.1 Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement	Terrain éloigné du littoral
Orientation D-4 Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux	
Disposition D-4.1 Réduire les pollutions issues des installations portuaires	Pas du ressort du porteur de projet
Orientation D-5 Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin	
Disposition D-5.1 Mesurer les flux de nutriments à la mer	Pas du ressort du porteur de projet
Orientation D-6 Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	
Disposition D-6.1 Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral	Terrain éloigné du littoral
Disposition D-6.2 Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins	
Disposition D-6.3 Réduire les quantités de macrodéchets en mer et sur le littoral	

Enjeux, orientations et dispositions du SDAGE	Mesures retenues
<b><u>Orientation D-7 Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage</u></b>	
Disposition D-7.1 Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition D-7.2 S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu	
<b>Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau</b>	
<b><u>Orientation E-1 Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE</u></b>	
Disposition E-1.1 Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition E-1.2 Développer les approches inter SAGE	
Disposition E-1.3 Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE	
<b><u>Orientation E-2 Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE.</u></b>	
<b><u>L'autorité administrative favorise l'émergence de maitres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines »</u></b>	
Disposition E-2.1 Mettre en place la compétence GEMAPI	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition E-2.2 Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI	
<b><u>Orientation E-3 Former, informer et sensibiliser</u></b>	
Disposition E-3.1 Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation E-4 Adapter, développer et rationaliser la connaissance</u></b>	
Disposition E-4.1 Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Orientation E-5 Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs</u></b>	
Disposition E-5.1 Développer les outils économiques d'aide à la décision	Pas du ressort du porteur de projet

Tableau 20 : Compatibilité du projet au SDAGE Artois-Picardie

**L'analyse de ces éléments permet de démontrer la comptabilité du projet au SDAGE Artois-Picardie.**

#### IV.2.2.4 Compatibilité au SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Haute Somme a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 15 juin 2017. Son périmètre comprend les sources de la Somme, l'amont du fleuve Somme jusqu'à Corbie et ses affluents.

Le « cœur » du schéma est constitué par le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Ce document définit notamment les principaux enjeux de la gestion de l'eau, les objectifs généraux du SAGE, l'identification des moyens prioritaires permettant de les atteindre ainsi que les moyens matériels et financiers nécessaires.

La commission locale de l'eau a défini une orientation stratégique articulée autour de 4 enjeux :

- préserver et gérer la ressource en eau,
- préserver et gérer les milieux naturels aquatiques,
- gérer les risques majeurs,
- communication et gouvernance.

Ces enjeux ont été déclinés en 17 objectifs généraux, eux-mêmes déclinés en 56 dispositions comprenant des dispositions de mise en compatibilité, des recommandations (orientations des gestion et actions de communication) et des rappels réglementaires.

Le tableau suivant présente, s'il y a lieu, les mesures retenues dans le cadre du projet porté par DE RIJKE Picardie vis-à-vis de chacune de ces dispositions.

Enjeux, objectifs et dispositions du SAGE	Mesures retenues
Enjeu 1 : Préserver et gérer la ressource en eau	
<b><u>Objectif 1A Protéger la ressource en eau et les captages d'alimentation en eau potable</u></b>	
Disposition 1A-d1 : Mettre en place un observatoire de la situation des captages	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 1A-d2 : Protéger tous les captages à l'aide d'une déclaration d'utilité publique	
Disposition 1A-d3 : Développer les interconnexions entre les réseaux d'eau potable	
Disposition 1A-d4 : Protéger les périmètres des aires d'alimentation de captages sensibles	
<b><u>Objectif 1B optimiser l'utilisation de la ressource et stabiliser la consommation</u></b>	
Disposition 1B-d5 : Améliorer les rendements des réseaux d'alimentation en eau potable	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 1B-d6 : Accompagner les différentes catégories d'usagers de l'eau dans la réalisation d'économies	Une autolaveuse sera utilisée afin de réduire la quantité d'eau utilisée
<b><u>Objectif 1C lutter contre les pollutions générées par les eaux usées</u></b>	
Disposition 1C-d7 : Mobiliser les collectivités territoriales pour la mise en place des zonages d'assainissement des eaux pluviales	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 1C-d8 : Inciter les collectivités territoriales à améliorer l'assainissement non collectif	
Disposition 1C-d9 : Inciter les collectivités territoriales à améliorer la gestion des matières de vidange issues de l'assainissement non collectif	
Disposition 1C-d10 : Améliorer la connaissance sur les micropolluants et les substances médicamenteuses	
Disposition 1C-d11 : Identifier les systèmes d'assainissement collectif ayant un impact sur les milieux	

Enjeux, objectifs et dispositions du SAGE	Mesures retenues
Disposition 1C-d12 : Améliorer l'autosurveillance des systèmes d'assainissement collectif	
<b>Objectif 1D Lutter contre les pollutions diffuses d'origine agricole</b>	
Disposition 1D-d13 : Encourager et accompagner les pratiques agricoles limitant l'utilisation de produits phytosanitaires	Pas d'activités agricole
Disposition 1D-d14 : Encourager et accompagner les pratiques agricoles limitant la fertilisation	
Disposition 1D-d15 : Communiquer auprès de la profession agricole sur les programmes d'aides existants quant à la préservation de l'environnement	
Disposition 1D-d16 : Accompagner les exploitants agricoles dans la conversion à l'agriculture biologique	
<b>Objectif 1E Lutter contre les pollutions d'origine industrielle</b>	
Disposition 1E-d17 : Améliorer la connaissance des sites et sols pollués	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 1E-d18 : Améliorer la gestion des rejets des PME et des PMI dans les milieux aquatiques	Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées seront traitées avant infiltration. Seules des eaux usées sanitaires seront produites par l'activité. Elles rejoindront le réseau public d'assainissement
Disposition 1E-d19 : Améliorer la gestion des déchets toxiques en quantités dispersées	L'établissement ne sera pas à l'origine de la production de déchets toxiques
<b>Objectif 1F Réaliser un suivi des sédiments pollués</b>	
Disposition 1F-d20 : Gérer les sédiments contaminés	Lors du nettoyage du bassin étanche, les sédiments feront l'objet d'une analyse avant évacuation vers une filière adaptée
<b>Objectif 1G Lutter contre l'utilisation de produits phytosanitaires en zones non agricoles</b>	
Disposition 1G-d21 : Sensibiliser les collectivités territoriales à la réduction des pesticides	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 1G-d22 : Sensibiliser les exploitants d'infrastructures linéaires à la réduction des pesticides	
Disposition 1G-d23 : Sensibiliser les particuliers à la réduction des pesticides	
<b>Enjeu 2 : Préserver et gérer es milieux naturels aquatiques</b>	
<b>Objectif 2A Préserver et reconquérir les milieux humides</b>	
Disposition 2A-d24 : Faire vivre la commission thématique « zones humides »	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 2A-d25 : Identifier et délimiter les zones humides du territoire	
Disposition 2A-d26 : Gérer les zones humides pour les préserver	Terrain situé en dehors de zones humides
Disposition 2A-d27 : Informer les collectivités territoriales et leurs groupements, les usagers et les propriétaires sur les modalités d'entretien des zones humides et les risques de dégradation	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 2A-d28 : Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme	
Disposition 2A-d29 : Améliorer le suivi quantitatif des affluents de la Somme et gérer les étiages	
Disposition 2A-d30 : Mettre en place une gestion des plans d'eau	
Disposition 2A-d31 : Mettre en place une gestion adaptée des étangs de la Haute Somme (de Béthencourt à Bray)	
Disposition 2A-d32 : Mettre en place une gestion adaptée des étangs entre Bray-sur-Somme et Corbie	
Disposition 2A-d33 : Lutter contre les espèces exotiques envahissantes	

Enjeux, objectifs et dispositions du SAGE	Mesures retenues
Disposition 2A-d34 : Maîtriser les Habitats Légers de Loisirs	
<b><u>Objectif 2B Améliorer l'hydromorphologie des cours d'eau et restaurer les potentialités piscicoles</u></b>	
Disposition 2B-d35 : Assurer l'aménagement et l'entretien des cours d'eau	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 2B-d36 : Identifier et caractériser les obstacles à l'écoulement	
Disposition 2B-d37 : Élaborer un plan de gestion adapté des obstacles à l'écoulement afin d'améliorer la continuité écologique longitudinale de la Somme et ses affluents	
Disposition 2B-d38 : Protéger et restaurer les continuités transversales de la Somme et ses affluents	
Disposition 2B-d39 : Évaluer les potentialités piscicoles des cours d'eau du territoire	
<b><u>Objectif 2C Concilier les usages liés aux milieux aquatiques</u></b>	
Disposition 2C-d40 : Développer et promouvoir une offre de loisirs durables	Pas du ressort du porteur de projet
<b>Enjeu 3 : Gérer les risques majeurs</b>	
<b><u>Objectif 3A Contrôler et limiter l'aléa inondation/ruissellement/érosion des sols</u></b>	
Disposition 3A-d41 : Mettre en place une gestion concertée des ouvrages hydrauliques	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 3A-d42 : Lutter contre le ruissellement et l'érosion des sols en partenariat avec les collectivités territoriales	
Disposition 3A-d43 : Protéger les éléments fixes du paysage jouant un rôle hydraulique dans les documents d'urbanisme	
<b><u>Objectif 3B Contrôler et réduire la vulnérabilité vis à vis des risques majeurs</u></b>	
Disposition 3B-d44 : Sensibiliser sur la réduction de la vulnérabilité du bâti	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Objectif 3C Anticiper et se préparer à gérer une crise</u></b>	
Disposition 3C-d45 : Mobiliser les collectivités territoriales à la mise en place de leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS)	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 3C-d46 : Sensibiliser au Transport de Matières Dangereuses	
<b><u>Objectif 3D Entretenir la culture de prévention/mémoire du risque</u></b>	
Disposition 3D-d47 : Mettre en valeur et communiquer sur l'existence des repères de crues	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 3D-d48 : Élaborer les Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM)	
Disposition 3D-d49 : Mettre en place des formations pour les scolaires sur les risques naturels existants	
<b>Enjeu 4 : Communication et gouvernance</b>	
<b><u>Objectif 4A Communiquer et sensibiliser les utilisateurs de la ressource en eau</u></b>	
Disposition 4A-50 : Mettre en œuvre un programme de sensibilisation des usagers de la ressource en eau	Pas du ressort du porteur de projet
<b><u>Objectif 4B Communiquer autour du SAGE</u></b>	
Disposition 4B-d51 : Collecter des données pour suivre la mise en œuvre du SAGE	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 4B-d52 : Créer un tableau de bord et de suivi de la mise en œuvre du SAGE	
Disposition 4B-d53 : Communiquer par le biais de presse locale et des lettres d'information des collectivités territoriales pour diffuser le SAGE	
Disposition 4B-d54 : Mettre en place un outil d'accompagnement des collectivités territoriales et de leurs	

Enjeux, objectifs et dispositions du SAGE	Mesures retenues
groupements pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SAGE	
<b>Objectif 4C Garantir la gouvernance autour du SAGE</b>	
Disposition 4C-d55 : Pérenniser les moyens pour la mise en œuvre du SAGE	Pas du ressort du porteur de projet
Disposition 4C-d56 : Favoriser la transversalité entre les acteurs de l'eau implantés sur le territoire	

*Tableau 21 : Compatibilité du projet au SAGE de la Haute Somme*

**L'analyse de ces éléments permet de démontrer la comptabilité du projet au SAGE Haute Somme.**

#### IV.2.3 INCIDENCES SUR L'AIR ET LES ODEURS

L'activité de la plateforme d'entrepôt de produits divers manufacturés ne sera pas à l'origine d'émissions atmosphériques ou d'odeurs particulières. Les produits seront stockés dans leurs contenants d'origine, sans opération de déconditionnement ou reconditionnement. Il n'y aura par ailleurs aucun stockage en vrac de matières pulvérulentes pouvant être à l'origine de rejets de poussières.

Les émissions atmosphériques liées à l'activité de l'établissement resteront principalement liées aux gaz d'échappement des poids lourds utilisés pour le transport des marchandises. Ces véhicules seront entretenus régulièrement et feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires permettant de vérifier le respect des valeurs limites de rejets des gaz d'échappement. De plus, les opérations de chargement et de déchargement se feront moteurs à l'arrêt.

Les émissions atmosphériques liées aux 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel seront limitées car elles seront utilisées essentiellement pour le maintien hors gel des cellules, nécessaire au bon fonctionnement des équipements de défense contre l'incendie (sprinklage, RIA). Ainsi, leur durée de fonctionnement sera limitée et leur puissance prévue sera faible, limitant par conséquent les rejets gazeux émis à l'atmosphère.

De plus, lors de la conception du site, le choix du combustible alimentant les chaudières s'est porté sur le gaz naturel. Ce combustible présente l'avantage d'être très faiblement générateur de dioxyde de soufre ou de particules, en comparaison à du fioul domestique.

En complément, afin de s'assurer du bon fonctionnement de ses installations et d'éviter des rejets anormaux liés à un fonctionnement dégradé, les chaudières feront l'objet d'une maintenance et d'un contrôle régulier par une société spécialisée.

Enfin, les chaudières sont et seront associées à des cheminées permettant une bonne diffusion des gaz de combustion. A ce titre, conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, la nouvelle chaudière présentant une puissance de 1 MW sera associée à une cheminée dépassant d'un minimum 3 m la hauteur de la cellule (installation fonctionnant moins de 500 heures par an). La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale sera au moins égale à 5 m/s pour s'assurer de la bonne diffusion des gaz à l'atmosphère.

*Remarque : la communauté de communes Terre de Picardie ne fait pas partie des collectivités visées par l'obligation de mise en place d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA). L'analyse de la compatibilité du projet avec un tel plan n'est donc pas nécessaire.*

#### IV.2.4 INCIDENCES SUR LE CLIMAT







L'activité de l'établissement en configuration projetée sera à l'origine de rejets de gaz à effet de serre essentiellement liés à la circulation des véhicules sur le site. Ces gaz contribuent au réchauffement climatique général observé depuis plusieurs décennies et fortement influencé par les activités anthropiques. La communauté internationale a pris conscience de l'enjeu du réchauffement climatique dès 1993 avec la signature à Rio de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques. Le protocole de Kyoto est ensuite intervenu pour fixer aux pays industrialisés des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Plus récemment à l'occasion de la COP 21, l'accord de Paris a fixé l'objectif de limiter la hausse des températures moyennes « nettement en dessous » de 2°C d'ici à 2100 (par rapport à la température de l'ère préindustrielle) en renforçant les efforts pour atteindre la cible de 1,5°C.

A l'échelle du projet, les mesures pour limiter les rejets atmosphériques liées aux activités de l'établissement ont été présentées ci-dessus.

### IV.3. SYNTHÈSE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur les facteurs physiques de l'environnement et l'état résiduel de ces incidences.

Les incidences résiduelles sont cotées avec un code couleur permettant de traduire leur importance :

-  : incidence positive du projet sur son environnement,
-  : incidence nulle,
-  : incidence très faible,
-  : incidence faible,
-  : incidence modérée,
-  : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>3</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Sols et sous-sol	Mesures de prévention et d'intervention imposées aux entreprises de travaux pendant la phase chantier : rétentions, ravitaillement à l'extérieur ou sur des zones adaptées...	E	X		X	
	Sol du bâtiment en béton, présence de kits d'intervention et formation du personnel	E	X			X
	Bassin étanche de rétention ICPE couplé aux quais pour confiner les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie	E	X			X
Eaux	Raccordement des eaux usées de l'extension au réseau interne puis raccordement au réseau public de collecte et de traitement (absence de nouveau raccordement)	R		X		X
	Régulation des eaux pluviales au sein du bassin d'infiltration présent sur le site	R	X	X		X
	Traitement des eaux pluviales des voiries imperméabilisées au sein d'un séparateur d'hydrocarbures avant transfert vers le bassin ICPE puis vers le bassin d'infiltration.	R	X			X
Air et odeurs Climat	Opérations de chargement déchargement des poids lourds moteurs à l'arrêt	E	X			X
	Installation de 2 chaudières d'une puissance de 480 kW (chaudière déjà en place) et 1 MW fonctionnant au gaz naturel qui feront l'objet de contrôles et d'un entretien régulier	R	X			X

Tableau 22 : Mesures ERC et A sur les facteurs physiques

<sup>3</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

## V. PATRIMOINE CULTUREL ET PAYSAGE

### V.1.ÉTAT ACTUEL DU PATRIMOINE CULTUREL ET DU PAYSAGE

#### V.1.1 PATRIMOINE CULTUREL

##### V.1.1.1 Monuments historiques

La base de données Mérimée recense le patrimoine monumental français, de la Préhistoire à l'époque actuelle : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle. Cette base de données est mise jour régulièrement par l'inventaire général du patrimoine culturel et par la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

La consultation de cette base a permis d'identifier la présence de quatre monuments historiques localisés au sein de la zone d'étude. Leurs caractéristiques et leur localisation sont détaillées dans le tableau et sur la figure suivante.

Commune	Nom	Protection		Description	Distance au projet
		Nature	Date		
Assevillers	Polissoir dit Grès de Saint-Martin	Classé	11/02/1899	Bloc de grès	4,8 km au Nord
Villers-Carbonnel	Château d'Haplaincourt	Inscrit	24/04/1926	Reste du château d'Haplaincourt	6,9 km à l'Est
Saint-Christ-Briost	Église	Classé	23/09/1922	Chapelle de Briost	6,7 km à l'Est
Saint-Christ-Briost	Ancien cimetière	Classé	18/08/1926	Ancien cimetière entourant la chapelle de Briost	6,7 km à l'Est

Tableau 23 : Monuments historiques de la zone d'étude (source : Mérimée)

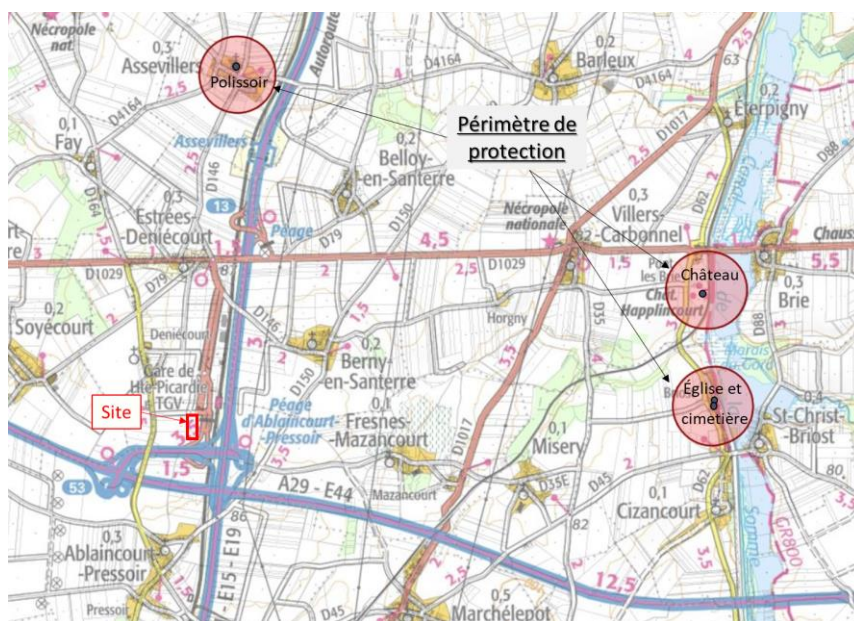


Figure 33 : Localisation des monuments historiques de la zone d'étude (source : atlas.patrimoines.culture.fr)

Les terrains du projet d'extension sont localisés en dehors des périmètres de protection établis pour ces monuments.

### V.1.1.2 Sites classés ou inscrits

La consultation de l'atlas des patrimoines mis en place par le Ministère de la culture a permis d'identifier la présence d'un site pittoresque classé, localisé à environ 11,6 km au Nord du projet sur la commune de Suzanne. Il s'agit d'un grand ensemble paysager formé par le village comprenant le château et son parc ainsi que l'église et les voies adjacentes. Ce site a été classé en 1980 afin d'assurer à long terme la conservation du château datant du XVII<sup>ème</sup> siècle et l'église du XVIII<sup>ème</sup> présentent à la fois un intérêt paysager et architectural. La localisation de ce site est présentée ci-dessous.

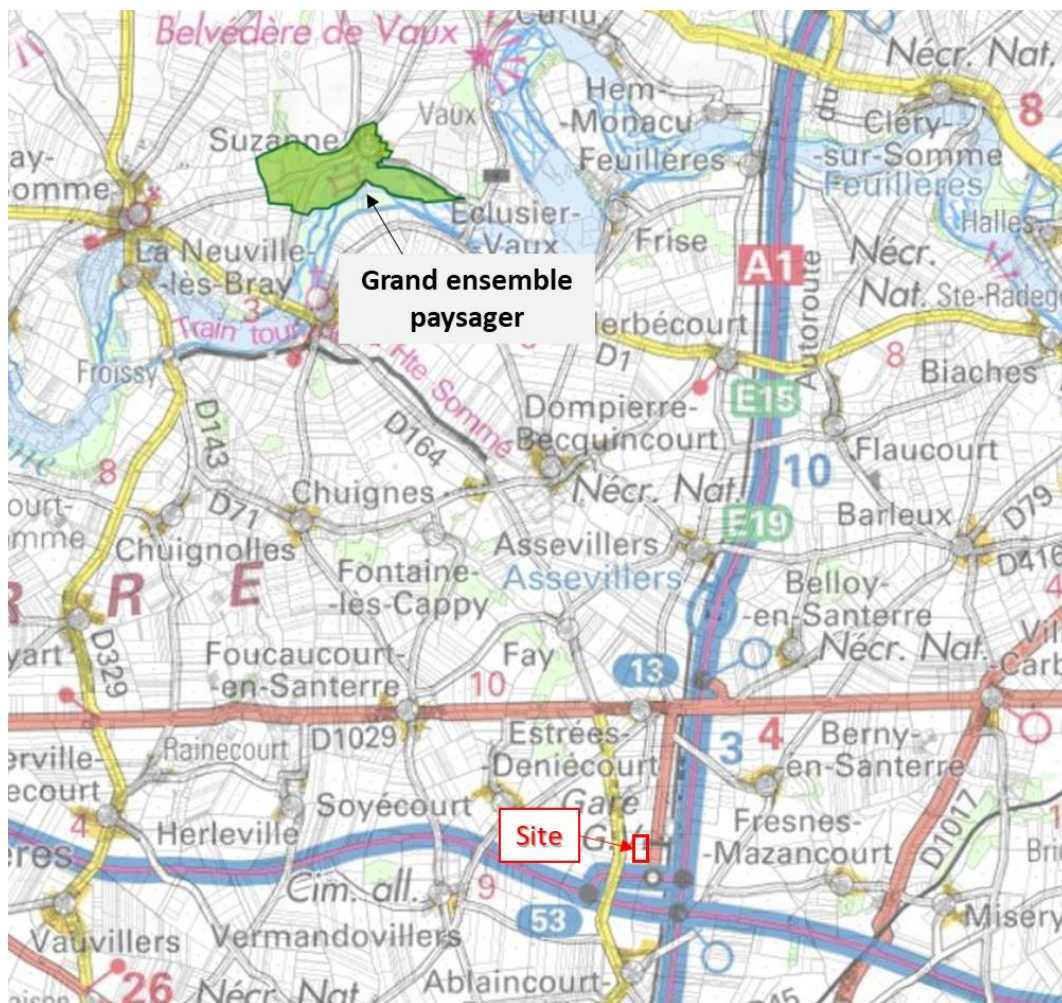


Figure 34 : Localisation du site classé de la zone d'étude (source : atlas.patrimoines.culture.fr)

### V.1.1.3 Sites archéologiques

D'après l'atlas des patrimoines, les terrains du projet d'extension sont localisés au sein d'une zone de présomption de prescription archéologique depuis 2008. La localisation de cette zone est présentée ci-dessous.

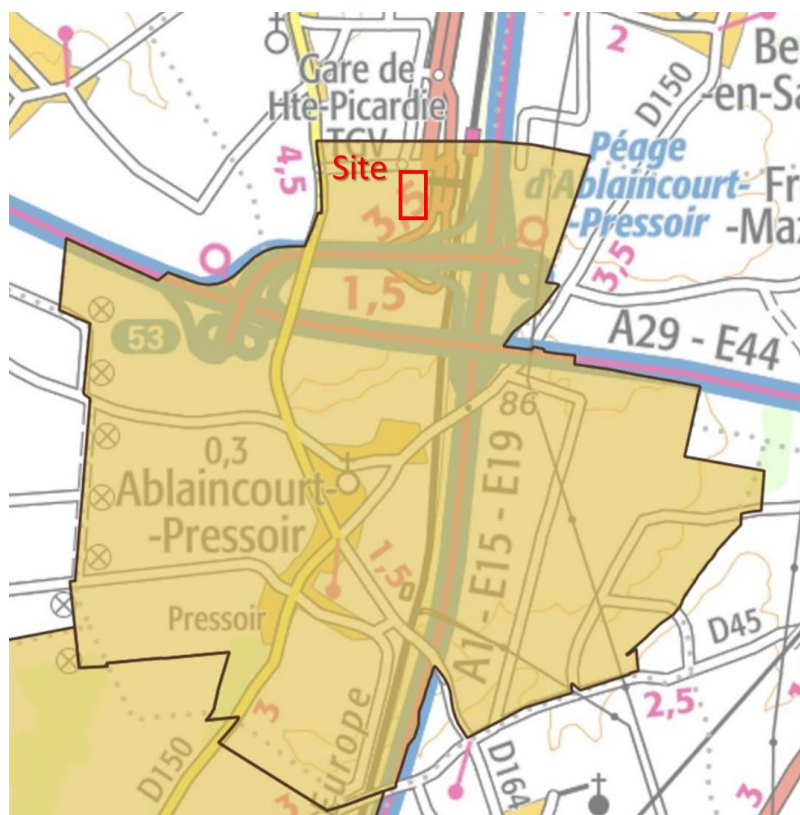


Figure 35 : Localisation des zones de présomption de prescription archéologique (source : [atlas.patrimoines.culture.fr](http://atlas.patrimoines.culture.fr))

Les parcelles ont fait l'objet de plusieurs arrêtés de prescription archéologique. Des prescriptions de fouilles archéologiques préventives et de préservation partielle du sous-sol ont été réalisées à l'emplacement de deux sites archéologiques présents sur les terrains du projet (arrêté du 14 février 2007 et du 06 mars 2007). Suite à l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009, la DRAC libère les terrains du projet de toute contrainte à l'exception des zones « non aedificandi » bordant le barreau de liaison des autoroutes A1 et A29 sur 40 m de large situé au Sud-Ouest des terrains.

## V.1.2 CONTEXTE PAYSAGER

### V.1.2.1 Topographie

La zone d'étude présente une altitude moyenne comprise entre +80 m et +83 m NGF. La topographie locale est peu accusée, étant drainée à l'Est par la Somme et ses affluents.

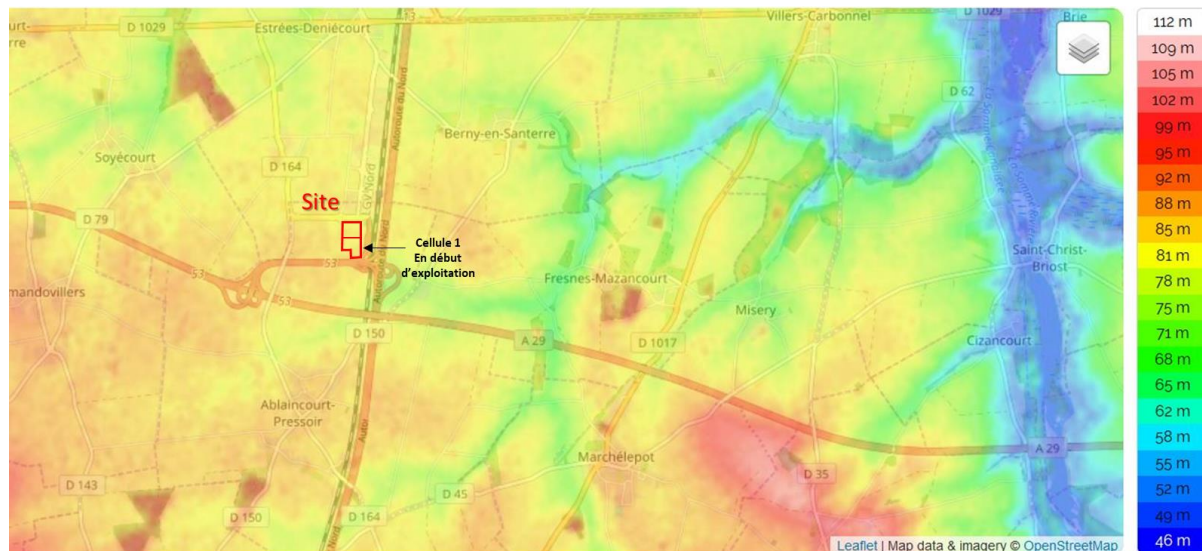


Figure 36 : Topographie de la zone d'étude (source : topographic-map.com)

Les terrains du projet d'extension sont situés à une altitude moyenne de +82 m NGF et présentent une faible pente orientée Ouest-Est.

### V.1.2.2 Unités paysagères locales

Les données suivantes sont issues de l'atlas de paysages de la Somme. La démarche de réalisation des atlas de paysages s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale initiée par la loi du 8 janvier 1993 dite « Loi Paysage ». Cette loi a renforcé la nécessaire prise en compte du paysage - patrimoine commun de la nation - dans les démarches d'aménagement.

La convention européenne du paysage est ensuite entrée en vigueur en France le 1<sup>er</sup> juillet 2006 entraînant l'engagement de l'État français dans l'identification et la qualification de ses paysages en mobilisant les acteurs concernés, notamment les autorités locales et régionales.

Les atlas de paysages sont des documents de connaissance partagée qui permettent de traduire sur le territoire le terme de paysage défini par la convention européenne du paysage : « partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Les atlas de paysages recomposent les informations sur les formes du territoire en identifiant les composantes du paysage (unités et structures paysagères des atlas), les perceptions et représentations sociales (indicateurs sociaux d'évolution du paysage) ainsi que les dynamiques pour constituer un « état des lieux » des paysages approprié par tous les acteurs du paysage.

L'atlas de paysages de la Somme a été réalisé sous l'autorité de la Direction Régionale de l'Environnement de Picardie assisté par un comité de pilotage, d'un comité de suivi scientifique et technique, de comités de suivis techniques départementaux et d'une équipe de maîtrise d'œuvre.

Selon cet atlas, la zone d'étude est localisée au sein de l'unité paysagère « Santerre et Vermandois ». Sa description est la suivante.



## Santerre & Vermandois

### Morphologie

Le Santerre couvre la partie sud-est du département, sur un territoire cerné par les vallées de l'Avre et de la Somme. C'est un paysage de plateaux limoneux, dont les horizons immenses, d'une altitude quasi constante de cent mètres, sont à peine incisés par les modestes vallées de l'Ingon et de la Luce.

Le Vermandois occupe la rive droite de la Somme et se prolonge pour sa majeure partie dans les départements de l'Aisne et du Pas-de-Calais. Plus vallonné que le Santerre, il est traversé par trois vallées principales, le Doingt, la Cologne et l'Omignon, auxquelles s'ajoutent les fonds marécageux des ruisseaux de la Germaine et de l'Allemagne. Sa limite occidentale, privée de toute assise géographique, oscille dans un territoire compris entre la vallée de l'Ancre et le vallon emprunté par l'axe de communication A1, TGV.

### Caractéristiques du paysage Structures végétales & agraires

Les remembrements ont fait disparaître une grande partie des structures pluri-séculaires de ces paysages d'openfield. Les horizons sont ouverts et ponctués de loin en loin de petits bois qui témoignent généralement de résidus argileux moins fertiles. Par opposition, les vallées sont identifiables dans le territoire par leur végétation ripisylve et leurs populeux. Les larris et les rideaux sont rares à l'exception des versants des vallées. Quelques exemples de dissymétrie de versants sont perceptibles dans les collines du Vermandois, au nord-est de Péronne.

### Patrimoine urbain & vernaculaire

Le Santerre et le Vermandois sont peu urbanisés. Péronne totalise près de 8500 habitants, Roye 6600, Rosières-en-Santerre 3000, et Nesle 2500. Le territoire est structuré par un maillage régulier de villages de quelques centaines d'habitants, organisés selon trois typologies principales : les villages-rue établis en bordure des anciennes voies romaines, les villages-croix implantés au croisement de routes (Croix-Moligneaux, Framerville-

Rainecourt), et les villages courts (Harbonnières, Goyencourt), structurés par leurs "tours de ville" (Bayonvillers, Domart-sur-la-Luce), leurs mares (Andechy, Y, Puzeaux), ou leurs jeux de ballon au poing (Chaulnes, Rosières). Dans les fonds de vallées ou les vallons, les villages sont généralement établis le long de la rivière selon une structure étagée (Caix, Athies).

L'architecture rurale traditionnelle est dominée par la ferme picarde à cour fermée dont la répétition forme sur rue des alignements de granges aux façades aveugles (Goyencourt, Rethonvillers). Le torchis traditionnel (Le Quesnel) a généralement été remplacé par la brique pour les constructions postérieures à la Grande Guerre.

La ligne de front de 14/18 a traversé ce territoire du nord au sud et rares sont les communes qui n'ont pas été touchées. La plupart des châteaux ont été endommagés (Beaucourt-en-Santerre), détruits (Chaulnes) ou totalement reconstruits (Tilloloy). L'urbanisme et l'architecture de la Première Reconstruction ont cependant produit des ensembles d'une grande homogénéité (villages de Hamel, Misery, Méharicourt, Rosières-en-Santerre), une recomposition de paysages industriels d'une rare cohérence (sucreries d'Eppeville et de Sainte-Emilie) et une architecture sacrée comptant parmi les créations les plus originales de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Deville, Roye, Lamotte-Warfusée), créations auxquelles de nombreux artistes, peintres, céramistes, ou sculpteurs, ont contribué.

### Points de vue majeurs

La dimension des terres cultivées à perte de vue est mise en scène par les grands axes de circulation des anciennes voies romaines (D 934 Roye-Amiens, ex-N29 Saint-Quentin-Amiens) et les grandes infrastructures d'échange (autoroutes A1 et A26, TGV, canal du Nord). En contrepartie, les parcours sinueux et vallonnés le long des vallées (l'Avre, la Luce, l'Ingon, l'Omignon, la Cologne et le Doingt) donnent à lire l'autre facette de ces grands paysages.

Figure 37 : Description de l'unité paysagère locale (source : DREAL Hauts-de-France)

La cartographie ci-dessous permet de localiser la zone d'étude au sein de la sous-unité paysagère « Santerre et Vermandois ». Les terrains sont dans une zone définie comme secteur à enjeux d'aménagement notamment avec le développement lié aux échangeurs sur les plateaux traversés de grandes infrastructures, le projet du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe, la périurbanisation d'Amiens et l'influence de Saint-Quentin.

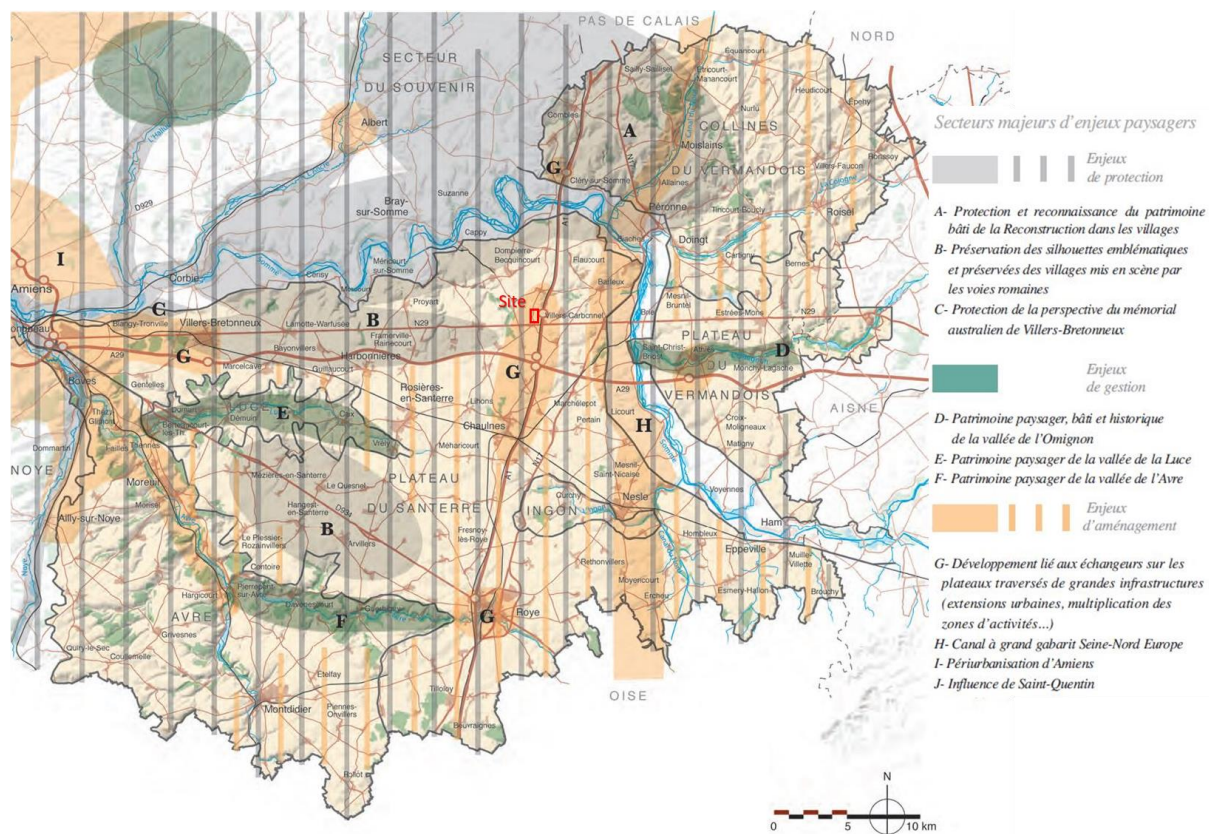


Figure 38 : Carte des enjeux paysagers de l'unité paysagère locale (source : DREAL Hauts-de-France)

### V.1.2.3 Vues du site actuel

Les vues suivantes du site actuel permettent de le positionner dans son environnement proche et lointain.

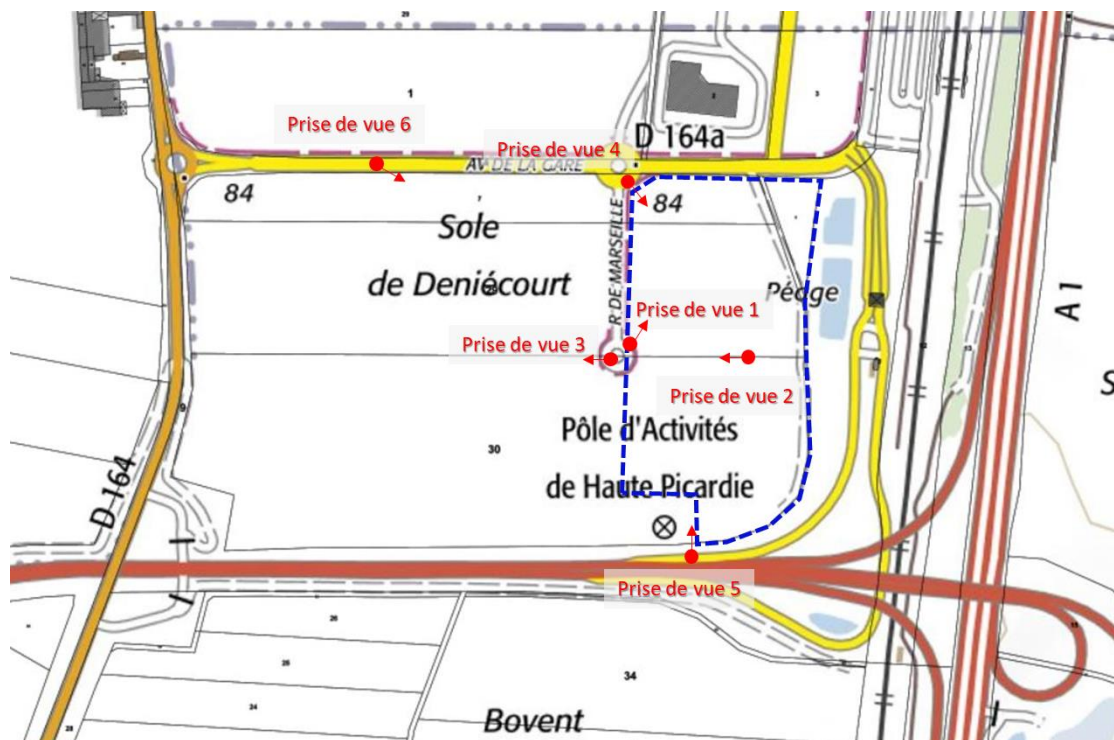


Figure 39 : Localisation des prises de vue



Figure 40 : Vues proches



*Figure 41 : Vues éloignées*

Ces photographies permettent de visualiser la première partie de la plateforme logistique en début d'exploitation ainsi que les terrains cultivés du projet d'extension. On aperçoit également sur la prise de vue éloignée n°5, une partie de la zone archéologique à conserver.

## V.2. INCIDENCES DU PROJET SUR LE PATRIMOINE CULTUREL ET LE PAYSAGE

### V.2.1 INCIDENCES SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Les terrains du projet d'extension sont éloignés de plus de 4 km des monuments historiques les plus proches et de leurs périmètres de protection. Cette distance combinée à la topographie peu marquée de la zone d'étude et à la hauteur peu importante du futur bâtiment permettent d'écarter tout risque de co-visibilité entre ces différents éléments. Il en est de même pour le site pittoresque recensé dans la zone d'étude à plus de 11 km du projet d'extension.

Concernant le patrimoine archéologique, toute découverte d'éventuels vestiges lors des travaux de terrassement des terrains du projet sera immédiatement portée à la connaissance de la Direction Régionale des Affaires Culturelles qui décidera de la marche à suivre.

### V.2.2 INCIDENCES SUR LE PAYSAGE

Le projet comprendra l'extension d'un bâtiment existant d'une hauteur maximale de 14,60 m. Ce bâtiment sera habillé d'un bardage dans des tons gris favorisant son intégration paysagère. Des haies seront implantées en partie Nord du site, le long de l'avenue de la Gare, sur la partie Ouest du parking véhicules légers le long de la Rue de Marseille ainsi qu'au niveau de la partie Sud-Ouest et Sud du site le long du second parking véhicules légers et des bassins. Des chênes et des hêtres seront également implantés tout autour du bâtiment. Cette nouvelle végétation favorisera également l'intégration paysagère du futur établissement. Ces éléments sont repris sur le plan de masse de la page suivante.

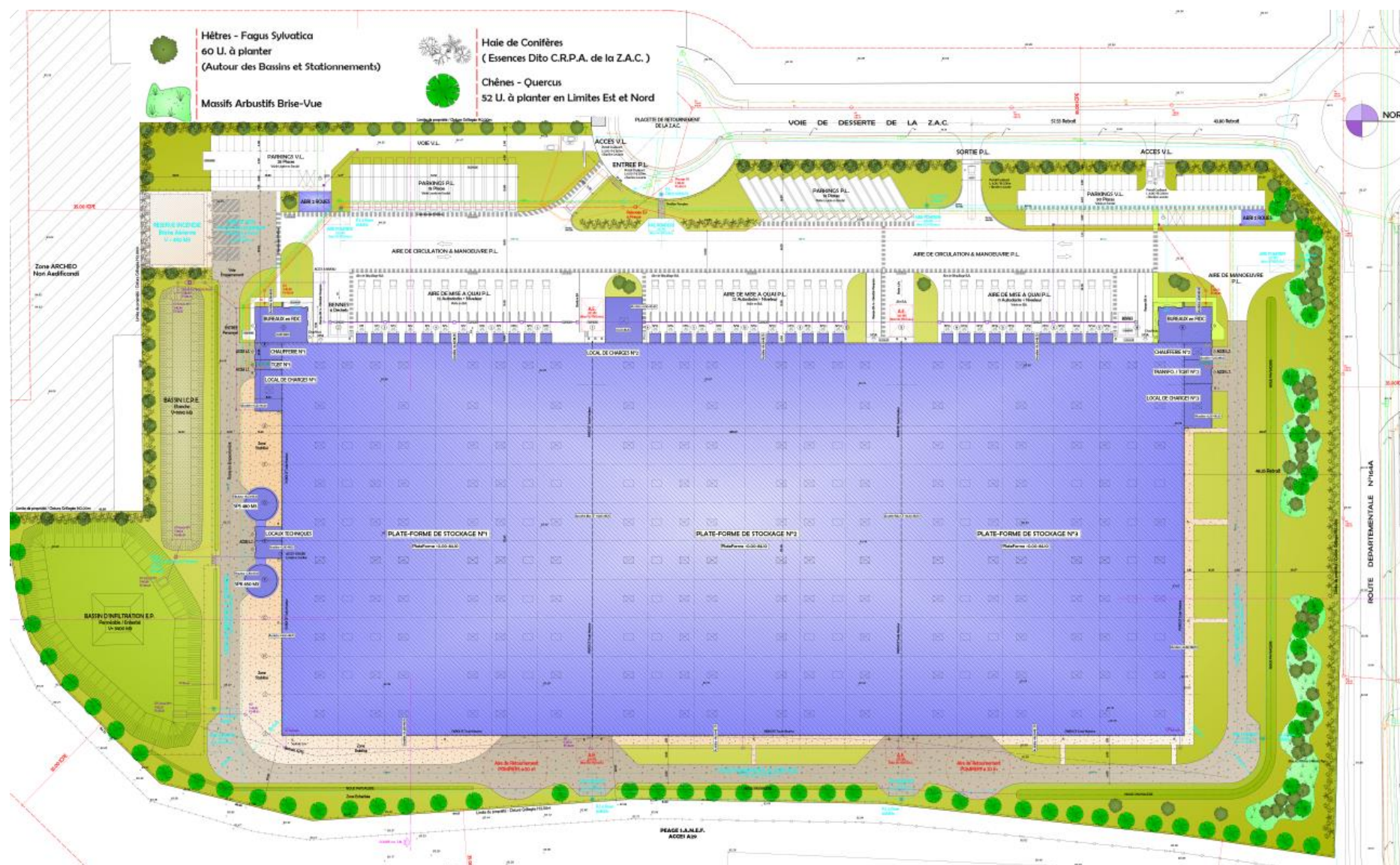


Figure 42 : Plan de masse paysager (source : cabinet Nicot Architecte)

Les figures suivantes permettent de visualiser l'implantation future du site dans son environnement paysager.



*Figure 43 : Vue côté Nord-Ouest du projet depuis la RD164 (source : cabinet Nicot Architecte)*









*Figure 44 : Vue côté Nord-Est du projet depuis la RD164 (source : cabinet Nicot Architecte)*

Le bâtiment sera visible au Sud depuis l'échangeur A1/A29 et au Nord depuis l'avenue de la Gare. Cette visibilité sera cependant progressivement marquée par l'occupation des différents lots par d'autres entreprises. La localisation du projet proche de grands axes majeurs, A1, A29 et ligne TGV Haute-Picardie contribue à respecter le développement de la sous-unité paysagère « Santerre et Vermandois » définissant la zone comme étant à enjeux d'aménagement.

### V.3.SYNTHESE DES MESURES D'ÉVITEMENT, DE REDUCTION, DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur le patrimoine culturel et le paysage et l'état résiduel de ces incidences.

Les incidences résiduelles sont cotées avec un code couleur permettant de traduire leur importance :

-  : incidence positive du projet sur son environnement,
-  : incidence nulle,
-  : incidence très faible,
-  : incidence faible,
-  : incidence modérée,
-  : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>4</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Patrimoine culturel	Choix d'un terrain d'implantation éloigné des monuments historiques les plus proches et en dehors de leurs périmètres de protection	E	X			X
Paysage	Mesures d'intégration paysagère : forme et couleurs du bardage, plantations...	R	X			X

*Tableau 24 : Mesures ERC et A sur le patrimoine culturel et les paysages*

<sup>4</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

---

## CHAPITRE II. ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LA SANTE

---

### I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE

---

Le contenu de l'étude d'incidences environnementale défini par l'article R.181-14 du code de l'environnement comprend une étude des incidences du projet sur les intérêts à préserver mentionnés à l'article L.181-3 du même code, parmi lesquels figure la santé des populations. Le présent chapitre vise à identifier ces incidences potentielles et les mesures prises pour les éviter ou les réduire.

Il est proposé de suivre la méthodologie précisée par la circulaire interministérielle du 09 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.

Cette circulaire précise que l'analyse des effets sur la santé sera réalisée sous une forme qualitative pour les installations classées soumises à autorisation non visées par la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ». C'est le cas du projet d'établissement porté par la société DE RIJKE Picardie qui n'exploitera aucune des activités visées par les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées (activités visées par la directive IED). Ainsi, conformément à cette circulaire, l'évaluation qualitative comprendra une identification des substances émises pouvant avoir des effets sur la santé, une identification des enjeux sanitaires ou environnementaux à protéger ainsi qu'une identification des voies de transfert des polluants.

Le guide sur l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires rédigé par l'INERIS en août 2013 précise par ailleurs que l'évaluation des risques sanitaires concerne l'impact des rejets atmosphériques (canalisés et diffus) et aqueux de l'installation classée sur l'homme, exposé directement ou indirectement après transferts via les milieux environnementaux (air, sols, eaux superficielles et/ou souterraines et/ou chaîne alimentaire...). Les incidences liées aux émissions sonores de l'établissement, à la production de déchets (etc.) ont donc été traitées dans le chapitre précédent de l'étude d'incidences et ne seront pas retenus dans la présente évaluation des risques sur la santé.

## II. IDENTIFICATION DES SOURCES DE POLLUTION

---

Les éléments présentés ci-dessous sont issus du précédent chapitre de l'étude d'incidences.

### II.1. REJETS AQUEUX

En configuration future, l'exploitation en fonctionnement normal de l'établissement sera à l'origine de quatre types d'effluents aqueux :

- les eaux usées domestiques et eaux de lavage,
- les eaux pluviales de voiries imperméabilisées, susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de la voiries pompiers, non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de toitures.

Les eaux usées domestiques et eaux de lavage pourront être chargées en matières en suspension, matières fécales et en traces de produits de nettoyage. Le réseau d'assainissement pour les eaux usées domestiques sera de type séparatif repris par la station d'épuration établie sur la ZAC Haute-Picardie.

Les eaux pluviales des toitures seront directement dirigées vers le bassin d'infiltration à l'instar de la situation actuelle. Les eaux pluviales provenant de la voie pompiers et des espaces verts seront orientées vers le réseau de noues qui sera étendu à l'extension puis vers le bassin d'infiltration.

A l'instar de la situation actuelle, les eaux pluviales de voiries imperméabilisées susceptibles de contenir des traces d'hydrocarbures liées à la circulation des véhicules feront l'objet d'un prétraitement au sein d'un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre un bassin étanche et d'être rejetées vers le bassin de stockage et d'infiltration. Leur qualité respectera la valeur limite de 5 mg/l en hydrocarbures.

Ces quatre types d'effluents aqueux seront canalisés au sein de réseaux dédiés de collecte internes à l'établissement avant de rejoindre soit les réseaux collectifs d'eaux usées mis en place par l'aménageur de la zone d'activités, soit le bassin d'infiltration mis en place sur le site.

### II.2. REJETS ATMOSPHERIQUES

Les émissions atmosphériques liées à l'activité de l'établissement correspondront aux gaz d'échappement des poids lourds utilisés pour le transport des marchandises ainsi qu'à l'utilisation des deux chaudières présentes sur le site.

Concernant les rejets liés au transport des marchandises, ces véhicules seront entretenus régulièrement et feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires permettant de vérifier le respect des valeurs limites de rejets des gaz d'échappement. De plus, les opérations de chargement et de déchargement se feront moteurs à l'arrêt. Ces gaz d'échappement sont des rejets diffus susceptibles de contenir les substances polluantes suivantes : oxydes d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO), composés organiques volatiles (COV) et particules diesel. La circulation des véhicules ne sera pas à l'origine d'émissions de poussières à des teneurs significatives compte tenu de la mise en œuvre d'enrobé ou de béton sur l'ensemble des voies correspondantes.

Les rejets des chaufferies correspondent quant à eux à des rejets canalisés. Ces émissions atmosphériques seront limitées car les chaudières seront essentiellement utilisées pour maintenir hors gel les cellules de stockage nécessaire au bon fonctionnement des équipements de sécurité. Leur période de fonctionnement seront donc faibles.

Les principaux polluants émis par ces installations seront du monoxyde de carbone et des oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) en raison du combustible utilisé, à savoir le gaz naturel. Les rejets seront émis au niveau de cheminées se rejetant en toiture des cellules permettant une bonne diffusion des gaz de combustion. Ces installations feront l'objet de contrôle et d'un entretien régulier pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

### III. IDENTIFICATION DES ENJEUX A PROTEGER

#### III.1. POPULATIONS EXPOSEES AUX REJETS AQUEUX

L'usage des eaux souterraines sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir est exclusivement destiné pour l'irrigation des cultures.

L'eau potable approvisionnant la commune d'Ablaincourt-Pressoir est géré par le SIEP du Santerre et provient de 5 stations de pompage composées chacune de 2 à 4 forages. La station la plus proche du site est celle de Potte, localisée à environ 7,4 km. La figure suivante présente le réseau de distribution du SIEP du Santerre.

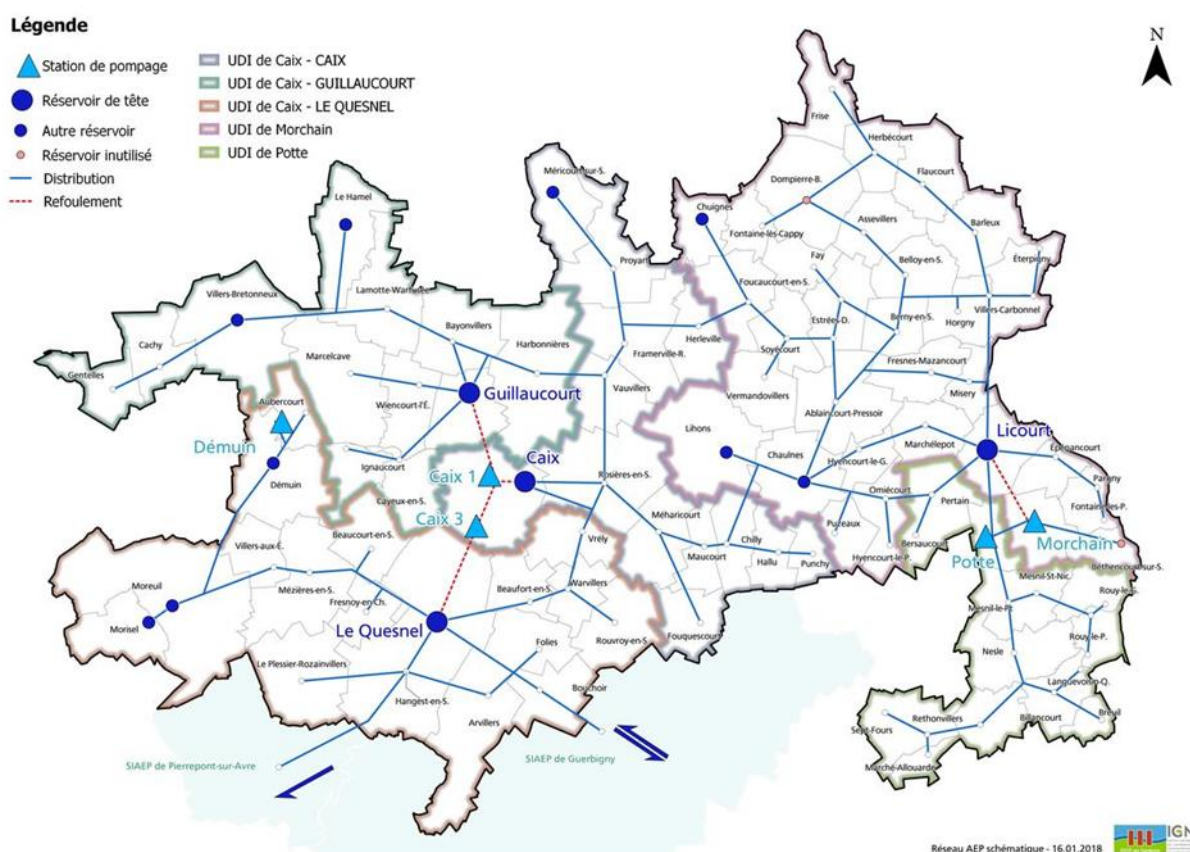


Figure 45 : Synoptique du réseau de distribution du SIEP du Santerre (source : SIEP du Santerre)

La commune d'Ablaincourt-Pressoir ne fait partie d'aucun périmètre de protection de captage d'eau potable.

De plus, compte tenu de la localisation des terrains éloignés de plus de 2 km de rivières ou cours d'eau, aucun usage des eaux superficielles n'est identifié dans ce périmètre.

D'après les éléments identifiés précédemment, aucun usage des eaux souterraines et superficielles n'est donc susceptible d'exposer la population à des sources de pollution liées aux rejets aqueux.

### III.2. POPULATIONS EXPOSEES AUX REJETS ATMOSPHERIQUES

Le projet est envisagé au sein d'une zone d'activités existante et en extension d'un bâtiment en début d'exploitation. Les populations les plus proches du site seront par conséquent constituées des occupants des autres lots du pôle d'activités, des futurs occupants au niveau des parcelles mitoyennes à l'Ouest du terrain d'implantation restant à urbaniser, des parcelles agricoles aux alentours ainsi que des usagers du TGV.

Compte tenu de la vocation de la zone, ces occupants seront majoritairement des travailleurs susceptibles d'être présents dans la zone en moyenne 35 à 40 h par semaine ; il ne s'agira pas de population sensible (enfants, personnes âgées, résidents).

Les exploitants agricoles des parcelles mitoyennes font également partie des populations voisines du projet. Cependant, ces terrains n'accueillent pas de bâtiment de production mais uniquement des parcelles cultivables. La présence de ces exploitants restera ainsi occasionnelle. Il en est de même pour les usagers du TGV dont leur présence reste occasionnelle et pour une durée limitée.

La première habitation la plus proche du projet d'extension est localisée sur la commune d'Estrées-Deniécourt au lieu-dit la Borne Godbert à environ 670 m à l'Ouest du site.

L'Établissement Recevant du Public (ERP) le plus proche est localisé à environ 400 m au Nord-Est du site, il s'agit de la gare de TGV.

## IV. IDENTIFICATION DES VOIES DE TRANSFERT

---

### IV.1. MILIEU ATMOSPHERIQUE

Le trafic de l'établissement sera relativement faible en comparaison du trafic de la zone d'étude. Les rejets de gaz d'échappement des véhicules respecteront les valeurs réglementaires applicables.

Les rejets de gaz de combustion resteront également faibles d'un point de vue quantitatif et qualitatif. En effet, d'une part, les chaudières seront peu utilisées, compte tenu de leur fonction uniquement liée au maintien hors gel des cellules, et d'autre part, le combustible utilisé est peu émetteur de polluant en comparaison à une installation fonctionnant au fioul, par exemple. De plus, des contrôles réguliers seront réalisés afin de s'assurer du bon fonctionnement de cette installation.

Enfin, les populations les plus sensibles (usagers du TGV) sont éloignées du site et ne seront présents qu'occasionnellement pour une durée limitée. Le milieu atmosphérique peut par conséquent ne pas être considéré comme une voie de transfert suffisante pour exposer les populations voisines aux rejets de l'établissement.

### IV.2. MILIEU AQUEUX

Sa capacité nominale est de 900 équivalents habitants et 54 750 m<sup>3</sup>/an et elle traite actuellement 13 870 m<sup>3</sup>/an. Elle peut donc encore admettre environ 35 000 m<sup>3</sup>/an avant d'atteindre sa capacité maximale. La consommation totale du site en configuration future est estimée à environ 1 000 m<sup>3</sup>/an, représentant moins de 3% de la capacité encore disponible de la station de traitement. La station de traitement est par conséquent suffisamment dimensionnée pour traiter les eaux usées provenant du site, cette voie de transfert entre la pollution provenant du site et les usages des eaux souterraines peut être considérée comme insuffisante.

Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées feront l'objet d'un prétraitement via un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin étanche du site, puis seront rejetées dans le bassin d'infiltration. Compte tenu de ces traitements successifs et des valeurs limites de rejets qui seront respectées, cette voie de transfert peut également être considérée comme insuffisante.

## V. CONCLUSION : SCHEMA CONCEPTUEL

---

Les éléments décrits précédemment d'analyse de l'évaluation des incidences de l'établissement en configuration future vis-à-vis de la santé des populations voisines peuvent être regroupés au sein du schéma conceptuel suivant.

Source (sur site)			Voie de transfert			Cible (population exposée)	
Nature	Substances polluantes	Retenue / non retenue	Nature	Retenue / non retenue	Critères	Nature	Retenue / non retenue
<u>Rejets atmosphériques</u>							
Gaz d'échappement des véhicules	NOx, CO, COV, particules diesel	Retenue	Milieu atmosphérique	Non retenue	Faible trafic au regard de la zone, respect des valeurs réglementaires, cibles éloignées ou présences occasionnelle et limitée	Populations voisines proches : occupants de la zone d'activités, usagers de la gare TGV, agriculteurs.	Retenue
Chaudières	NOx, CO				Faible quantité de polluant émis, faible utilisation de combustible, peu émetteur de polluant		
<u>Rejets aqueux</u>							
Eaux usées domestiques et de lavage	Matières en suspension, matières fécales, traces de produits de nettoyage	Retenue	Réseau d'assainissement de type séparatif repris par la station d'épuration de la ZAC Haute-Picardie	Non retenue	Traitement au sein d'une station suffisamment dimensionnée	Usagers des eaux souterraines	Retenue
Eaux pluviales de toiture	-	Non retenue	Bassin d'infiltration puis nappe souterraine	Non retenue	Traitement au sein des ouvrages du site		
Eaux pluviales de voiries empierrées et stabilisées et espaces verts	-	Non retenue	Noues paysagères et bassin d'infiltration puis nappe souterraine				
Eaux pluviales de voiries, après traitement au sein du site	Matières en suspension, traces d'hydrocarbures	Non retenue (valeurs limites respectées)	Prétraitement avant envoi au bassin ICPE puis transfert vers le bassin d'infiltration puis nappe souterraine				

Tableau 25 : Schéma conceptuel d'évaluation des risques sanitaires

**L'existence d'un risque sanitaire résulte de la présence simultanée d'une source, d'une cible et d'une voie de transfert les reliant. Le schéma conceptuel précédent permet ainsi d'écarter tout risque sanitaire pour la santé des populations voisines du site lié à l'exploitation de l'établissement en raison de l'absence d'une telle simultanéité pour chacune des sources identifiées.**

---

## CHAPITRE III. MODALITES DE SUIVI PROPOSEES

---

Le présent chapitre présente les modalités de suivi des mesures qui seront prises par la société DE RIJKE Picardie pour s'assurer dans le temps que son établissement préserve les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

La consommation d'énergie du site sera suivie en relevant régulièrement les compteurs électriques.

Les niveaux d'émissions sonores de l'établissement feront l'objet d'une campagne de mesures qui sera réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'établissement. Cette campagne permettra de vérifier le respect des valeurs limites applicables au niveau des limites de propriété et des zones à émergence réglementée les plus proches.

Les quantités de déchets produits et leurs modalités de gestion seront consignées au sein de registres. L'exploitant s'assurera de la réception des bordereaux de suivi des déchets dangereux complétés suite à leur prise en charge et leur traitement.

Le fonctionnement de la vanne automatique des eaux pluviales en sortie du bassin de confinement sera vérifié à une fréquence fixée par l'exploitant. Ce bon fonctionnement sera facilement vérifiable par un contrôle visuel du niveau d'eau au sein du bassin. Le bon fonctionnement de la commande d'arrêt manuel de cette vanne automatique et de son asservissement au déclenchement du système d'extinction automatique seront également vérifiés régulièrement.

Le séparateur d'hydrocarbures fera l'objet d'un entretien a minima annuel. Sa performance sera suivie au moyen d'une analyse à fréquence annuelle de la qualité des eaux pluviales. Cette analyse portera sur les paramètres matières en suspension et hydrocarbures totaux.

L'entretien des espaces verts mis en place sera confié à une entreprise extérieure qui interviendra dès que cela sera jugé nécessaire en fonction du développement de la végétation et des conditions climatiques.

---

## CHAPITRE IV. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION

---

En cas d'arrêt de son installation, la société DE RIJKE Picardie projette une remise en état des terrains pour un **usage futur du site à vocation économique de type industrielle et de logistique**. Cette proposition d'usage futur s'appuie sur la localisation du site au sein du pôle d'activités Haute-Picardie et de la vocation actuelle des terrains au sein du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ablaincourt-Pressoir (Zone UE2 correspondant à une zone à urbaniser destinée à l'accueil d'activités économiques).

L'implantation du projet étant réalisée en extension d'un site déjà existant, la proposition d'usage futur des terrains a été transmise au propriétaire actuel des terrains (Communauté de Communes Terre de Picardie), au futur propriétaire des terrains, à savoir la société MAKALU ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement compétent en matière d'urbanisme, à savoir le maire d'Ablaincourt-Pressoir, conformément au point 11° de l'article D181-15-2 du Code de l'Environnement.

Les avis des propriétaires et du maire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir sont disponibles respectivement dans les pièces jointes 62 et 63 de la présente demande.

L'usage futur proposé permettra ainsi de conserver potentiellement le bâtiment logistique en fonction des besoins de futurs occupants des terrains.

En tout état de cause, en cas d'arrêt définitif de l'activité, la société DE RIJKE Picardie respectera les conditions de remise en état prévues à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement. A ce titre, elle notifiera au préfet l'arrêt définitif de son activité au moins trois mois avant la date prévue.

Cette notification sera associée à un mémoire détaillant les mesures prises et prévues afin de sécuriser l'établissement. Ces mesures consisteront notamment en :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets (élimination des déchets résiduels, vidange de l'ouvrage de traitement des eaux pluviales),
- l'interdiction ou la limitation d'accès au site (entretien de la clôture si nécessaire),
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion (évacuation des matières combustibles, mise en sécurité des circuits électriques...)
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Ces mesures de mise en sécurité de l'établissement seront complétées avec les mesures nécessaires à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement au vu de l'usage futur retenu. Ces mesures concerneront notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, si nécessaire (diagnostic et études des sols avec procédure de dépollution éventuelle),
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol.

## *Annexe 1 – Résumé non technique de l’étude d’incidence*

## **PROJET D'EXTENSION D'UNE PLATEFORME LOGISTIQUE A ABLAINCOURT-PRESSOIR (80)**

**Dossier de demande d'autorisation environnementale**

**Pièce jointe n°5 :**

**Résumé non technique de l'Etude d'incidence environnementale**



La société DE RIJKE Picardie est une filiale du groupe international DE RIJKE, spécialisé dans la logistique et le fret interurbain. Actuellement, la société DE RIJKE Picardie exploite un entrepôt logistique composé d'une cellule de stockage de 11 835 m<sup>2</sup> (démarrage de l'exploitation) au sein du pôle d'activités Haute-Picardie sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80). Le développement actuel de la société génère un besoin d'accroître de nouveau la surface de stockage dans la région Hauts-de-France.

La société DE RIJKE Picardie prévoit ainsi d'étendre sa surface de stockage disponible sur son site d'Ablaincourt-Pressoir via la création d'une extension composée de 2 cellules de stockage. A terme, le bâtiment en configuration projetée sera composé de 3 cellules de stockage de 11 835 m<sup>2</sup>, 11 785 m<sup>2</sup> et 10 770 m<sup>2</sup> sur un terrain d'emprise foncière de près de 8 ha. Les cellules intégreront deux blocs bureaux, deux locaux de charge et des locaux techniques (chaufferies, local sprinklage, local SPS, locaux transformateur et TGBT). Ces locaux seront associés à des aménagements extérieurs constitués de voies de circulation, d'aires de stationnement, d'un bassin d'infiltration, d'un bassin étanche ICPE et d'équipements dédiés à l'intervention des services d'incendie et de secours.

Le bâtiment aura pour vocation d'entreposer des marchandises combustibles diverses entraînant le classement de l'établissement sous le régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) (rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2).

Suite à la consultation de l'autorité environnementale dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, le préfet de la région Hauts-de-France a dispensé le projet d'étude d'impact. Ce projet de bâtiment logistique a donc fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale. Cette étude a pour objectif d'identifier les incidences potentielles du projet sur l'environnement et la santé et de décrire les mesures proposées par le porteur de projet pour garantir la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Le présent document constitue le résumé non technique de l'étude d'incidence environnementale.

## Facteurs humains : état actuel, incidences du projet et mesures

Le projet d'extension de la plateforme logistique est envisagé au sein du pôle d'activités Haute-Picardie, sur le territoire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir.

L'activité industrielle de la zone d'étude est située au croisement de l'Autoroute A1 (Paris-Lille) et de l'Autoroute A29 (Le Havre, Amiens, St-Quentin), face à la gare TGV Haute-Picardie à proximité immédiate des grandes villes et des sites stratégiques tels que Lille, Bruxelles, Londres, Paris ...). Elle représente une superficie totale de 110 ha.

L'activité agricole est quant à elle prédominante sur le reste du territoire.

Les terrains du projet d'extension sont implantés au Sud du pôle d'activités et sont bordés :

- au Nord, par une entreprise (Irisbus),
- à l'Est, par des bassins de gestion des eaux pluviales du parc puis par une gare de péage, la ligne LGV Nord Europe, l'Autoroute A1 (Paris-Lille) et enfin par des terrains en culture,
- à l'Ouest, par des terrains en culture dans l'attente de leur urbanisation (parcelles de la zone d'activités),
- au Sud, par la plateforme logistique existante puis par la liaison A1-A29 et enfin par des terrains cultivés.

Les habitations les plus proches de l'emprise du site sont localisées sur la commune d'Estrées-Deniécourt au lieu-dit la Borne Godbert à environ 670 m à l'Ouest du projet, ainsi qu'au lieu-dit Deniécourt à environ 800 m au Nord-Ouest du site.

L'Établissement Recevant du Public (ERP) le plus proche est la gare TGV Haute-Picardie, localisée à environ 275 m au Nord du projet.



En configuration future, (bâtiment avec les trois cellules de stockage), le projet de la plateforme logistique, porté par DE RIJKE Picardie permettra la création d'une soixantaine d'emplois directs pour l'exploitation de la plateforme logistique. L'effectif correspondant se répartira principalement entre les fonctions logistiques (responsable logistique, caristes, préparateurs de commandes) et les fonctions administratives et commerciales.

Le trafic envisagé au sein de l'établissement est estimé à 100 poids lourds par jour au maximum soit 200 mouvements sur les axes de desserte de l'établissement. Ce trafic sera réparti sur l'ensemble de la journée soit de 6h à 20h du lundi au vendredi avec la possibilité de travailler le samedi exceptionnellement. L'activité de l'établissement entraînera également du trafic de véhicules légers pour le personnel et les visiteurs. Ce trafic est estimé à 60 véhicules par jour maximum, principalement concentré sur les heures d'embauche et de débauche du personnel.

L'accès au site se fera soit par le Nord ou le Sud via l'A1 ou l'avenue de Haute-Picardie (voie de desserte de la zone d'activités) ou via la RD164 ou via l'A29 et emprunteront ensuite l'avenue de la gare et la rue de Marseille. Précisons que les poids lourds circuleront essentiellement via l'A1 et l'A29, évitant par conséquent les zones résidentielles. L'impact du projet peut ainsi être qualifié de faible au niveau des principaux axes du secteur constitué par les autoroutes A1 (< 1% du trafic total actuel) et A29 (< 2% du trafic total actuel).

L'activité logistique de l'établissement sera faiblement consommatrice d'énergie (éclairage, recharge des batteries des engins de manutention et alimentation des équipements informatiques).

Les sources d'émissions sonores de l'ensemble du futur établissement seront essentiellement liées à la circulation des véhicules et à la manutention des produits. Cependant, cette manutention s'exercera uniquement à l'intérieur du bâtiment. Les poids lourds seront chargés et déchargés à quai, les produits entreposés dans les racks à l'intérieur des cellules. L'unique source d'émissions sonores susceptible d'être audible à l'extérieur de l'établissement est constituée par la circulation des véhicules.


La principale mesure retenue pour réduire l'impact du site sur son environnement est le choix d'implantation géographique de ce projet d'extension et plus globalement de ce bâtiment logistique.


En effet, la plateforme s'insère sur des terrains appartenant au pôle d'activités Haute-Picardie. Les terrains de ce pôle sont principalement destinés à recevoir une activité économique et notamment industrielle et logistique. Les premières habitations sont ainsi très éloignées du bâtiment logistique de la société DE RIJKE (environ 670 m pour le lieu-dit « La Borne Godbert »). Cet éloignement permet ainsi de limiter les émissions sonores du site perceptibles au droit des habitations.


De plus, l'implantation du bâtiment à proximité immédiate des grands axes de circulation permet à la fois de s'insérer dans un milieu d'ores et déjà marqué par les émissions sonores liées au trafic mais également de limiter les émissions sonores induites par le trafic de l'établissement au niveau des zones résidentielles du secteur.


L'exploitation de la plateforme ne conduira pas à la production d'une grande quantité de déchets. Ceux-ci seront essentiellement des déchets d'emballages liés à l'activité logistique, des déchets liés à la présence du personnel et des déchets produits lors de l'entretien du site.


Les tableaux suivants regroupent l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur les facteurs humains de son environnement et l'état résiduel de ces incidences.


 : incidence positive du projet sur son environnement,

 : incidence très faible,

 : incidence modérée,

 : incidence nulle,

 : incidence faible,

 : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>1</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Population	Création d'une soixantaine d'emplois sur le site et création ou pérennisation d'emplois indirects au sein de la zone d'étude pendant la phase de chantier et d'exploitation de l'extension	-	X	X	X	X
Activité agricole	Choix d'extension de l'établissement au sein d'une zone d'activités autorisée dont les terrains sont voués à l'urbanisation : impact nul sur la surface agricole utilisée	E	X			X
Voies de communication	Implantation du projet à proximité immédiate des autoroutes A1 et A29 principaux axes routiers de la zone d'étude	R	X			X
	Places de stationnement en nombre suffisant au sein du site permettant d'éviter tout risque de perturbation sur les axes de desserte	E	X			X
Utilisation rationnelle de l'énergie	Choix d'un éclairage LED avec détection de présence permettant de limiter la consommation énergétique du site	R	X			X
	Les cellules de stockage seront chauffées pour un usage essentiellement réservé au maintien hors gel nécessaire au fonctionnement des équipements de sécurité	E	X			X
Émissions sonores	Choix d'implantation du projet à l'écart des premières habitations : réduction de l'impact sonore tant en phase chantier qu'en exploitation	R	X		X	X
	Respect de consignes strictes de circulation pendant la phase chantier et l'exploitation du site	R	X		X	X
Déchets	Limitation de la production de déchets à la source : éclairage LED	E	X			X
	Tri des déchets selon leur nature et leurs filières de traitement	R	X	X		X
	Respect de la réglementation dans le suivi des opérations de traitement : hiérarchie de traitement, sociétés autorisées, bordereaux et registres de suivi	R	X	X		X

<sup>1</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement



## Biodiversité : état actuel, incidences du projet et mesures



Les terrains d'implantation du projet sont situés en dehors des zones naturelles remarquables de la zone d'étude. Les ZNIEFF de type 1 « Marais de la Haute Vallée de la Somme entre Voyennes et Cléry-sur-Somme », et « Méandres et cours de la Somme entre Cléry-sur-Somme et Bray-sur-Somme », la ZNIEFF de type 2 « Haute et moyenne vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville » et la ZICO « Étangs et marais du bassin de la Somme » sont situées à plus de 7 km du site.



Les sites NATURA 2000 les plus proches sont quant à eux implantés à 7 km au Nord (Moyenne vallée de la Somme) et à 8 km à l'Est (Étangs et marais du bassin de la Somme). Les terrains du projet ne sont par ailleurs pas identifiés dans les documents locaux comme faisant partie de corridors écologiques ou réservoir de biodiversité.

Les terrains du projet étant essentiellement constitués de parcelles cultivées dans l'attente de leur urbanisation, sans arbres, ni haies et points d'eau, aucun habitat ou espèce d'intérêt communautaire ou protégé ne sont présents sur l'emprise du projet. Aucune zone humide n'a été identifiée sur les terrains du projet d'extension dans les documents locaux. En effet, aucun réseau hydrographique ni aucune nappe superficielle n'est recensé à proximité du pôle d'activités.

Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur la biodiversité et l'état résiduel de ces incidences.

 : incidence positive du projet sur son environnement,  
 : incidence nulle,

 : incidence très faible,  
 : incidence faible,

 : incidence modérée,  
 : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>2</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Habitats, flore et faune locales	Implantation du projet au sein de terrains cultivés ne montrant pas la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire ou protégés pouvant être impactés pendant la phase chantier ou l'exploitation	E	X	X	X	X
Zones humides	Aucune zone humide identifiée au sein des terrains du projet	E	X	X	X	X
Zones naturelles remarquables	Implantation du site en dehors de zones naturelles de type ZNIEFF, ZICO etc. et éloigné des sites NATURA 2000 les plus proches	E	X	X	X	X

<sup>1</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

## Facteurs physiques (sols et sous-sol, eaux, air, climat) : état actuel, incidences du projet et mesures

Les terrains du projet d'extension sont constitués de limons des plateaux. Plusieurs sondages géologiques ont été réalisés sur le site indiquant la présence de limons à partir de 0,10 m jusqu'à environ 7,70 m à 9,50 m et de craie blanche jusqu'à 14 m. Aucune arrivée d'eau n'a été observée dans les sondages lors des investigations.

La consultation des bases de données sur les sites et sols pollués et l'occupation actuelle et passée des terrains (activité agricole) conduisent à ne pas suspecter de pollution du sous-sol du site.

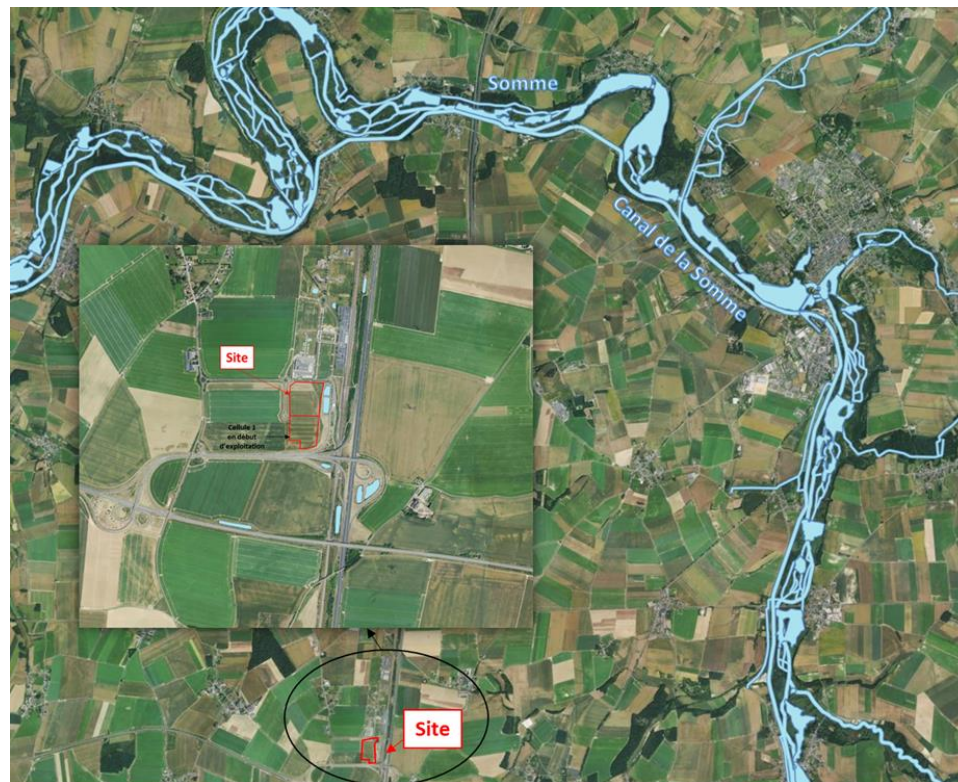
La masse d'eau souterraine « Craie de la Vallée de la Somme amont » présente au droit du site fait l'objet d'un suivi qualitatif de sa nappe d'eau souterraine. Sa qualité actuelle ne permet pas d'atteindre le bon état chimique en raison de la dégradation des paramètres nitrates et pesticides. L'usage des eaux souterraines au sein de la zone d'étude est exclusivement destiné à l'irrigation des cultures.

Les terrains du projet d'extension sont localisés sur le bassin versant de la Somme. Le Canal de la Somme est situé à environ 7 km à l'Est et 9 km au Nord du projet. Localement, les terrains sont drainés vers le Sud vers un bassin de stockage et d'infiltration réalisé sur la parcelle.

La masse d'eau superficielle « Somme Canalisée de l'Écluse n°18 Lesdins aval à la Confluence avec le canal du Nord » fait l'objet d'un suivi qualitatif. Les objectifs de bon état écologique ainsi que chimique ne sont actuellement pas atteints. Aucun prélèvement d'eau superficielle n'est identifié au sein de la zone d'étude.

La qualité de l'air est suivie par l'association agréée Atmo Hauts-de-France. Le bilan régional de la qualité de l'air au cours de l'année 2017 indique que les valeurs réglementaires sont respectées par toutes les stations de mesures de la région.

La zone d'étude bénéficie d'un climat tempéré océanique se caractérisant par des saisons peu contrastées, des précipitations peu abondantes mais fréquentes. Les températures y sont modérées.



L'activité du site consistera en la réception, l'entreposage puis l'expédition de produits finis dans leurs emballages d'origine au sein d'un bâtiment. Cette activité, dans son fonctionnement normal, n'est pas de nature à présenter des incidences sur la qualité des sols et du sous-sol du site.

L'eau utilisée au sein de l'établissement restera uniquement prélevée sur le réseau public d'alimentation en eau potable. Il n'est pas envisagé de forage pour le prélèvement d'eaux souterraines. L'eau restera essentiellement utilisée pour les besoins domestiques du personnel dans une moindre mesure pour le nettoyage des installations et pour le contrôle des équipements de défense contre l'incendie. La consommation totale du site peut être estimée à environ 1 000 m<sup>3</sup> par an. Cette consommation est faible et représente à titre de comparaison l'équivalent de près de 8 ménages de 2,5 personnes.

L'exploitation en fonctionnement normal de l'établissement restera à l'origine de quatre types d'effluents aqueux :

- les eaux usées domestiques et eaux de lavage,
- les eaux pluviales de voiries imperméabilisées, susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de la voirie pompiers et service, non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de toitures.

L'ensemble des eaux usées générées sur le site en configuration future rejoindra ainsi la station de traitement existante de la zone d'activités de Haute-Picardie dont la capacité nominale est de 900 équivalents habitants. L'établissement représentera un peu plus de 3% de la charge entrante de la station de traitement, à terme.


Actuellement, les eaux pluviales de toitures rejoignent directement le bassin d'infiltration de l'établissement. Les eaux pluviales de la voie empierrée ainsi que des espaces verts, sont collectées dans des noues paysagères puis rejoignent le bassin d'infiltration. Les eaux pluviales de voiries imperméabilisées sont dirigées vers un séparateur hydrocarbures puis vers le bassin étanche de l'établissement. Ces eaux pluviales sont ensuite orientées vers le bassin d'infiltration. La gestion de ces eaux pluviales sera étendue à l'extension. Afin de s'assurer de la régulation de l'ensemble des eaux pluviales du site en configuration future, le bassin d'infiltration sera réaménagé pour bénéficier d'une capacité d'environ 3 400 m<sup>3</sup>, pour un besoin calculé de 2 302 m<sup>3</sup>.


Les émissions atmosphériques de l'établissement resteront associées aux gaz d'échappement des poids lourds ainsi qu'aux gaz de combustion des chaudières.


Les poids lourds seront entretenus régulièrement et feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires permettant de vérifier le respect des valeurs limites de rejets des gaz d'échappement. De plus, les opérations de chargement et de déchargement se feront moteurs à l'arrêt.


Les émissions atmosphériques liées aux 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel seront limitées car elles seront utilisées essentiellement pour le maintien hors gel des cellules, nécessaire au bon fonctionnement des équipements de défense contre l'incendie. Ainsi, leur durée de fonctionnement sera limitée et leur puissance prévue sont faible, limitant par conséquent les rejets gazeux émis à l'atmosphère. De plus, ces installations feront l'objet de contrôles et d'entretien régulier pour s'assurer de leur bon fonctionnement.


Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur les facteurs physiques de l'environnement et l'état résiduel de ces incidences.


 : incidence positive du projet sur son environnement,

 : incidence très faible,

 : incidence modérée,

 : incidence nulle,

 : incidence faible,

 : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>2</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Sols et sous-sol	Mesures de prévention et d'intervention imposées aux entreprises de travaux pendant la phase chantier : rétentions, ravitaillement à l'extérieur ou sur des zones adaptées...	E	X		X	
	Sol du bâtiment en béton, présence de kits d'intervention et formation du personnel	E	X			X
	Bassin étanche de rétention ICPE couplé aux quais pour confiner les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie	E	X			X
Eaux	Raccordement des eaux usées de l'extension au réseau interne puis raccordement au réseau public de collecte et de traitement (absence de nouveau raccordement)	R		X		X
	Régulation des eaux pluviales au sein du bassin d'infiltration présent sur le site	R	X	X		X
	Traitement des eaux pluviales des voiries imperméabilisées au sein d'un séparateur d'hydrocarbures avant transfert vers le bassin ICPE puis vers le bassin d'infiltration.	R	X			X
Air et odeurs Climat	Opérations de chargement/déchargement des poids lourds/moteurs à l'arrêt	E	X			X
	Installation de 2 chaudières d'une puissance de 480 kW (chaudière déjà en place) et 1 MW fonctionnant au gaz naturel qui feront l'objet de contrôles et d'un entretien régulier	R	X			X

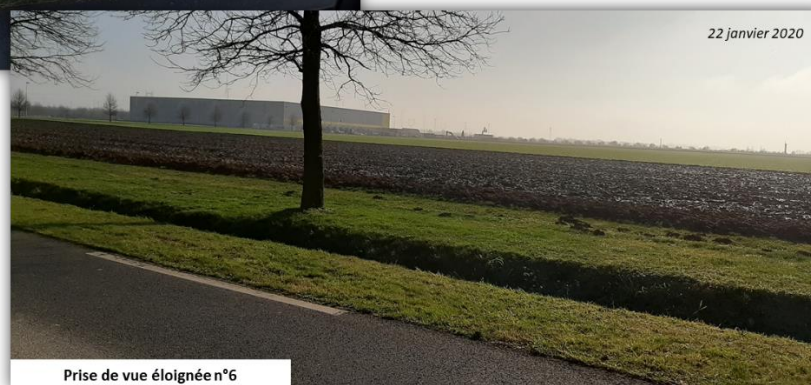
<sup>2</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

## Patrimoine culturel et paysage : état actuel, incidences du projet et mesures

Les terrains du projet sont éloignés de plus de 4 km des monuments historiques les plus proches et localisés en dehors des périmètres de protection correspondants. Les terrains du projet d'extension sont localisés au sein d'une zone de présomption de prescription archéologique depuis 2008. Des prescriptions de fouilles archéologiques préventives et de préservation partielle du sous-sol ont été réalisées à l'emplacement de deux sites archéologiques présents sur les terrains du projet (arrêté du 14 février 2007 et du 06 mars 2007). Suite à l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009, la DRAC libère les terrains du projet de toute contrainte à l'exception des zones « non aedificandi » bordant le barreau de liaison des autoroutes A1 et A29 sur 40 m de large situé au Sud-Ouest des terrains.

La zone d'étude est localisée au sein de l'unité paysagère « Santerre et Vermandois ». Il s'agit d'un paysage de plateaux limoneux, dont les horizons immenses sont à peine incisés par les modestes vallées de l'Ingon et de la Luce. Les terrains du projet sont constitués par des zones agricoles.







L'éloignement du projet vis-à-vis des monuments historiques combiné à la hauteur peu importante du futur bâtiment permettent d'écarter tout risque de co-visibilité entre ces différents éléments.


Le bâtiment sera habillé d'un bardage dans les tons gris favorisant son intégration paysagère. Des haies seront implantées en partie Nord du site, le long de l'avenue de la Gare, sur la partie Ouest du parking véhicules légers le long de la Rue de Marseille ainsi qu'au niveau de la partie Sud-Ouest et Sud du site le long du second parking véhicules légers et des bassins. Des chênes et des hêtres seront également implantés tout autour du bâtiment. Cette nouvelle végétation favorisera également l'intégration paysagère du futur établissement.





Le tableau suivant regroupe l'ensemble des mesures mises en œuvre au sein du projet pour éviter, réduire, compenser ou accompagner ses incidences sur le patrimoine culturel et le paysage et l'état résiduel de ces incidences.


 : incidence positive du projet sur son environnement,

 : incidence très faible,

 : incidence modérée,

 : incidence nulle,

 : incidence faible,

 : incidence forte.

Thème	Mesures		Incidence résiduelle			
	Description	Typologie (E/R/C/A) <sup>1</sup>	Directe	Indirecte	Temporaire	Permanente
Patrimoine culturel	Choix d'un terrain d'implantation éloigné des monuments historiques les plus proches et en dehors de leurs périmètres de protection	E	X			X
Paysage	Mesures d'intégration paysagère : forme et couleurs du bardage, plantations...	R	X			X

<sup>1</sup> E = Évitement ; R = Réduction ; C = Compensation ; A = Accompagnement

## Évaluation des incidences sur la santé

L'analyse de l'évaluation des incidences du futur établissement vis-à-vis de la santé des populations voisines est regroupée au sein du schéma conceptuel suivant.

Source (sur site)			Voie de transfert			Cible (population exposée)	
Nature	Substances polluantes	Retenue / non retenue	Nature	Retenue / non retenue	Critères	Nature	Retenue / non retenue
Rejets atmosphériques							
Gaz d'échappement des véhicules	NOx, CO, COV, particules diesel	Retenue	Milieu atmosphérique	Non retenue	Faible trafic au regard de la zone, respect des valeurs réglementaires, cibles éloignées ou présences occasionnelle et limitée	Populations voisines proches : occupants de la zone d'activités, usagers de la gare TGV, agriculteurs.	Retenue
Chaudières	NOx, CO				Faible quantité de polluant émis, faible utilisation de combustible, peu émetteur de polluant		
Rejets aqueux							
Eaux usées domestiques et de lavage	Matières en suspension, matières fécales, traces de produits de nettoyage	Retenue	Réseau d'assainissement de type séparatif repris par la station d'épuration de la ZAC Haute-Picardie	Non retenue	Traitement au sein d'une station suffisamment dimensionnée	Usagers des eaux souterraines	Retenue
Eaux pluviales de toiture	-	Non retenue	Bassin d'infiltration puis nappe souterraine	Non retenue	Traitement au sein des ouvrages du site		
Eaux pluviales de voiries empierrées et stabilisées et espaces verts	-	Non retenue	Noues paysagères et bassin d'infiltration puis nappe souterraine				
Eaux pluviales de voiries, après traitement au sein du site	Matières en suspension, traces d'hydrocarbures	Non retenue (valeurs limites respectées)	Prétraitement avant envoi au bassin ICPE puis transfert vers le bassin d'infiltration puis nappe souterraine				

L'existence d'un risque sanitaire résulte de la présence simultanée d'une source, d'une cible et d'une voie de transfert les reliant. Le schéma conceptuel précédent permet ainsi d'écarter tout risque sanitaire pour la santé des populations voisines du site lié à l'exploitation de l'établissement en raison de l'absence d'une telle simultanéité pour chacune des sources identifiées.

## Modalités de suivi proposées

---

La consommation d'énergie du site sera suivie en relevant régulièrement les compteurs électriques.

Les niveaux d'émissions sonores de l'établissement feront l'objet d'une campagne de mesures qui sera réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'établissement. Cette campagne permettra de vérifier le respect des valeurs limites applicables au niveau des limites de propriété et des zones à émergence réglementée les plus proches.

Les quantités de déchets produits et leurs modalités de gestion seront consignées au sein de registres. L'exploitant s'assurera de la réception des bordereaux de suivi des déchets dangereux complétés suite à leur prise en charge et leur traitement.

Le fonctionnement de la vanne automatique des eaux pluviales en sortie du bassin de confinement sera vérifié à une fréquence fixée par l'exploitant. Ce bon fonctionnement sera facilement vérifiable par un contrôle visuel du niveau d'eau au sein du bassin. Le bon fonctionnement de la commande d'arrêt manuel de cette vanne automatique et de son asservissement au déclenchement du système d'extinction automatique seront également vérifiés régulièrement.

Le séparateur d'hydrocarbures fera l'objet d'un entretien a minima annuel. Sa performance sera suivie au moyen d'une analyse à fréquence annuelle de la qualité des eaux pluviales. Cette analyse portera sur les hydrocarbures totaux.

L'entretien des espaces verts mis en place sera confié à une entreprise extérieure qui interviendra dès que cela sera jugé nécessaire en fonction du développement de la végétation et des conditions climatiques.

## Conditions de remise en état du site après exploitation

---

En cas d'arrêt de son installation, la société DE RIJKE Picardie projette une remise en état des terrains pour un usage futur du site à vocation économique de type industrielle ou logistique. L'implantation du projet étant réalisée en extension d'un site déjà existant, la proposition d'usage futur des terrains a été transmise au propriétaire actuel des terrains (Communauté de Communes Terre de Picardie), au futur propriétaire des terrains, à savoir la société MAKALU ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement compétent en matière d'urbanisme, à savoir le maire d'Ablaincourt-Pressoir. Cette proposition a reçu l'approbation du propriétaire actuel, du futur propriétaire du site et du maire de la commune d'Ablaincourt-Pressoir.

En cas de cessation d'activité, les mesures suivantes de mise en sécurité du site seront appliquées :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets (élimination des déchets résiduels, vidange de l'ouvrage de traitement des eaux pluviales),
- l'interdiction ou la limitation d'accès au site (entretien de la clôture si nécessaire),
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion (évacuation des matières combustibles, mise en sécurité des circuits électriques...)
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les mesures suivantes nécessaires à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement au vu de l'usage futur retenu seront également mises en œuvre :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, si nécessaire (diagnostic et études des sols avec procédure de dépollution éventuelle),
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol.

*Annexe 2 – Rapport d’étude acoustique – VENATHEC février  
2020*



Rapport de mesures acoustiques  
n° 19-19-60-00909-01-A-HCA

**ICE CONSEIL**

## Projet d'extension d'une plateforme de stockage à Ablaincourt Pressoir (80)

**ETAT SONORE INITIAL**



AGENCE NORD  
112, Rue des coquelicots  
59000 LILLE  
Tél. : +33 3 28 36 83 36  
Fax : +33 3 83 56 04 08  
Mail : [contact@venathec.com](mailto:contact@venathec.com)  
[www.venathec.com](http://www.venathec.com)

VENATHEC SAS au capital de 750 000 €  
Société enregistrée au RCS Nancy B sous le numéro 423 893 296 - APE 7112B  
N° TVA intracommunautaire FR 06 423 893 296



Référence du document : 19-19-60-00909-01-A-HCA

**Client**

Établissement  
Adresse

**ICE CONSEIL**  
Parc d'activités Doaren Molac  
Centre Polidesk  
56610 ARRADON

**Interlocuteur**

Nom  
Fonction  
Courriel  
Tél.

Mme Sophie GROLLEAU  
  
sophie.grolleau@ice-conseil.fr  
06 24 07 04 99

**Diffusion**

Copie  
Papier  
Informatique

1  
X

**Version**

Date

C  
14/02/2020

Rédaction  
Hugo CARLIER



Vérification  
Simon GAILLOT



# SOMMAIRE

<b>1. OBJET DE L’ETUDE.....</b>	<b>4</b>
<b>2. PRESENTATION DE L’ETABLISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
2.1 Activité de l’établissement .....	5
2.2 Implantation de l’établissement dans son environnement .....	5
<b>3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>6</b>
3.1 Exigences réglementaires .....	6
3.2 Niveaux sonores maximum en limite de propriété.....	6
3.3 Emergences admissibles en ZER .....	6
3.4 Tonalité marquée .....	6
<b>4. DEROULEMENT ET RESULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURE .....</b>	<b>7</b>
4.1 Localisation des points de mesure.....	7
4.2 Planning de mesure.....	8
4.3 Appareillages de mesure utilisés .....	8
4.4 Conditions météorologiques.....	8
4.5 Traçabilité et sauvegarde des mesures .....	9
4.6 Résultats des mesures .....	10
4.7 Synthèse des niveaux mesurés et calculs des niveaux limites admissibles.....	14
<b>5. CONCLUSION .....</b>	<b>17</b>
<b>6. ANNEXES .....</b>	<b>18</b>

## 1. OBJET DE L’ETUDE

Dans le cadre d’un projet d’extension d’une plateforme de stockage en cours de construction sur la commune d’Ablaincourt Pressoir (80), la société ICE Conseil a fait appel aux compétences de la société VENATHEC afin de caractériser l’état initial acoustique du site en limite de propriété du projet et auprès des habitations les plus proches.

La prestation s’est déroulée comme suit :

- Etape 1 : Mesures acoustiques ;
- Etape 2 : Analyse des résultats.

Ce rapport comporte les éléments suivants:

- Contexte réglementaire ;
- Présentation du projet et identification des zones sensibles ;
- Caractérisation de l’état initial acoustique par la mesure ;
- Calcul des niveaux limites admissibles ;
- Conclusion.

## 2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

### 2.1 Activité de l'établissement

Le projet prévoit l'extension d'une plateforme de stockage en cours de construction sur la commune d'Ablaincourt Pressoir (80).

### 2.2 Implantation de l'établissement dans son environnement

Le plan ci-dessous indique la localisation du site dans son environnement.



*Localisation du site dans son environnement*

Le projet est localisé au sein d'une zone d'activités. Le site est principalement entouré de terrains en attente d'urbanisation et de l'autoroute A1 à l'est. A noter la présence d'une zone d'habitations au nord-ouest à environ 650m du site.

### 3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

#### 3.1 Exigences réglementaires

Cette installation industrielle devra satisfaire aux exigences réglementaires spécifiques aux ICPE (Installations Classées pour la Protection de L'Environnement), fixées dans l'arrêté du 23 janvier 1997, en termes :

- de niveaux sonores maximum en limite de propriété ;
- d'émergence en Zones à Emergence Réglementée (ZER) ;
- de tonalités marquées en ZER.

Des exigences sont fixées pour chaque période réglementaire diurne [7h-22h] et nocturne [22h-7h].

Ainsi, l'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

#### 3.2 Niveaux sonores maximum en limite de propriété

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'un établissement fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles.

De manière générale, les valeurs fixées par cet arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dBA pour la période de jour et 60 dBA pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

**Pour ce projet, il est donc tenu compte de ces valeurs seuils de 70 et 60 dBA.**

#### 3.3 Emergences admissibles en ZER

En ZER, les valeurs limites d'émergence sont les suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée, incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période <b>diurne</b> allant de 07h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période <b>nocturne</b> allant de 22h00 à 07h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dBA et inférieur ou égal à 45 dBA	6 dBA	4 dBA
Supérieur à 45 dBA	5 dBA	3 dBA

#### 3.4 Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'**arrêté du 23 janvier 1997**, *relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement*, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne.

La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Cette analyse se fera à partir d'une acquisition minimale de 10 s	
50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 8000 Hz
10 dB	5 dB

Les bandes sont définies par fréquence centrale de tiers d'octave.

## 4. DEROULEMENT ET RESULTATS DE LA CAMPAGNE DE MESURE

### 4.1 Localisation des points de mesure

Deux mesures en limite de propriété (LP) et une mesure en zone à émergence réglementée (ZER) ont été réalisées durant les périodes diurne et nocturne du 22 au 24 janvier 2020.



*Localisation des points de mesures*

Les sources sonores rencontrées pendant les mesures aux points retenus sont les suivantes :

Point	Lieu	Sources sonores environnantes
LP 1 et LP 2	En limite de propriété du site du projet	Trafic routier (A1) Travaux sur le site Activité des sites voisins
ZER	Près d'une habitation au Nord-Ouest du site	Trafic routier (A1, D164)

Un descriptif complet des points de mesures est disponible en annexe.

## 4.2 Planning de mesure

La campagne de mesure s'est déroulée suivant le planning suivant :

- Niveau nocturne des points ZER et LP : les 22 et 23 janvier 2020 de 22h00 à 07h00 ;
- Niveau diurne des points ZER et LP : le 22 janvier 2020 de 11h30 à 22h00, le 23 janvier 2020 de 07h00 à 22h00 et le 24 janvier 2020 de 07h00 à 10h00 ;

## 4.3 Appareillages de mesure utilisés

Les mesurages ont été effectués avec des sonomètres intégrateurs de classe 1.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des éléments des chaînes de mesure :

Nature	Marque / Type	N° de série
Sonomètres	01 dB / Duo	11089 11091
	RION/NL-52	1143476
Calibreur	01dB / Cal21	34924057

Avant et après chaque série de mesurage, les chaînes de mesure ont été calibrées à l'aide d'un calibreur de classe 1, conforme à la norme EN CEI 60-942. **Aucune dérive supérieure à 0,5 dB n'a été constatée.**

## 4.4 Conditions météorologiques

Les conditions météorologiques peuvent influencer sur le résultat de deux manières :

- par perturbation du mesurage, en particulier par action sur le microphone, il convient donc de ne pas faire de mesurage quand la vitesse du vent est supérieure à 5 m.s<sup>-1</sup>, ou en cas de pluie marquée ;
- lorsque la (les) source(s) de bruit est (sont) éloignée(s), le niveau de pression acoustique mesuré est fonction des conditions de propagation liées à la météorologie. Cette influence est d'autant plus importante que l'on s'éloigne de la source.

Il faut donc tenir compte de deux zones d'éloignement :

- la distance source/récepteur est inférieure à 40 m : il est juste nécessaire de vérifier que la vitesse du vent est faible, qu'il n'y a pas de pluie marquée. Dans le cas contraire, il n'est pas possible de procéder au mesurage ;
- la distance source/récepteur est supérieure à 40 m : procéder aux mêmes vérifications que ci-dessus. Il est nécessaire en complément d'indiquer les conditions de vent et de température, appréciées sans mesure, par simple observation, selon le codage ci-après.

Les conditions météorologiques doivent être identifiées conformément aux indications du tableau ci-après.

<b>U1</b> : vent fort (3 m/s à 5 m/s) contraire au sens source - récepteur	<b>T1</b> : jour <b>et</b> fort ensoleillement <b>et</b> surface sèche <b>et</b> peu de vent
<b>U2</b> : vent moyen à faible (1 m/s à 3 m/s) contraire <b>ou</b> vent fort, peu contraire	<b>T2</b> : mêmes conditions que T1 mais au moins une est non vérifiée
<b>U3</b> : vent nul <b>ou</b> vent quelconque de travers	<b>T3</b> : lever du soleil <b>ou</b> coucher du soleil <b>ou</b> (temps couvert <b>et</b> venteux <b>et</b> surface pas trop humide)
<b>U4</b> : vent moyen à faible portant <b>ou</b> vent fort peu portant ( $\pm 45^\circ$ )	<b>T4</b> : nuit <b>et</b> (nuageux <b>ou</b> vent)
<b>U5</b> : vent fort portant	<b>T5</b> : nuit <b>et</b> ciel dégagé <b>et</b> vent faible

Il est nécessaire de s'assurer de la stabilité des conditions météorologiques pendant toute la durée de l'intervalle de mesurage. L'estimation qualitative de l'influence des conditions météorologiques se fait par l'intermédiaire de la grille ci-dessous :

- - État météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore ;
- État météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore ;
- Z Effets météorologiques nuls ou négligeables ;
- + État météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore ;
- + + État météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

	U1	U2	U3	U4	U5
T1		- -	-	-	
T2	- -	-	-	Z	+
T3	-	-	Z	+	+
T4	-	Z	+	+	++
T5		+	+	++	

#### Conditions météorologiques rencontrées sur site

Période d'observation	Vitesse de vent	Précipitation	Couverture nuageuse
<b>Période diurne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le 22/01/2020</li> <li>Le 23/01/2020</li> <li>Le 24/01/2020</li> </ul>	Moyen Fort Faible	Nulle	Couvert
<b>Période nocturne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Du 22/01 au 23/01/2020</li> <li>Du 23/01 au 24/01/2020</li> </ul>	Fort Faible	Nulle	Couvert

- En période diurne :  
 U4/T3 → État météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore  
 U3/T2 → État météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore
- En période nocturne :  
 U5/T4 → État météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore. U5/T4 → État météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

#### Remarque

A noter que les conditions météorologiques décrites ci-dessus sont une simple constatation normative, présentée à titre indicatif.

Dans le cas d'une mesure de bruit résiduel, les sources environnantes pouvant être situées tout autour des points de mesure, les conditions météorologiques ont une influence relativement mineure.

La vitesse du vent est supérieure à 5 m.s<sup>-1</sup> sur la période de nuit du 22 au 23 janvier 2020, ainsi qu'une partie de la journée du 23 janvier 2020. Les mesures ne sont donc pas exploitables pour ces périodes.

## 4.5 Traçabilité et sauvegarde des mesures

Comme spécifié dans la norme NF S 31-010, seront conservés au moins 2 ans :

- La **description** complète de l'appareillage de mesure acoustique ;
- L'indication des **réglages** utilisés ;
- Le **croquis** des lieux ;
- Le **rapport** d'étude ;
- L'ensemble des évolutions temporelles et niveaux pondérés A sous format informatique.

## 4.6 Résultats des mesures

Les mesurages ont été effectués conformément à la norme NF S 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement » sans déroger à aucune de ses dispositions.

Pour chaque point de mesure sont présentés :

- Les niveaux sonores globaux par période de mesure (diurne et nocturne) et chaque indice ;
- Les niveaux sonores par période d'une heure et pour chaque indice. Les valeurs en bleu dans les tableaux suivants correspondent aux niveaux mesurés les plus faibles en période nocturne et les valeurs en orange correspondent aux niveaux mesurés les plus faibles en journée.

Les niveaux statistiques ( $L_{50}$  et  $L_{90}$ ) du niveau global sont calculés à partir du niveau  $L_{Aeq}$  du niveau global.

Les niveaux statistiques ( $L_{50}$  et  $L_{90}$ ) des niveaux spectraux sont calculés à partir du niveau  $L_{Aeq}$  de chaque bande spectrale séparément.

La période de nuit du 22 au 23 janvier 2020, ainsi qu'une partie de la journée du 23 janvier 2020 ont été considérées comme non représentatives du fait des conditions météo (vent important...).

Afin de se placer dans un cas conservateur, ces périodes n'ont pas été prises en compte dans l'étude pour l'ensemble des points de mesures.

### 4.6.1 Point de mesure LP 1

#### Niveaux sonores par période spécifique

Période diurne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
$L_{Aeq}$	54,5	57,5	47,5	42,5	47,5	45,5	41,0	32,0
$L_{50}$	52,5	55,0	46,0	40,0	46,0	33,5	33,5	18,5
$L_{90}$	46,0	51,0	41,5	35,0	37,5	37,0	29,0	13,0

Période nocturne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
$L_{Aeq}$	42,5	51,5	39,0	32,0	35,5	33,5	28,5	18,0
$L_{50}$	38,0	49,5	37,5	30,0	30,5	28,0	22,0	9,0
$L_{90}$	33,0	44,0	34,5	27,5	24,5	21,0	14,5	7,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près

#### 4.6.2 Point de mesure LP 2

##### Niveaux sonores par période spécifique

Période diurne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
L <sub>Aeq</sub>	58,5	67,0	59,5	50,5	55,0	55,5	49,0	41,0
L <sub>50</sub>	56,5	64,5	56,5	48,0	54,0	48,0	45,0	35,0
L <sub>90</sub>	51,5	60,0	52,5	43,0	48,5	49,0	39,5	28,0

Période nocturne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
L <sub>Aeq</sub>	51,0	61,5	53,0	43,5	48,5	48,0	41,0	33,0
L <sub>50</sub>	45,5	57,5	48,5	38,5	42,0	42,5	34,0	22,5
L <sub>90</sub>	37,0	53,0	44,5	34,0	33,5	32,0	24,0	15,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près

**Commentaire :** Des travaux ont eu lieu sur le site durant notre intervention (fin des travaux de construction du bâtiment autorisé). Le bruit résiduel a donc été mesuré pendant les périodes où il n'y avait aucune activité liée à ces travaux. Ces périodes sont : 00h00-8h30, 12h00-13h00 et 16h30-00h00.

### 4.6.3 Point de mesure ZER

#### Niveaux sonores par période spécifique

Période diurne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
L <sub>Aeq</sub>	59,5	61,5	53,0	51,5	53,0	56,0	53,5	46,0
L <sub>50</sub>	48,5	55,0	44,5	41,5	45,5	50,0	37,0	25,0
L <sub>90</sub>	44,0	51,0	40,5	37,5	41,5	41,0	29,5	15,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près

Période nocturne - Total mesure		Niveaux spectraux en dB						
Indice considéré	Niveau global en dBA	63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz
L <sub>Aeq</sub>	53,5	56,0	48,0	46,0	48,0	50,0	47,5	40,5
L <sub>50</sub>	38,0	49,0	36,0	32,0	35,5	35,0	25,5	12,0
L <sub>90</sub>	28,5	44,5	33,0	26,5	26,0	23,5	16,0	11,0

Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près

**Commentaire :** Le point de mesure en ZER est fortement impacté par le bruit de trafic de la départementale D164. Les bruits de travaux sur le site n'ont pas d'influence sur le niveau sonore au niveau de l'habitation la plus proche du site, le bruit de trafic est prépondérant.

**Tonalité marquée**

Le contrôle de la tonalité marquée est réalisé au niveau du point ZER afin que les éventuelles tonalités relevées ne soit pas imputables à la future exploitation. Le critère de tonalité marquée a été évalué par période de 10 secondes.

Bande de tiers d'octave	Limite	JOUR			NUIT		
		Spectre moyen de jour	% d'apparition jour	% globale d'apparition d'une tonalité marquée	Spectre moyen de nuit	% d'apparition nuit	% globale d'apparition d'une tonalité marquée
50Hz	10dB	60,1	3%	6%	54,5	1%	2%
63Hz		57,6	1%		52,0	0%	
80Hz		52,6	0%		46,6	0%	
100Hz		50,8	0%		44,8	0%	
125Hz		47,9	0%		43,6	0%	
160Hz		48,1	0%		42,7	0%	
200Hz		48,0	0%		43,7	0%	
250Hz		47,8	0%		42,1	0%	
315Hz		47,3	0%		40,9	0%	
400Hz		47,8	0%		42,8	0%	
500Hz	5dB	48,9	0%		44,2	0%	
630Hz		50,1	0%		45,5	0%	
800Hz		51,0	0%		45,7	0%	
1kHz		52,1	0%		46,4	0%	
1.25kHz		51,3	0%		45,2	0%	
1.6kHz		50,4	0%		44,2	0%	
2kHz		49,0	0%		42,8	0%	
2.5kHz		46,4	0%		40,2	0%	
3.15kHz		43,1	0%		37,2	0%	
4kHz		40,7	0%		34,8	0%	
5kHz		39,4	0%		33,4	0%	
6.3kHz		37,9	0%		31,8	0%	
8kHz		37,1	1%		30,6	0%	

**Commentaires**

Aucune tonalité marquée n'est relevée à l'état actuel.

## 4.7 Synthèse des niveaux mesurés et calculs des niveaux limites admissibles

### 4.7.1 Synthèse des niveaux mesurés

Les niveaux sonores mesurés peuvent être utilisés dans le cadre d'une étude acoustique comme étant les niveaux de bruit résiduels (niveaux de bruit obtenus dans les conditions environnementales initiales du site, c'est-à-dire en l'absence du bruit généré par le futur établissement).

Dans ce cadre les niveaux de bruit préconisés à retenir sur chaque point en périodes diurne et nocturne sont repris dans le tableau suivant :

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{Aeq}$ )	Période nocturne ( $L_{Aeq}$ )
LP 1	54,5	42,5
LP 2	58,5	51,0

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{A50}$ )	Période nocturne ( $L_{A50}$ )
ZER	48,5	38,0

*Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près*

## 4.7.2 Calculs des niveaux limites admissibles

### 4.7.2.1 Critère à respecter en limite de propriété

Habituellement, lorsque l'activité est en fonctionnement, les niveaux admissibles en limite de propriété ne doivent pas dépasser 70 dBA en période diurne et 60 dBA en période nocturne.

### 4.7.2.2 Niveaux sonores à ne pas dépasser en ZER

#### Période diurne

Lorsque l'activité sera en fonctionnement, le niveau d'émergence sonore ne devra pas dépasser 5 dBA, ce qui signifie que le niveau de bruit particulier du site ne devra pas se situer au-delà de la valeur suivante :

- Bruit résiduel  $LA_{50}$  de 48,5 dBA ;
- Soit un bruit ambiant max admissible égal à :
  - $L_{\text{ambiant}} = LA_{50} + 5,0 \text{ dBA} = 53,5 \text{ dBA}$
- Soit un niveau de bruit particulier max admissible égal à :
  - $L_{\text{Particulier}} = 10 \text{ Log } (10^{0,1 * L_{\text{Ambiant}}} - 10^{0,1 * L_{\text{Résiduel}}}) = 52,0 \text{ dBA}$

#### Période nocturne

Lorsque l'activité sera en fonctionnement, le niveau d'émergence sonore ne devra pas dépasser 3 dBA, ce qui signifie que le niveau de bruit particulier du site ne devra pas se situer au-delà de la valeur suivante :

- Bruit résiduel  $LA_{50}$  de 38,0 dBA ;
- Soit un bruit ambiant max admissible égal à :
  - $L_{\text{ambiant}} = LA_{50} + 3,0 \text{ dBA} = 41,0 \text{ dBA}$
- Soit un niveau de bruit particulier max admissible égal à :
  - $L_{\text{Particulier}} = 10 \text{ Log } (10^{0,1 * L_{\text{Ambiant}}} - 10^{0,1 * L_{\text{Résiduel}}}) = 38,0 \text{ dBA}$

#### 4.7.2.3 Synthèse des niveaux admissibles

Synthétiquement, les niveaux de bruit admissibles sur chaque point en périodes diurne et nocturne sont repris dans le tableau suivant :

Niveaux admissibles en dBA	Période diurne	Période nocturne
ZER	52,0	38,0

*Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près*

## 5. CONCLUSION

Dans le cadre d'un projet d'extension d'une plateforme de stockage en cours de construction sur la commune d'Ablaincourt Pressoir (80), une campagne de mesurage de trois points a été entreprise afin de caractériser l'état initial acoustique sur et autour du site.

Les mesures ont été effectuées en périodes de jour et de nuit du 22 au 24 janvier 2020 en 2 points en limite de propriété du site et un point en zone à émergence réglementée.

Les niveaux retenus permettent une estimation de l'ambiance en limite de propriété du projet et au niveau des ZER les plus proches. **A noter que les points de mesures sont principalement influencés par le bruit du trafic routier provenant de l'A1 et de la D164.**

La synthèse des niveaux sonores mesurés lors de la campagne de mesure est disponible dans les tableaux ci-dessous :

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{Aeq}$ )	Période nocturne ( $L_{Aeq}$ )
LP 1	54,5	42,5
LP 2	58,5	51,0

Niveaux retenus pour l'étude en dBA	Période diurne ( $L_{A50}$ )	Période nocturne ( $L_{A50}$ )
ZER	48,5	38,0

*Les valeurs sont arrondies à 0,5 dB près*

Il est rappelé, à toutes fins utiles, que les résultats présentés dans ce rapport concernent les niveaux de bruit mesurés in situ aux points spécifiés dans le rapport, et dans les conditions du jour de mesure (trafic routier, conditions météorologiques, événements sonores ponctuels, etc). Un autre jour, dans des conditions différentes, et a fortiori en une localisation différente, les résultats peuvent être différents. Il conviendra donc d'intégrer cet aspect dans l'évaluation des contraintes acoustiques du futur projet.

## 6. ANNEXES

ANNEXE A : GLOSSAIRE .....	19
ANNEXE B : FICHES DE MESURES .....	21
ANNEXE C : REGLEMENTATION .....	27

## ANNEXE A : GLOSSAIRE

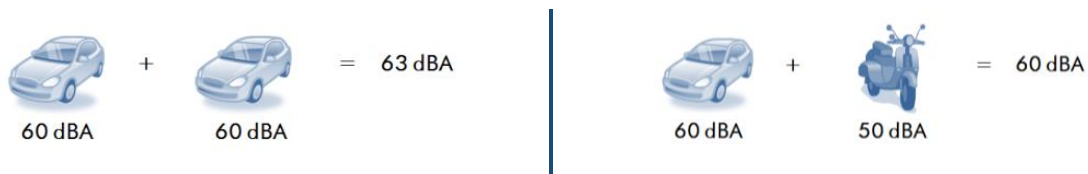
### Généralités acoustiques

#### Décibel (dB)

Le son est une sensation auditive produite par une variation rapide de la pression de l'air. Dans la pratique, l'échelle de perception de l'oreille humaine étant très vaste, on utilise une échelle logarithmique, plus adaptée pour caractériser le niveau sonore. Cette échelle réduite s'exprime en décibel (dB).

On ne peut donc pas ajouter arithmétiquement les décibels de deux bruits pour arriver au niveau sonore global. À noter 2 règles simples :

- $60 \text{ dB} + 60 \text{ dB} = 63 \text{ dBA}$  ;
- $60 \text{ dB} + 50 \text{ dB} \approx 60 \text{ dB}$ .



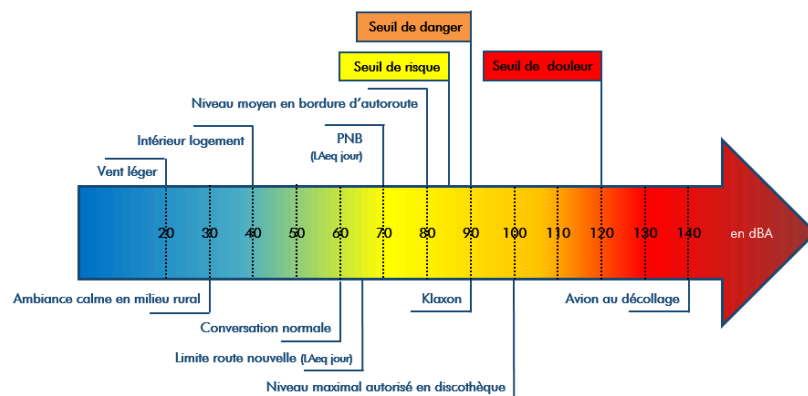
#### Décibel pondéré A (dBA)

La forme de l'oreille humaine influençant directement le niveau sonore perçu par l'être humain, on applique généralement au niveau sonore mesuré, une pondération dite de type A pour prendre en compte cette influence. On parle alors de niveau sonore pondéré A, exprimé en dBA.

À noter 2 règles simples :

- L'oreille humaine fait une distinction entre deux niveaux sonores à partir d'un écart de 3 dBA ;
- Une augmentation du niveau sonore de 10 dBA est perçue par l'oreille comme un doublement de la puissance sonore.

#### Echelle sonore



#### Fréquence / Octave / Tiers d'octave

La fréquence d'un son correspond au nombre de variations d'oscillations identiques que réalise chaque molécule d'air par seconde. Elle s'exprime en Hertz (Hz).

Pour l'être humain, plus la fréquence d'un son sera élevée, plus le son sera perçu comme aigu. À l'inverse, plus la fréquence d'un son sera faible, plus le son sera perçu comme grave.

En pratique, pour caractériser un son, on utilise des intervalles de fréquence.

Chaque intervalle de fréquence est caractérisé par ses 2 bornes dont la plus haute fréquence ( $f_2$ ) est le double de la plus basse ( $f_1$ ) pour une octave, et la racine cubique de 2 pour le tiers d'octave.

L'analyse en fréquence par bande de tiers d'octave correspond à la résolution fréquentielle de l'oreille humaine.

1/1 octave	1/3 octave	
$f_2 = 2 * f_1$	$f_2 = \sqrt[3]{2} * f_1$	$f_c$ : fréquence centrale
$f_c = \sqrt{2} * f_1$	$\Delta f / f_c = 23\%$	$\Delta f = f_2 - f_1$
$\Delta f / f_c = 71\%$		

### Niveau sonore équivalent $Leq,T$

Niveau sonore en dB intégré sur une période de mesure T. L'intégration est définie par une succession de niveaux sonores intermédiaires mesurés selon un intervalle d'intégration. Généralement dans l'environnement, l'intervalle d'intégration est fixé à 1 seconde (appelé  $Leq_{court}$ ). Le niveau global équivalent se note  $Leq,T$ , il s'exprime en dB.

Lorsque les niveaux sont pondérés selon la pondération A, on obtient un indicateur noté  $LAeq,T$ .

## Termes particuliers liés à l'acoustique d'une installation ICPE

### Niveau résiduel ( $L_{res}$ )

Le niveau résiduel caractérise le niveau de bruit obtenu dans les conditions environnementales initiales du site, c'est-à-dire en l'absence du bruit généré par l'établissement.

### Niveau particulier ( $L_{part}$ )

Le niveau particulier caractérise le niveau de bruit généré par l'activité de l'établissement.

### Niveau ambiant ( $L_{amb}$ )

Le niveau ambiant caractérise le niveau de bruit obtenu en considérant l'ensemble des sources présentes dans l'environnement du site. En l'occurrence, ce niveau sera la somme logarithmique du bruit résiduel et du bruit particulier de l'établissement.

### Emergence acoustique (E)

L'émergence acoustique est fondée sur la différence entre le niveau de bruit équivalent pondéré A du bruit ambiant (comportant le bruit particulier de l'établissement en fonctionnement) et celui du résiduel.

$$E = L_{eq \text{ ambiant}} - L_{eq \text{ résiduel}}$$

$$E = L_{eq \text{ établissement en fonctionnement}} - L_{eq \text{ établissement à l'arrêt}}$$

### Niveau fractile ( $L_n$ )

Le niveau fractile  $L_n$  représente le niveau sonore qui a été dépassé pendant n% du temps du mesurage. L'utilisation des niveaux fractiles permet dans certains cas de s'affranchir du bruit provenant d'événements perturbateurs et non représentatifs.

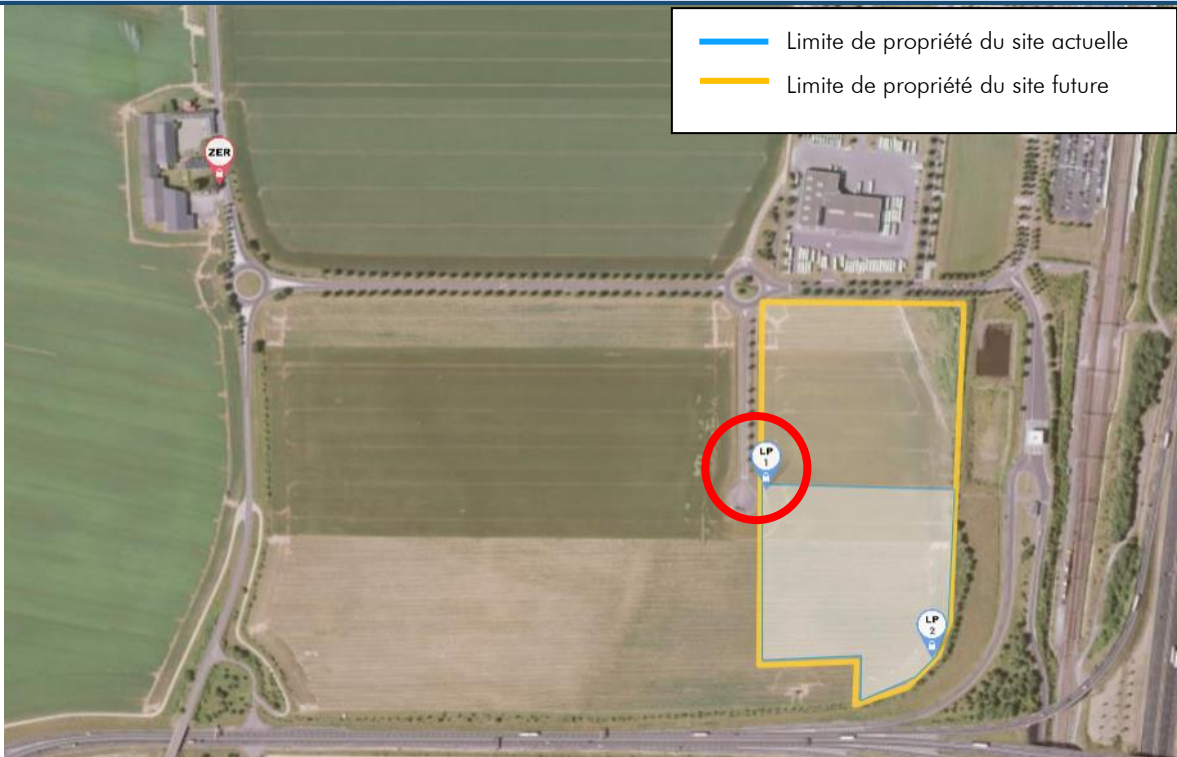
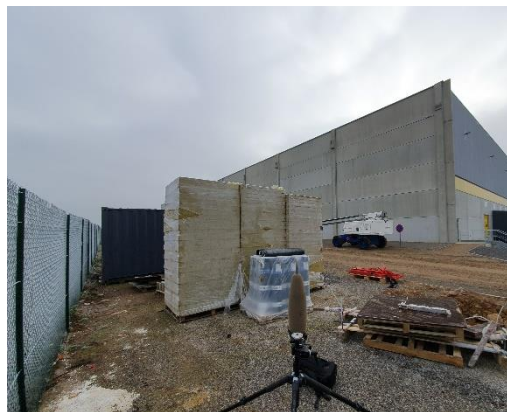
### Limite de propriété (LP)

En ce qui concerne les mesures acoustiques effectuées lors d'un contrôle de site industriel, les mesures peuvent être effectuées en limites de propriété interne ou externe au site.

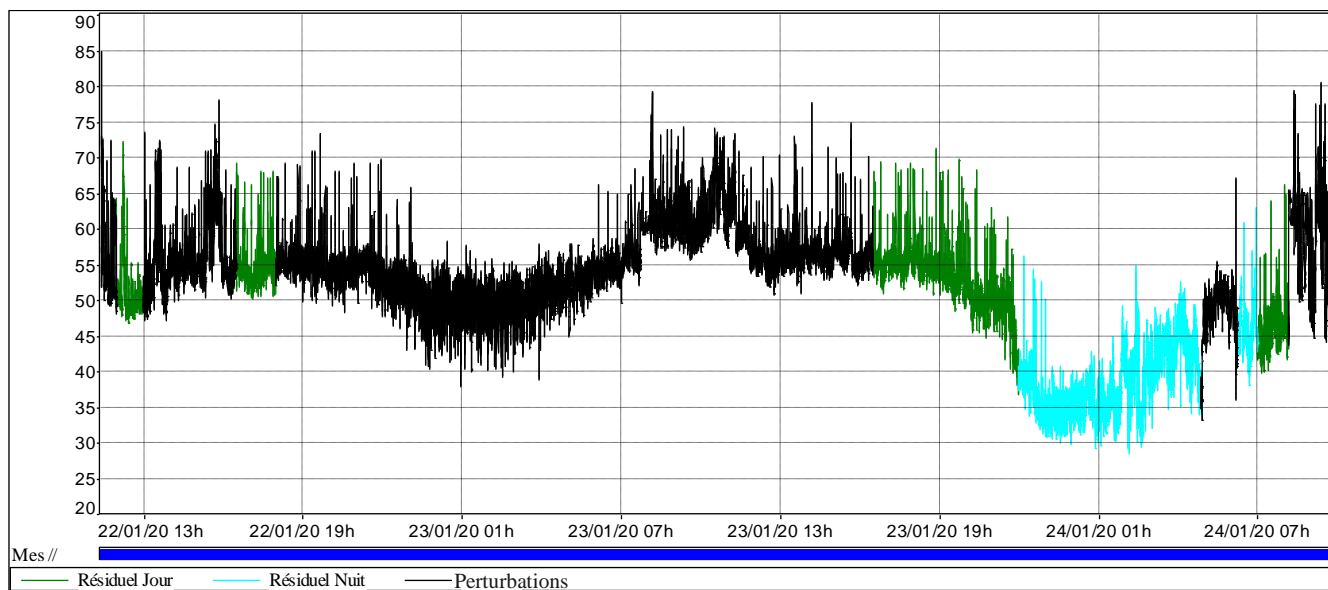
### Zone à Emergence Réglementée (ZER)



Définie dans l'arrêté du 23 janvier 1997 comme étant l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse). Une ZER peut également être une zone constructible définie par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation, ainsi que l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-avant et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

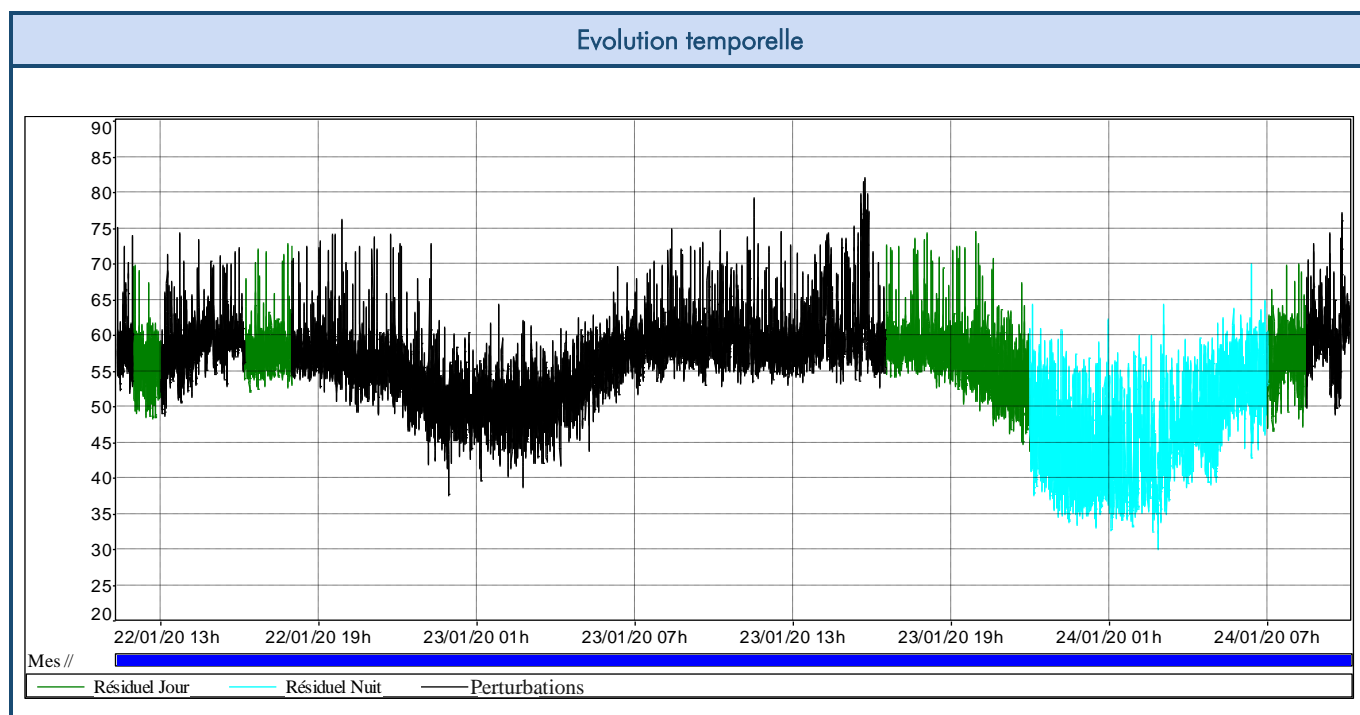
## ANNEXE B : FICHES DE MESURES




Fiche n°1	ICE Conseil - Site Ablaincourt Pressoir	Type de mesure : LP	LP 1		
Localisation du point de mesure					
<div></div>					
Périodes de mesure		Photographie			
<p>Mesures réalisées du 22 au 24 janvier 2020</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Niveau nocturne : les 22 et 23 janvier 2020 de 22h00 à 07h00;</li><li>Niveau diurne : le 22 janvier 2020 de 11h30 à 22h00, le 23 janvier 2020 de 07h00 à 22h00 et le 24 janvier 2020 de 07h00 à 10h00</li></ul>					
Environnement sonore					
<ul style="list-style-type: none"><li>Trafic routier de l'A1</li><li>Trafic routier de la D164</li><li>Bruit de travaux</li><li>Activité des sites voisins</li></ul>					
Résultats (en dBA)					
Période diurne			Période nocturne		
L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)	L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)
54,5	46,0	52,5	42,5	33,0	38,0

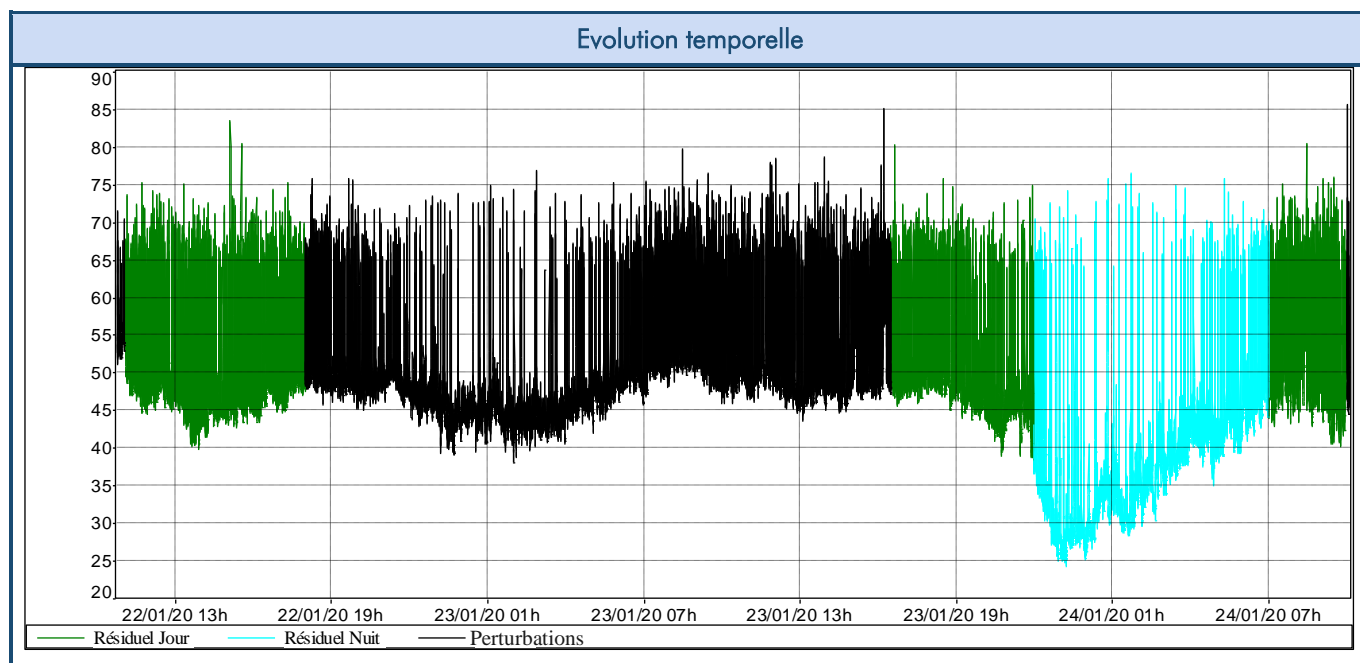
## Evolution temporelle



Fiche n°2	ICE Conseil - Site Ablaincourt Pressoir	Type de mesure : LP	LP 2		
Localisation du point de mesure					
<div></div> <div>— Limite de propriété du site actuelle — Limite de propriété du site future</div>					
Périodes de mesure		Photographie			
<p>Mesures réalisées du 22 au 24 janvier 2020</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Niveau nocturne : les 22 et 23 janvier 2020 de 22h00 à 07h00;</li><li>Niveau diurne : le 22 janvier 2020 de 11h30 à 22h00, le 23 janvier 2020 de 07h00 à 22h00 et le 24 janvier 2020 de 07h00 à 10h00</li></ul>					
Environnement sonore					
<ul style="list-style-type: none"><li>Trafic routier de l'A1</li><li>Bruit de travaux</li></ul>					
Résultats (en dBA)					
Période diurne			Période nocturne		
L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)	L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)
58,5	51,5	56,5	51,0	37,0	45,5



Fiche n°3	ICE Conseil - Site Ablaincourt Pressoir	Type de mesure : ZER	ZER		
Localisation du point de mesure					
<div></div>					
Périodes de mesure		Photographie			
<ul style="list-style-type: none"><li>Niveau nocturne : les 22 et 23 janvier 2020 de 22h00 à 07h00;</li><li>Niveau diurne : le 22 janvier 2020 de 11h30 à 22h00, le 23 janvier 2020 de 07h00 à 22h00 et le 24 janvier 2020 de 07h00 à 10h00</li></ul>					
Environnement sonore					
<ul style="list-style-type: none"><li>Trafic routier de la D164</li></ul>					
Résultats (en dBA)					
Période diurne			Période nocturne		
L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)	L <sub>Aeq</sub> (dBA)	L <sub>90</sub> (dBA)	L <sub>50</sub> (dBA)
59,5	44,0	48,5	53,5	28,5	38,0



## ANNEXE C : REGLEMENTATION

### Arrêté du 23 janvier 1997

*relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement - (JO du 27 mars 1997)*

NOR : ENVP9760055A

#### Texte modifié par :

Arrêté du 15 novembre 1999 (JO du 3 décembre 1999)

Arrêté du 3 avril 2000 (JO du 17 juin 2000)

Arrêté du 24 janvier 2001 (JO du 14 février 2001)

Arrêté du 11 avril 2017

#### Vus :

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 7;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées en date du 30 septembre 1996;

Vu l'avis des organisations professionnelles intéressées;

Sur proposition du directeur de la prévention des pollutions et des risques,

#### Arrêtés :

##### Article 1

Le présent arrêté fixe les dispositions relatives aux émissions sonores des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, à l'exclusion :

- des élevages de veaux de boucherie et/ou de bovins, des élevages de vaches laitières et/ou mixtes et des porcheries de plus de 450 porcs visés par les arrêtés du 29 février 1992, ainsi que les élevages de volailles et/ou de gibiers à plumes visés par l'arrêté du 13 juin 1994 ;
- des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 mentionnées par l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles, dont l'arrêté d'autorisation interviendra postérieurement au 1er juillet 1997, ainsi qu'aux installations existantes faisant l'objet d'une modification autorisée postérieurement à cette même date.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 4.

Le présent arrêté définit la méthode de mesure applicable.

## Article 2

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- zones à émergence réglementée :
  - o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
  - o les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
  - o l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Dans le cas d'un établissement existant au 1er juillet 1997 et faisant l'objet d'une modification autorisée, la date à prendre en considération pour la détermination des zones à émergence réglementée est celle de l'arrêté autorisant la première modification intervenant après le 1er juillet 1997.

## Article 3

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dBA et inf ou égal à 45 dBA	6 dBA	4 dBA
Supérieur à 45 dBA	5 dBA	3 dBA

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dBA pour la période de jour et 60 dBA pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable.

#### Article 4

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### Article 5

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

#### Article 6

Dans les arrêtés ministériels pris au titre de l'article 7 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et faisant référence à la méthodologie d'évaluation définie par l'arrêté du 20 août 1985, la méthode de mesure définie dans l'annexe du présent arrêté se substitue de plein droit aux dispositions des paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3 de l'instruction technique jointe à l'arrêté du 20 août 1985.

#### Article 7

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé et modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997 : après les mots : "installations soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement", il est ajouté les mots : "à l'exclusion des installations soumises aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement".

#### Article 8

Le présent arrêté est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997.

#### Article 9

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

#### Annexes :

##### Méthode de mesure des émissions sonores

La présente méthode de mesure des émissions sonores d'une installation classée est applicable pour la mesure des niveaux de bruit en limites de propriété de l'établissement et pour la mesure de l'émergence dans les zones où celle-ci est limitée.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 "Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage" (décembre 1996), complétées par les dispositions ci-après.

Cette norme fixe deux méthodes de mesure se différenciant par les moyens à mettre en œuvre et par la précision des résultats. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite "d'expertise" définie au point 6 de la norme. Cependant, un simple contrôle du respect des prescriptions peut être effectué selon la méthode dite de "contrôle" définie au point 5 de la norme. Dans ce cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne pourra être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dBA.

## 1. Définitions

Les définitions suivantes constituent un rappel de celles figurant dans la norme.

### 1.1. Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A "court", $L_{Aeq, t}$

Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A obtenu sur un intervalle de temps "court". Cet intervalle de temps, appelé durée d'intégration, a pour symbole  $t$ . Le  $L_{Aeq}$  court est utilisé pour obtenir une répartition fine de l'évolution temporelle des événements acoustiques pendant l'intervalle de mesurage. La durée d'intégration retenue dépend de la durée des phénomènes que l'on veut mettre en évidence. Elle est généralement de durée inférieure ou égale à 10 s.

### 1.2. Niveau acoustique fractile, $L_{AN, t}$

Par analyse statistique de  $L_{Aeq}$  courts, on peut déterminer le niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant N % de l'intervalle de temps considéré, dénommé "niveau acoustique fractile". Son symbole est  $L_{AN, t}$  : par exemple,  $L_{A90, 1s}$  est le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A dépassé pendant 90 % de l'intervalle de mesurage, avec une durée d'intégration égale à 1 s.

### 1.3. Intervalle de mesurage

Intervalle de temps au cours duquel la pression acoustique quadratique pondérée A est intégrée et moyennée.

### 1.4. Intervalle d'observation

Intervalle de temps au cours duquel tous les mesurages nécessaires à la caractérisation de la situation sonore sont effectués soit en continu, soit par intermittence.

### 1.5. Intervalle de référence

Intervalle de temps retenu pour caractériser une situation acoustique et pour déterminer de façon représentative l'exposition au bruit des personnes.

### 1.6. Bruit ambiant

Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources proches et éloignées.

### 1.7. Bruit particulier (1)

Composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.

*Note : Au sens du présent arrêté, le bruit particulier est constitué de l'ensemble des bruits émis par l'établissement considéré.*

### 1.8. Bruit résiduel

Bruit ambiant, en l'absence du (des) bruits(s) particulier(s), objet(s) de la requête considérée.

### 1.9. Tonalité marquée

La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Cette analyse se fera à partir d'une acquisition minimale de 10 s		
50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 1250 Hz	1600 Hz à 8000 Hz
10 dB	5 dB	5 dB

Les bandes sont définies par fréquence centrale de tiers d'octave.

## 2. *Méthode d'expertise (point 6 de la norme)*

### 2.1. *Appareillage de mesure (point 6.1 de la norme)*

Les mesures de simple contrôle de conformité peuvent être effectuées avec un appareillage de mesure de classe 2, répondant aux spécifications du point 6.1.1 de la norme et permettant d'utiliser la technique des niveaux équivalents courts. Cet appareillage doit en outre être conforme aux dispositions légales en matière de métrologie légale applicables aux sonomètres. L'appareil doit porter la marque de vérification périodique attestant sa conformité.

Si les mesures sont utilisées en vue de la constatation d'une infraction, le sonomètre utilisé doit être de classe 1.

Avant chaque série de mesurage, le sonomètre doit être calibré.

### 2.2. *Conditions de mesurage (point 6.2 de la norme)*

Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées.

Note : l'arrêté d'autorisation peut moduler les niveaux admissibles selon différentes parties du pourtour de l'installation, en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par rapport à l'établissement ; les contrôles doivent en principe porter sur chacun d'eux.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. Dans le cas du traitement d'une plainte, on privilégiera les emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

### 2.3. *Gamme de fréquence (point 6.3 de la norme)*

Les dispositions de la norme sont applicables.

### 2.4. *Conditions météorologiques (point 6.4 de la norme)*

Les dispositions de la norme sont applicables.

### 2.5. *Indicateurs (point 6.5 de la norme)*

Les indicateurs acoustiques sont destinés à fournir une description synthétique d'une situation sonore complexe.

#### a) Contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété

Le niveau équivalent, déterminé dans les conditions fixées au point 2.6 ci-après, est utilisé.

Lorsque le mesurage est effectué sur plusieurs intervalles, le niveau de bruit équivalent global est obtenu par la moyenne pondérée énergétique des valeurs mesurées sur chaque intervalle, en tenant compte de la durée de la période représentée par l'intervalle de mesurage selon la formule suivante :

$$LA_{eq,T} = 10 \log \left( 1/T \sum_{i=1}^n t_i 10^{0,1 LA_{eq,i}} \right)$$

Dans laquelle :

- T est la durée de l'intervalle de référence ;
- $LA_{eq,i}$  est le niveau équivalent mesuré pendant l'intervalle d'observation i ;
- $t_i$  est la durée de la période représentée par l'intervalle de mesurage i (avec  $t_i = T$ ).

#### b) Contrôle de l'émergence

Des indicateurs différents sont utilisés suivant les situations.

Dans le cas général, l'indicateur est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant et du bruit résiduel, déterminée selon le point 6.5.1 de la norme.

Dans certaines situations particulières, cet indicateur n'est pas suffisamment adapté. Ces situations se caractérisent par la présence de bruits intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie mais qui ont une durée d'apparition suffisamment faible pour ne pas présenter, à l'oreille, d'effet de " masque " du bruit de l'installation. Une telle situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic très discontinu.

Dans le cas où la différence  $LA_{eq} - L_{50}$  est supérieure à 5 dBA, on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles  $L_{50}$  calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Le point 6.5.2 de la norme n'est pas applicable, sauf en ce qui concerne la disposition relative à la tonalité marquée.

#### 2.6. Acquisitions des données, choix et durée des intervalles d'observations (point 6.6 de la norme)

Les mesurages doivent être organisés de façon à donner une valeur représentative du niveau de bruit qui existe sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité.

On entend par période de fonctionnement la période où l'activité est exercée dans des conditions normales. En règle générale, cela correspond à la période de production. En dehors de cette période, des opérations de nature différente (maintenance, mise en veille de machines, etc.) mais générant peu ou pas de bruit peuvent avoir lieu. Elles ne doivent pas être incluses dans l'intervalle de référence, afin d'éviter une " dilution " du bruit correspondant au fonctionnement normal par allongement de la durée d'intégration. Toutefois, si ces opérations sont à l'origine de niveaux de bruit comparables à ceux de l'établissement en fonctionnement normal, elles sont intégrées dans l'intervalle de référence.

Si le fonctionnement se déroule sur tout ou partie de chacune des périodes diurne ou nocturne, le niveau équivalent est mesuré séparément pour chacune des parties de la période de fonctionnement (que l'on retiendra comme intervalle de référence) se situant dans les tranches horaires 7 heures - 22 heures ou 22 heures - 7 heures.

De la même façon, la valeur représentative du bruit résiduel est déterminée pour chaque intervalle de référence.

Exemple 1 : activité fonctionnant de 7 heures à 17 h 30 :

L'intervalle de référence est 7 heures - 17 h 30. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, un seul niveau de bruit admissible.

Exemple 2 : activité fonctionnant de 4 heures à 23 heures :

Les trois intervalles de référence sont : 4 heures - 7 heures, 7 heures - 22 heures et 22 heures - 23 heures. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, trois niveaux de bruit admissibles (un pour chaque intervalle de référence).

Exemple 3 : activité fonctionnant 24 heures sur 24 :

Les deux intervalles de référence sont 7 heures - 22 heures et 22 heures - 7 heures. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, deux niveaux de bruit admissibles pour chacune des périodes diurne et nocturne.

Les valeurs des niveaux de bruit ambiant et résiduel sont déterminées par mesure, soit sur la totalité de l'intervalle de référence, soit sur plusieurs " échantillons ", dont la représentativité est essentielle pour permettre une conclusion correcte quant à la conformité de l'installation.

Toutes les garanties doivent être prises pour assurer à chaque emplacement de mesure cette représentativité :

- les mesurages doivent de préférence être effectués sur plusieurs intervalles de mesurage distincts, de manière à caractériser correctement le ou les intervalles de référence retenus;
- la durée des mesurages doit prendre en compte toutes les phases de l'évolution du bruit pendant la totalité de la période de fonctionnement, particulièrement dans le cas de bruits fluctuants;
- le fonctionnement de l'installation pendant le ou les mesurages doit correspondre aux activités normales ; l'intervalle d'observation doit englober tous les cycles de variations caractéristiques de l'activité;
- la mesure du bruit résiduel doit prendre en compte les variations se produisant pendant le ou les intervalles de référence.

Pour la détermination de chacun des niveaux de bruit ambiant ou résiduel, la durée cumulée des mesurages à chaque emplacement doit être d'une demi-heure au moins, sauf dans le cas d'un bruit très stable ou intermittent stable.

Si les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites (niveaux admissibles et/ou émergence), un soin particulier sera pris dans le choix, la durée et le nombre des intervalles de mesurage.

3. Méthode de contrôle (point 5 de la norme)

La méthode de contrôle est moins exigeante que la méthode d'expertise, quant aux moyens à mettre en œuvre et à l'appareillage de mesure à utiliser. Elle n'est applicable qu'à des situations sonores relativement simples permettant une durée d'observation plus faible. Elle ne fait pas appel à la technique des niveaux équivalents courts.

Les dispositions du point 2 ci-dessus sont également applicables à la méthode de contrôle, sous réserve des modifications suivantes :

- l'appareillage de mesure est un sonomètre de classe 2 au moins, permettant la détermination directe du niveau de pression acoustique continu équivalent;
- elle ne peut être mise en œuvre en cas de présence de bruit à tonalité marquée, ainsi que dans les situations nécessitant l'utilisation d'un indice fractile et décrites au point 2.5 ci-dessus.

4. Rapport de mesurage (point 7 de la norme)

Le rapport de mesurage établi par la personne ou l'organisme qualifié qui effectue des mesures de contrôle en application de l'article 5 ou à la demande de l'inspection des installations classées doit contenir les éléments mentionnés au point 7.1 de la norme, à l'exception de la référence à cette dernière, qui est remplacée par la référence au présent arrêté.

Pour le ministre et par délégation,

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs,

P. Vesseron